

Université d'Aix-Marseille — Faculté de Droit d'Aix

Le Déclin du Régime Dotal en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

PAR

RAOUL RAYMOND



AIX-EN-PROVENCE

—
IMPRIMERIE D'ÉDITIONS PAUL ROBAUD
10, RUE THIERS, 10

—
1942

RAYMOND (Raoul)

Le Déclin du Régime dotal
en Droit Français.

Aix-en-Provence, Imprime-
rie d'Editions Paul Roubaud
1942. in-8°, 208 pages.

(Thèse Droit, Aix, 1942)

RAYMOND (Raoul)

Le Déclin du Régime dotal
en Droit Français.

Aix-en-Provence, Imprime-
rie d'Editions Paul Roubaud
1942. in-8°, 208 pages.

(Thèse Droit, Aix, 1942)

RAYMOND (Raoul)

Le Déclin du Régime dotal
en Droit Français.

Aix-en-Provence, Imprime-
rie d'Editions Paul Roubaud
1942. in-8°, 208 pages.

(Thèse Droit, Aix, 1942)

RAYMOND (Raoul)

Le Déclin du Régime dotal
en Droit Français.

Aix-en-Provence, Imprime-
rie d'Editions Paul Roubaud
1942. in-8°, 208 pages.

(Thèse Droit, Aix, 1942)

**Le Déclin du Régime Dotal
en Droit Français**

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE

FACULTE DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

RAYNAUD , , Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS , , Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY , , , Professeur de Droit Romain.
LEBRET , , Professeur de Droit Criminel.
AUDINET A. , , , Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET , , Professeur de Droit Commercial.
DURAND , , Professeur de Droit Administratif.
TROTABAS , , Professeur de Droit Constitutionnel.
DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE , , Professeur de Droit International Public.
KAYSER, Professeur de Droit Civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STEFANI , , Professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CABRILLAC, Professeur de Droit Civil.
MARCY, Agrégé.
REUTER, Agrégé de la Faculté de Droit de Poitiers, charge de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CHARLIER, Agrégé.
BERTRAND, Chargé de Cours.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

AULAGNON , , Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
CREMIEU, , , Professeur à la Faculté de Droit d'Aix.
LABORDE-LACOSTE , , Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD , , Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT , , Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
M. DELAPORTE , , Secrétaire.

JURY

MM. KAYSER, professeur, *président*.
CABRILLAC, professeur }
STÉFANI, professeur } *assesseurs*.

L'Université et la Faculté n'entendent donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Université d'Aix-Marseille — Faculté de Droit d'Aix

Le Déclin du Régime Dotal en Droit Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

PAR

RAOUL RAYMOND



AIX-EN-PROVENCE

—
IMPRIMERIE D'ÉDITIONS PAUL ROUBAUD
10, RUE THIERS, 10
—

1942



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

INTRODUCTION

« Tout ce qui naît est marqué
pour rentrer dans le néant. »

(GËTHE, *Faust*)

Dans son introduction à « La révolte des faits contre le Code », M. le Doyen Morin écrit : « Le Code civil de 1804 a été considéré par ses auteurs, de même que pendant longtemps par les juristes chargés de l'interpréter, comme le livre sacré révélant, pour les hommes de toutes les époques et de tous les pays, le juste définitif ».

Il est possible que l'importance de l'œuvre accomplie réalisant enfin une unification du Droit attendue depuis si longtemps ait donné aux contemporains du Code l'impression que celui-ci réalisait un monument juridique dont la solidité serait susceptible de résister pendant longtemps aux assauts de la critique.

Cependant, nous ne croyons pas que les esprits intelligents et cultivés de l'époque aient voulu voir cette œuvre juridique, dont Napoléon a pu dire qu'elle était son plus beau titre de gloire, comme une cristallisation immuable du droit français. En effet, l'exemple du passé était là pour rappeler combien le droit est une matière essentiellement mouvante, évoluant sans cesse suivant ses réactions aux manifestations de tous ordres de la vie en général.

Les douze Tables ont dû certainement paraître aux juristes de l'ancien droit romain comme une œuvre stable et durable. Combien arriérées, ont dû cependant être jugées les dispositions qu'elles contenaient lorsque Hadrien ordonna de fixer l'édit du prêteur dans son Edit Perpétuel, au nom symbolique.

Perpétuité qui devenait déjà le passé pour les juristes du Bas Empire entreprenant sous les ordres de Justinien de grouper le Digeste, le Code, les Institutes et les Nouvelles, dans le Corpus Juris Civilis.

Entre chaque période, ainsi nettement marquée par des monuments dont l'importance pour l'époque illusionne peut-être ses auteurs momentanément quant à leur immuabilité, le Prêteur était là pour faire immédiatement, au fur et à mesure que les besoins s'en faisaient sentir, les petites modifications indispensables dont l'urgence ne permettait pas d'attendre une refonte définitive du système. Selon les circonstances, il interprétait, il corrigeait ou même suppléait ainsi le droit civil.

Notre ancien droit français nous présente à la fois le même aspect essentiellement dynamique, d'une part, et d'autre part, les mêmes illusions de certains contemporains sur la possibilité de fixer, sous une forme définitive, nos institutions juridiques.

C'est ainsi que Charles VII décidera qu'il y a lieu de réformer l'administration de la justice et « mettre « certainté les jugements, tant que faire se pourra « et oster toutes matières de variations et contrariétez ».

L'ordonnance prise dans ce but à Montil-les-Tours, au mois d'avril 1454, décrétant la rédaction générale des coutumes du royaume, ne fera toutefois pas plus

œuvre définitive en la matière qu'on n'a pu le faire auparavant.

Pourquoi donc, le Code civil représenterait-il, lui, le dernier stade du droit ?

Il serait, nous semble-t-il, à la fois naïf et illogique de le prétendre.

Personne ne peut actuellement soutenir une telle thèse et innombrables, au contraire, se rencontrent les critiques du Code Napoléon.

Les deux courants s'affrontent car, ainsi que l'écrit Jhéring⁽¹⁾ : « Le Droit nouveau ne peut venir à bout
« de s'introduire qu'au prix d'une lutte qui souvent
« se prolonge... On voit alors en présence deux par-
« tis qui, tous les deux, prennent pour devise la
« sainteté du droit ; l'un porte la bannière du Droit
« historique, du Droit du passé, l'autre celle du Droit
« toujours se formant, toujours se rajeunissant, du
« droit primordial de l'humanité de se régénérer cons-
« tamment. C'est un exemple du conflit de l'idée du
« Droit avec elle-même... Le Droit, c'est bien Saturne
« dévorant ses propres enfants... »

Ainsi donc, il n'est pas téméraire d'admettre la nécessité de régénérer, de modifier, en un mot, sur de nombreux points, l'ensemble des dispositions juridiques codifiées en 1804.

Cette réforme ne sera évidemment pas effectuée également sur l'ensemble de l'œuvre, dont certaines institutions, pourront être simplement modifiées, cependant que d'autres seront appelées à une suppression pure et simple.

C'est dans cette dernière catégorie que doit être

(1) R. VON JHÉRING : *La Lutte pour le Droit*, p. 9. Trad. de l'allemand par O. de MEULANÉV.

classé le régime dotal, le démontrer sera précisément le but de notre travail.

**

L'unanimité de la doctrine est pratiquement réalisée quant au peu d'engouement manifesté de nos jours pour le régime dotal. Cependant, si les auteurs sont à peu près d'accord pour marquer dans leurs ouvrages, une certaine baisse de faveur du régime dotal, aucun, semble-t-il, ne paraît voir exactement à quel niveau ce régime est tombé.

L'étude de la question semble avoir été laissée un peu de côté, et l'on a toujours trop continué à se baser pour traiter de ce régime sur des idées devenues maintenant absolument surannées.

Il n'est plus exact, par exemple, de prétendre que, si en France anciennement coutumière, le régime dotal n'a pas vu disparaître son impopularité, par contre, en pays de droit écrit, où il régnait jadis en maître, ce régime matrimonial n'a pas perdu droit de cité et que le nombre de ses adeptes rend encore actuel et raisonnable un parallèle entre pays de coutumes « *communistes* » et pays de droit écrit « *dotalistes* ».

Comment ce manque d'actualité n'existerait-il pas d'ailleurs dans nos traités de droit, même d'édition récente, qui appuient leurs allégations sur des statistiques données par l'administration de l'enregistrement en 1898 ⁽²⁾.

(2) La onzième édition 1939 du Traité de Planiol en trois volumes contient, par exemple, les affirmations suivantes, à la page 4, parag. 772 : « Répartition actuelle de ce régime », t. III :

« ...le régime dotal perd sans cesse du terrain dans la région « qui était jadis son domaine propre et ses progrès sont à peu près

Faire le point sur la situation actuelle de ce régime, essayer d'expliquer cette situation : telles sont donc les deux idées directrices qui présideront aux développements ultérieurs qui composeront les deux parties de notre travail, duquel toute idée sur une étude d'ensemble de ce régime sera nettement exclue.

En effet, une telle œuvre déjà maintes fois traitée par d'éminents auteurs dépasserait d'ailleurs incontestablement à la fois, nos capacités et le cadre de cette thèse.

L'angle spécial que nous venons de préciser et sous lequel le régime dotal va être étudié, nous amènera à ne pas traiter notre sujet d'après un plan rigoureusement classique. C'est ainsi, par exemple, que l'aspect historique sera étudié non dans la première partie, mais seulement dans la deuxième, où nous essayerons *d'expliquer* les faits, objectivement *constatés et exposés* au préalable.

« nuls dans le reste du pays. Il n'a plus la majorité que dans les « ressorts de Montpellier, de Nîmes, d'Aix et de Bastia. »

De même, la 8^e édition du Cours élémentaire de MM. Colin et Capitant affirme au parag. 366, p. 282, note 1, t. III :

« Dans les pays de droit civil, la proportion va en revanche de « 600 à 700 pour 1.000, dans les ressorts des Cours de Nîmes, Aix et « Bastia, régions les plus attachées au régime dotal. »



PREMIERE PARTIE

Constatation du Déclin

PREAMBULE

Le régime dotal a été organisé en 1804, par les articles 1540 à 1581 du Code civil.

Planiol définit ce régime : « Une séparation de biens accompagnée ordinairement d'une constitution de dot et entraînant, sauf convention contraire, l'inaliénabilité des biens dotaux ».

Colin et Capitant précisent : « Le principal objet de notre régime, celui auquel il sacrifie tout le reste, c'est la conservation de la dot grâce à l'inaliénabilité. Par l'effet de cette règle, la dot de la femme est mise à l'abri de l'insolvabilité du mari comme de l'esprit de dissipation des deux époux ; elle forme le noyau indestructible de la fortune de la famille, la dernière ressource qui ne pourra être compromise ».

Les définitions ci-dessus nous amènent donc à distinguer dans le régime dotal deux traits principaux, savoir :

1° l'existence d'une dot et comme corollaire, toutes les fois où cette dotalité qui doit être expresse n'est pas universelle, l'existence d'une deuxième catégorie de biens de la femme qui existeront « à côté de la dot » : les paraphernaux.

2° l'organisation d'un statut spécial et particulièrement sévère de protection grâce auquel la dot devra être, en toutes circonstances, sauvegardée.

Cette défense de la dot sera réalisée par l'inaliénabilité des immeubles dotaux. Celle-ci formera la base du régime, la disposition essentielle sans laquelle il ne serait pas.

Dans son rapport au Tribunal, le tribun Duveyrier disait : « L'inaliénabilité forme le caractère distinctif du régime dotal, c'est par elle qu'il développe ses plus grands avantages. C'est à l'impossibilité absolue d'aliéner le fonds dotal que la pratique du régime qui établit cette impossibilité attachait la conservation des biens, l'assurance des hérédités directes, la fortune des enfants, la prospérité des familles et le lustre social ».

Plus près de nous, M. Garnier, dans son *Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement*, écrivait : « L'inaliénabilité de la dot est le caractère essentiel et distinctif du régime dotal⁽³⁾ ».

Enfin, Planiol, à propos des discussions qui, entre pays de droit écrit et pays de coutume, ont présidé au maintien du régime dotal dans le Code civil, déclare : « Supprimer l'inaliénabilité dotale, c'était presque supprimer le régime lui-même⁽⁴⁾ ».

Ainsi donc, l'impression générale paraissant caractériser, le système dotal français est son unité et son homogénéité, et le sentiment que la valeur du régime est fonction de son intégrité.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, l'admission légale du régime dotal dans notre droit positif a immédia-

(3) *Régime dotal*, chap. 6, « De l'inaliénabilité de la dot ».

(4) PLANIOL : *Traité élémentaire de Droit civil* (11^e édition), p. 306.

tement été la cause d'une double réaction de la part de la jurisprudence et de la pratique.

Dès leur promulgation, la jurisprudence s'est emparé des textes régissant le régime dotal, et le juge, entièrement pénétré de l'esprit de ce régime, basé avons-nous vu, sur une très sévère politique de protection de la dot s'appuyant elle-même sur le respect absolu des règles de l'inaliénabilité, s'est employé à la défense des principes ainsi posés. Il n'a même pas craint d'améliorer par des procédés prétoriens le régime dotal toutes les fois que les textes lui ont paru déficients.

Et c'est ainsi que parallèlement à la théorie de de l'inaliénabilité immobilière posée par le Code, la jurisprudence décide que le but visé par l'esprit de l'institution dotale ne sera parfaitement rempli que si la dot mobilière elle aussi est inaliénable.

Saffroy, dans sa thèse sur « *l'Influence Jurisprudentielle et Notariale sur le Régime dotal* », cite plusieurs arrêts particulièrement caractéristiques des solutions prodotalistes de la jurisprudence qui, se basant sur la stricte application des textes plutôt que sur des considérations pratiques en arrive ainsi à nuire plus qu'elle ne profite aux intéressés.

Citons, par exemple, avec Saffroy, cet arrêt de Rouen⁽⁵⁾. Dans cette espèce, une femme, dont la constitution de dot comprend tous ses biens à venir, recueille dans la succession de son père, un immeuble en cours de construction. Désirant en poursuivre l'achèvement, la femme demande dans ce but au tribunal l'autorisation d'emprunter sur sa dot, la som-

(2) Cour de Rouen, 13-1-1853. D. 53, 1, 49.

me nécessaire. La Cour de Rouen, servile esclave du texte, refuse prétextant qu'il y aurait là édification de constructions nouvelles avec l'argent reçu. Conséquence : la femme ne pourra pas profiter des revenus de son immeuble inhabitable dans l'état où il est, et de plus celui-ci ainsi inachevé et exposé aux intempéries sera voué à une détérioration rapide.

Inconvénients personnels auxquels s'ajoute la lésion de l'intérêt général qui, aurait réclamé évidemment l'achèvement de l'immeuble au point de vue économique ou même simplement esthétique !

Notons enfin que malgré toute son intransigeance la jurisprudence n'est nullement parvenue à corriger efficacement les lacunes du système. Le seul résultat de ses décisions aura, au contraire, été probablement d'en accélérer la chute.

C'est dans un sens opposé à celui choisi par la jurisprudence que s'est, au contraire, manifestée la réaction de la pratique. Celle-ci s'est appliquée à tourner la sévérité des mesures édictées, poussée en cela par l'influence directe des intéressés qui ne pouvaient supporter les rigueurs du régime dotal. Le praticien s'efforce alors de l'améliorer, mais à l'inverse de l'action jurisprudentielle, il le fait en adoucissant les règles de la dotalité, et dès maintenant, nous pouvons affirmer que le succès remporté par cette œuvre prétorienne anti-dotaliste sera toujours fonction de l'ampleur et de la vigueur avec lesquelles il sera porté atteinte aux principes essentiels du régime.

Il ne nous appartient pas de préciser ici cet état de chose, mais la constatation qui précède pourra être le véritable leitmotiv de l'ensemble de nos déve-

loppements ultérieurs au cours desquels vont être successivement décrits et expliqués les divers aspects du régime dotal et les diverses phases ayant précédé son déclin actuel.

Les traits essentiels du régime dotal « tel qu'il devrait être » ayant été ainsi rappelés, voyons maintenant objectivement quelle est sa physionomie actuelle.

Dans ce but : souligner l'incompatibilité du régime dotal pur avec l'évolution engendrée par la pratique et l'œuvre prétorienne du notariat, voir enfin quel est, ainsi modifié le domaine d'application pratique du régime dotal : tels seront les deux points que nous nous efforcerons de préciser dans les deux chapitres qui composeront la première partie de notre travail.

CHAPITRE PREMIER

Le Régime dotal actuel. L'œuvre prétorienne du Notariat

Emule hardi du prêteur de la Rome antique, le notaire a radicalement transformé le régime dotal et en a modifié les caractéristiques essentielles, c'est-à-dire :

- 1^o l'inaliénabilité de la dot mobilière ;
- 2^o la protection jurisprudentielle de la dot mobilière ;
- 3^o l'impossibilité pour la femme de renoncer à son hypothèque légale.

L'examen des diverses formes du contrat dotal actuellement utilisé par les praticiens, nous fournira d'utiles enseignements à ce sujet.

Les différences de détail mises à part, trois types de contrat dotal peuvent être actuellement distingués ⁽¹⁾ :

(1) Nous n'envisagerons pas ici le cas où les époux se plaçant sous le régime de la communauté, à titre principal, l'accompagnent d'une clause d'inaliénabilité partielle afférente à une catégorie de biens. Car Planiol l'écrivait — et tel est aussi notre avis — un tel régime n'est plus le régime dotal. (V^o PLANIOL : *Traité élémentaire*, t. III, n^o 1688, Edition 1939).

Le contrat dotal ordinaire ;

Le contrat à paraphernalité générale des biens de l'épouse ;

Le contrat dotal avec société d'acquêts.

SECTION I

Le Contrat dotal ordinaire

Ce contrat est celui qui, avec quelques variantes insignifiantes, suivant le notaire rédacteur, est offert actuellement aux futurs époux qui, sans plus de précision, demandent à être mariés sous le régime dotal.

L'idée générale qui y préside, en est l'application des règles du Code civil sur le régime dotal, avec toutefois deux modifications essentielles qui sont :

— la possibilité d'aliéner les biens dotaux à charge de emploi ;

— la faculté pour l'épouse de renoncer à son hypothèque légale en faveur d'un acquéreur des biens de son mari ou de subroger un emprunteur de celui-ci dans le bénéfice de son hypothèque.

Examinons maintenant, en la commentant, une formule type du contrat de mariage dotal, tel qu'il est rédigé en 1942, dans une grande étude marseillaise.

Ce contrat se présentera ainsi qu'il suit :

(COMPARUTION)

Article Premier

RÉGIME

« Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union, le régime dotal et exclure toute communauté de biens entre eux ».

Ainsi énoncée, cette définition du régime paraît ne laisser aucun doute sur ses conséquences. Le Code civil consacre quarante-et-un articles à l'organisation du régime dotal et leur application stricte règlera donc le sort des biens des futurs époux.

La suite de notre examen va nous montrer toutefois qu'il est loin d'en être ainsi. Il est donc intéressant de noter que les modifications aux dispositions du Code civil paraissent de nos jours tellement naturelles au notaire rédacteur, qu'il ne prend même plus la peine de préciser par exemple : « Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime dotal, *sauf les modifications résultant des conventions ci-après* ». La règle est devenue le régime dotal avec sa physionomie actuelle, telle qu'elle a été moulée dans le creuset de la pratique et de la jurisprudence, et c'est l'ensemble des principes posés en 1804 qui est devenu l'exception.

Ce ne sera plus qu'une modification, telle que l'adjonction d'une société d'acquêts, qui sera explicitement indiquée, ainsi que nous le verrons plus loin.

Article 2

PARAPHERNALITÉ DU TROUSSEAU

Cet article délimitera une catégorie de biens qui resteront paraphernaux ; en général, il s'agira du trousseau et d'objets à l'usage personnel de la future épouse.

On indiquera, par exemple, dans la première partie de cet article :

« La future épouse déclare apporter en mariage
« comme devant lui appartenir, à titre de biens li-
« bres et paraphernaux, son trousseau composé de
« linge, vêtements, bijoux et autres objets à son usa-

« ge personnel, le tout non autrement décrit ni estimé, attendu la stipulation ci-après, et évalué pour la perception des droits d'enregistrement, seulement, à la somme de... ».

Toujours dans le même article et prévoyant à la dissolution du mariage une variation dans la consistance de cette masse de biens, on précisera que la valeur donnée dans le contrat, uniquement pour la perception des droits d'enregistrement, ne saurait avoir aucune incidence lors de la restitution de ces biens. Aussi, dans sa deuxième partie, cet article disposera :

« Malgré l'estimation qui vient d'être donnée au
« trousseau apporté par la future épouse, celle-ci ou
« ses représentants reprendront dans les cas de droit,
« les objets qui composeront alors ce trousseau ou
« ceux à l'usage personnel de l'épouse, dans l'état,
« nombre et qualité où ils se trouveront alors, sans
« limitation, rapport ni prise, comme étant la représentation de ceux présentement apportés en mariage à quelque somme que puisse s'élever la valeur
« de ces objets ».

Article 3

CONSTITUTION DE DOT PAR LA FUTURE ÉPOUSE

Placé sous le signe de l'adage déjà cité : « La paraphernalité est la règle, la dotalité l'exception », cet article aura pour unique but de décrire et de fixer cette masse de biens, *exceptionnelle*, qui constituera la dot. La rédaction de cet article peut varier presque à l'infini :

Depuis la constitution en dot d'une somme minime en numéraire, jusqu'à la stipulation de dotalité uni-

verselle pour tous les biens présents et à venir de la future épouse, tout peut être prévu.

Voici, par exemple, une formule particulièrement précise, de stipulation de dotalité pour une quote-part des biens futurs de l'épouse :

« La future épouse déclare se constituer en dot la
« moitié de tous les biens et droits mobiliers et im-
« mobiliers qu'elle recueillera dans les successions
« de ses père et mère ou qui pourront lui advenir
« par donation entre vifs à elle faite par son père ou
« sa mère, mais après prélèvement bien entendu des
« sommes et valeurs qui seront nécessaires, ainsi que
« des droits de mutation entre vifs ou par décès, et
« des frais de toute nature qui seront à la charge de
« la future épouse, à raison des dites succession et
« donation.

« Les biens ainsi dotaux seront soumis aux condi-
« tions d'emploi et de remploi stipulées sous l'arti-
« cle 4 ci-après.

« L'autre moitié des dits biens et droits mobiliers
« et immobiliers qui proviendront à la future épouse
« des dites succession ou donation, lui appartiendra
« à titre libre et paraphernal et sera régie comme tel.

« En conséquence, les biens et droits que la future
« épouse recueillera dans les successions de ses père
« et mère ou qui lui proviendront de donation à elle
« faite par ses père et mère, après prélèvement des
« sommes ou valeurs nécessaires, pour payer le passif
« et des droits et frais à la charge de la future épou-
« se seront divisés en deux lots : le premier lot com-
« prendra la moitié de ces biens qui seront dotaux et
« soumis à emploi et remploi, le deuxième lot com-

« prendra l'autre moitié qui sera paraphernale et
« dispensée d'emploi.

« Cette division en deux lots et le choix des biens
« qui composera la moitié dotale et l'autre moitié
« paraphernale et libre, seront faits par la future
« épouse sous la simple autorisation de son mari,
« soit dans les actes mêmes qui lui attribueront
« ses biens, soit dans tout autre acte authentique
« spécial ».

Dans une constitution de dot de cette nature, il y aura intérêt à prévoir le cas où certains biens ne consistant ni en argent comptant, ni en titres de bourse, une valeur devra leur être attribuée. On pourra alors insérer une disposition du type suivant :

« La valeur qui sera assignée aux biens dont s'agit
« sera celle qui résultera de l'estimation amiable qui
« leur sera donnée par la future épouse et ses co-
« partageants, dans les actes même de partage ou
« d'attribution des dits biens ne résulte pas de leur
« propre nature comme pour l'argent comptant et
« les valeurs cotées à la bourse, elle sera déterminée
« aux choix des époux, soit par les prix auxquels les
« dits biens auront été évalués dans la déclaration
« souscrite en vue du paiement des droits de muta-
« tion par décès, soit, s'ils le préfèrent, par le rap-
« port d'un expert désigné sur simple requête par
« le Président du Tribunal Civil du lieu de la situa-
« tion des biens, lequel rapport sera dispensé de
« toutes formalités de justice et sera annexé à l'acte
« authentique dont il est parlé plus haut ».

Article 4

EMPLOI ET REMPLOI DES BIENS DOTAUX

L'analyse de ces trois premiers articles ne nous a

rien révélé qui puisse nuire à la stricte application des règles originaires du régime.

L'article 4, auquel nous arrivons maintenant, va, par contré, nous allons le voir, commencer à entamer fortement l'orthodoxie du régime dotal.

Cet article va, en effet, permettre de graves dérogations puisqu'il disposera que : « malgré le régime « dotal ci-dessus adopté et la stipulation de dotalité contenue dans l'article qui précède, la future « épouse pourra toujours, sous la seule autorisation « de son mari et sans être tenue de remplir aucune « formalité de justice :

« 1^o recevoir toutes sommes à elle dotales ;

« 2^o procéder à l'amiable à tous comptes, liquidations et partages, traités, compromis et transactions relatifs à ses biens dotaux ;

« 3^o aliéner, échanger et transférer à l'amiable, « soit de gré à gré, soit aux enchères publiques, tous « ses biens dotaux, meubles et immeubles, rentes, « créances, actions et obligations et autres valeurs « quelconques ».

Cependant, une telle liberté ne sera donnée aux époux vis-à-vis de la dot que sous certaines conditions : la dot pourra être modifiée, si cela est nécessaire, elle pourra être transformée, mais il est *essentiel* qu'elle demeure. Et c'est ainsi, qu'après avoir permis qu'il soit porté atteinte à la dot dans le sens que nous venons de préciser, ce même article, dans une partie constructive, fixe minutieusement les règles d'emploi ou de remploi qui présideront à une nouvelle forme de cristallisation de cette dot.

On stipulera ainsi :

« Les sommes touchées et les prix de vente, lici-

« tation, cession, transfert, transport et les soultes
« des échanges, des partages, en un mot, toutes les
« sommes dotales, seront employées lors de leur ré-
« ception, soit en acquisition, d'immeubles situés en
« France ou de parts indivises d'immeubles apparte-
« nant déjà pour parties à la future épouse, ou en
« acquisition d'immeubles faite indivisément avec le
« futur époux, ou en acquisition de la totalité ou de
« parts indivises d'immeubles appartenant au futur
« époux, soit en acquisition de parts divisées ou indi-
« visées, d'immeubles situés en France constituant
« suivant les usages adoptés en matière de co-pro-
« priété des appartements ou autres locaux de l'im-
« meuble divisés entre divers co-propriétaires, soit
« au paiement du coût de la construction d'immeu-
« bles ou de parties divisées et indivises d'immeubles
« édifiés en France, sur des terrains appartenant à
« la future épouse seulement ou à la future épouse
« et à d'autres co-propriétaires indivis ayant acquis
« avec elle le dit terrain, en vue de la construction
« d'un immeuble en co-propriété, les dites acquisi-
« tion ou construction pouvant être payées, partie
« avec des fonds dotaux et partie avec des fonds
« paraphernaux ».

« Soit en placements sur particuliers, par privi-
« lège ou hypothèque sur des immeubles également
« situés en France, soit en rentes sur l'Etat fran-
« çais, actions de capital ou de jouissance, bons et
« obligations des grandes compagnies de chemins de
« fer français et de la Société Nationale des Chemins
« de Fer Français, actions de la Banque de France,
« actions et obligations du Crédit Foncier de France,
« actions, bons et obligations du Crédit National,

« obligations de la Caisse autonome de gestion des
« bons de la Défense Nationale, des chemins de fer
« de l'Etat Français, pour le service des intérêts et
« le remboursement du capital, soit encore en actions
« de capital ou de jouissance, bons, obligations, parts
« de fondateur et valeurs mobilières de toute nature
« françaises ou étrangères, admises à la cote offi-
« cielle des agents de change, des Bourses de Paris,
« de Marseille, ou de Lyon.

« Les valeurs, autres que celles ci-dessus spécifiées,
« qui seront recueillies par la future épouse dans les
« successions de ses père et mère, ou qui lui provien-
« dront des donations à elles faites par ses père et
« mère, pourront être conservées en nature, mais à
« la condition qu'elles seront inscrites au nom de la
« future épouse, avec mention de la dotalité et de
« l'obligation d'emploi ; en cas d'impossibilité d'ins-
« cription au nominatif avec les mentions nécessai-
« res, ces valeurs seront déposées comme il sera dit
« ci-après.

« Les frais en déboursés et honoraires qui seront
« à la charge de la future épouse par suite des ac-
« quisitions ou échanges ci-dessus prévus, les dettes
« grevant les successions de ses père et mère, les
« droits de mutation entre vifs ou par décès dus à
« l'occasion des dites successions ou des donations
« à elles faites par ses père et mère, les frais de par-
« tage de ces successions et tous autres y relatifs à
« concurrence des portions dotales des dites succes-
« sions, les courtages ou commissions dues à des in-
« termédiaires ou aux architectes en cas d'emploi au
« paiement de prix de constructions neuves, serviront
« jusqu'à due concurrence de remploi sur les quit-

« tances qu'en donneront ceux à qui ces frais seront payés.

« Les biens et valeurs acquis en remploi pourront eux-mêmes être indéfiniment aliénés ou échangés, et les créances cédées ou transportées, avant comme après leur exigibilité, sans aucune formalité de justice, à charge de remployer les deniers à en provenir comme il vient d'être dit. »

Ces variations, dans la consistance de la dot sinon dans sa valeur, impliquent forcément l'intervention de tiers — acquéreurs d'immeubles dotaux, débiteurs de sommes dotales, simples particuliers, notaires, agents de change, établissement de crédit, etc... Il importe donc de régler aussi la conduite de ces derniers au cours de leurs manipulations de valeurs dotales.

Deux idées essentielles domineront alors ces possibilités de modifications ; d'une part : ne pas rendre la situation de ces tiers trop difficile ou périlleuse, de peur de ne rencontrer personne qui veuille accepter ce rôle, et d'autre part : protéger et défendre au maximum les biens dotaux.

La conciliation de ces deux besoins à amené les notaires à insérer dans leurs formules les dispositions du type ci-après :

« Les acquéreurs ou débiteurs ne seront tenus que de la matérialité des emplois, ils ne seront nullement responsables de leur utilité, validité, ou suffisance.

« Pour la validité de ces emplois ou remploi, ceux-ci devront être acceptés par la future épouse et il sera fait mention expresse de la dotalité et de l'obligation de remploi dans les contrats d'acqui-

« sition d'immeubles, dans les actes de placements
« hypothécaires, ainsi que sur les titres de rentes,
« actions et valeurs indiquées plus haut, sauf ce qui
« sera dit ci-après pour les titres étrangers ou con-
« servés sous la forme au porteur.

« En cas de remploi, en achat de rentes ou autres
« valeurs mobilières ci-dessus indiquées, la remise
« des deniers dotaux entre les mains de l'agent de
« change chargé de l'achat, vaudra décharge pour
« les débiteurs ou détenteurs de ces deniers.

« Il en sera de même de la remise des dits deniers
« entre les mains du notaire chargé du placement
« s'il s'agit de remploi en immeubles ou en créances
« privilégiées ou hypothécaires. Dans les deux cas,
« la responsabilité du placement ne pèsera plus que
« sur le notaire ou l'agent de change, suivant la cir-
« constance.

« En cas de remploi en paiement de prix de cons-
« tructions, la remise des deniers dotaux devra être
« faite entre les mains d'un notaire du choix des
« futurs époux, qui sera chargé d'effectuer les paie-
« ments entre les mains de qui il appartiendra sur
« la désignation et l'acceptation qui en seront faites
« par les futurs époux et, le dit notaire aura le droit
« d'exiger que la valeur des constructions dont le
« prix sera ainsi payé avec des deniers dotaux, soit
« fixé, soit par un expert désigné d'un commun accord
« entre lui et les futurs époux, soit, à défaut d'entente
« entre eux sur le choix de cet expert, par le Prési-
« dent du Tribunal civil du lieu de la situation des
« immeubles, à la requête de la partie la plus dili-
« gente.

« Dans ce cas encore la responsabilité du place-

« ment ne pèsera plus que sur le notaire dans les
« conditions ci-dessus prévues.

« En cas de vente de valeurs dotales, la remise
« des titres entre les mains de l'agent de change
« chargé de la vente libèrera valablement les dépo-
« sitaires ou débiteurs de ces titres, dont le prix sera
« ensuite employé conformément aux dispositions qui
« précèdent par les soins de l'agent de change.

« Les agents de change ou notaires ne seront tenus
« eux-mêmes que de la matérialité des remplois, ils
« ne seront pas responsables de leur utilité, validité
« ou suffisance.

« Le trésor public, la banque de France, les com-
« pagnies, sociétés, établissements publics et tiers
« quelconques n'auront donc point à s'immiscer dans
« ces emplois, ils ne seront soumis à aucune respon-
« sabilité, et ils n'auront, par suite, aucune justifi-
« cation à demander ».

Toujours dans le même ordre d'idées, et prévoyant le cas où les dispositions précitées organisant l'emploi et le remploi des valeurs dotales mobilières, ne pourraient être strictement exécutées, le notaire indique alors une solution, qui, subsidiairement, devra offrir le maximum de garantie quant à la protection de la dot : les sommes et valeurs seront alors simplement déposées dans un établissement de crédit. La clause suivante est alors insérée : « Si lors ou par
« suite d'une aliénation ou d'un remboursement, les
« époux ne sont pas en mesure d'opérer l'emploi,
« comme aussi dans tous les cas où ils préféreraient
« l'ajourner, les fonds pourront être déposés dans
« les caisses, soit de la Banque de France, de Mes-
« sieurs X et Y, banquiers à Marseille, ou d'une gran-

« de maison de banque ou de crédit en France, soit
« encore entre les mains d'un notaire du choix des
« époux, ou d'un sequestre nommé par M. le Prési-
« dent du tribunal civil du lieu de leur domicile et
« les tiers débiteurs ou détenteurs seront libérés de
« la charge d'emploi par ce dépôt, à la condition
« qu'il soit constaté par la délivrance d'un récépissé
« relatant la dotalité des fonds et l'obligation d'em-
« ploi à la charge du dépositaire.

« Dans le cas où l'impossibilité de mettre au no-
« minatif les valeurs acquises en remploi ou données
« à la future épouse ne permettrait pas de spécifier
« la dotalité de ces valeurs et l'obligation d'emploi
« comme aussi dans tous les cas où les époux préfè-
« reraient conserver les titres sous la forme au por-
« teur, il devra être procédé de la manière suivante:

« Les rentes ou valeurs seront déposées par les
« tiers détenteurs dans les caisses, soit de la Ban-
« que de France, de Messieurs X et Y, banquiers à
« Marseille, ou d'une grande maison de banque ou
« de crédit en France, soit encore entre les mains
« d'un notaire du choix des époux ou d'un sequestre
« nommé par M. le Président du tribunal civil du
« lieu de leur domicile, le dépositaire choisi donnera
« récépissé de ce dépôt.

« Les récépissés porteront les numéros des titres
« déposés, mentionneront le caractère dotal des dits
« titres, et l'obligation d'emploi et indiqueront que
« les titres ne pourront être retirés que par agents
« de change désignés par les futurs époux pour en
« opérer l'aliénation à charge de remploi.

« Lors du retrait, il sera donné au dépositaire
« une décharge des titres signée des époux et

« de l'agent de change chargé du emploi. La remise
« entre les mains de l'agent de change chargé du
« emploi libèrera complètement le dépositaire et
« l'agent de change sera déchargé par la matérialité
« du emploi effectué comme on l'a dit ci-dessus.

« Tous les frais occasionnés par ces dépôts, ré-
« cépissés et décharges seront prélevés sur les biens
« à employer.

« Si les emplois n'avaient pas été effectués pen-
« dant le mariage, les aliénations seraient néanmoins
« valables mais sous la condition que les tiers débi-
« teurs des biens non employés en verseront le prix
« intégral entre les mains de la future épouse ou de
« ses représentants ».

Dans la formule très complète que nous examinons
actuellement, ce même article 4 contient *in terminis*
la clause que nous reproduisons maintenant :

« Les sommes, titres et valeurs dépendant des suc-
« cessions des père et mère de la future épouse pour-
« ront, du consentement du futur époux, être retirés
« de toutes maisons de banques, établissements pu-
« blics ou privés, et notamment de la Banque de
« France, ainsi que des mains de tous tiers quelcon-
« ques qui pourraient en être dépositaires, détenteurs
« ou débiteurs à quelque titre que ce soit, *préala-*
« *blement à tous partages* des dites successions, à
« la condition qu'ils soient en totalité déposés par
« les tiers débiteurs ou détenteurs, en mains du no-
« taire désigné par les futurs époux et les autres
« ayants droit à la succession ou à défaut d'entente
« entre eux, par le tribunal civil du lieu d'ouverture
« de la succession pour procéder au partage des biens
« dépendant de la succession dont il s'agira ; le no-

« taire choisi, donnera récépissé des dépôts ainsi faits
« entre ses mains avec mention du caractère dotal
« pour la part ci-dessus fixée des biens provenant
« de la dite succession, devant être attribuée à la
« future épouse ».

Dans notre cas particulier, cette clause sera d'une très grande utilité pratique en permettant à la femme dotale, au moment du décès de l'un de ses parents, le libre retrait des valeurs ou sommes en dépôt, chez tout tiers détenteur et ceci avant tout partage.

Nous ne saurions trop insister sur l'intérêt qu'il y a à ce sujet dans l'hypothèse de constitution en dot par la future épouse de tous ses biens futurs — et non comme ici des simples biens dépendant des successions de ses parents — à prévoir dans le contrat une clause semblable à la précédente qui permettra aux tiers détenteurs de se libérer en mains du notaire liquidateur de toutes valeurs ou sommes dépendant d'une succession dont partie doit revenir à une femme dotale.

Cette clause peut même aller jusqu'à prévoir la possibilité pour les tiers de se libérer directement entre les mains de l'épouse des sommes et valeurs qui peuvent lui revenir.

Grâce à elle, les formalités de règlement avec les établissements débiteurs se trouveront bien simplifiées ⁽²⁾.

Le contrat indiquera alors : « il ne pourra être
« exigé par qui que ce soit de partage préalable pour
« payer à la future épouse les sommes ou capitaux

(2) Pas toujours cependant car, ainsi que nous le montrerons dans notre deuxième partie, certaines Banques refusent d'appliquer la clause.

« même pris isolément ou sa part virile sur ces sommes ou capitaux provenant de succession ou indivision quelconques ».

Enfin, l'article 4 règle le sort des primes et lots afférents aux valeurs dotales en précisant :

« Les lots et primes qui pourront être attachés aux valeurs dotales ne seront pas dotaux et ne seront pas soumis aux conditions d'emplois ci-dessus prescrites ».

L'importance des dispositions contenues dans l'article que nous venons d'analyser est indéniable et doit être particulièrement soulignée : l'inaliénabilité de la dot, cette puissante assise du régime dotal en est fortement ébranlée et les règles draconiennes du Code civil singulièrement entamées. Et cependant, non contente de cette première atteinte à l'orthodoxie de ce régime, la pratique lui en a porté une seconde dans l'article 5 qui va maintenant faire l'objet de notre étude.

Article 5

HYPOTHÈQUE LÉGALE — RENONCIATION — SUBROGATION

La principale conséquence de l'inaliénabilité de la dot mobilière réside — solution jurisprudentielle⁽³⁾ — dans l'impossibilité par la femme, soit de renoncer à son hypothèque légale en faveur d'un acquéreur des biens de son mari, soit de subroger un emprunteur dans le bénéfice de cette hypothèque.

Or, cette conséquence, très lourde pour le mari dont elle ruine le crédit, mais nécessaire à l'homo-

(3) Solution jurisprudentielle qui s'était rapidement imposée comme corollaire indispensable aux sévères règles de protection de la dot prévues par le Code civil.

généité du système protectionniste de la dotalité va se trouver purement et simplement supprimée du contrat dotal moderne, dans lequel il sera précisé :

« 1^o la future épouse pourra malgré le régime dotal ci-dessus stipulé, concourir à tous engagements que son mari contracterait sur des immeubles appartenant à lui-même; et consentir au profit des tiers prêteurs ou autres toutes subrogations dans l'effet de son hypothèque légale dotale ou toutes antériorités sur cette hypothèque, mais ce concours de la femme n'aura qu'un effet hypothécaire, sans qu'il puisse en aucun cas en résulter pour elle-même un engagement pouvant s'exercer sur les biens dotaux, même après la dissolution du mariage ».

Et que :

« 2^o Elle pourra même renoncer à son hypothèque légale dotale en faveur des tiers acquéreurs d'immeubles appartenant à son mari.

« Elle pourra encore employer les deniers dotaux ou le prix de toutes ventes, cessions ou transports qu'elle pourra faire spécialement à cet effet, au paiement des dettes et hypothèques pouvant grever les immeubles dotaux, même de celles contractées pendant le mariage avec autorisation de justice.

« Les futurs époux pourront également, malgré le régime dotal, modifier et transférer toutes garanties, privilégiées ou hypothécaires au sujet des biens dotaux, sur tous autres immeubles offerts en garantie par les débiteurs ou par des tiers, se portant caution, et par suite *faire mainlevée sans recevoir* de toutes inscriptions hypothécaires et privilégiées avec les désistements correspondants, les transferts et mainlevées devront être contenus dans

« un seul acte ou dans plusieurs actes simultanés et
 « les futurs époux seront en cette matière seuls juges
 « de l'opportunité des opérations.

« La future épouse pourra également, malgré le
 « régime dotal, faire toutes donations de ses biens en
 « faveur de ses enfants, dans les cas prévus par les
 « cas prévus par les articles 1075 et suivants du Code
 « civil, consentir des baux d'immeubles pour plus de
 « neuf ans, et renouveler tous baux avant leur expi-
 « ration, sans avoir à tenir compte des prescriptions
 « de l'article 1430 du Code civil, disposer, sous quel-
 « que forme que ce soit, donation, aliénation, hypo-
 « thèque, nantissement, pour l'établissement de ses
 « enfants, soit à l'époque de leur mariage, soit à tou-
 « te autre époque postérieure ou antérieure à leur
 « mariage ».

Il convient de souligner particulièrement la possi-
 bilité ainsi prévue ci-dessus, *de faire mainlevée sans
 recevoir.*

Les actes les plus graves sont, on le voit, autorisés
 afin de libérer les époux dans leurs manipulations
 éventuelles des biens dotaux.

Article 6

ADMINISTRATION DES PARAPHERNAUX

L'article deuxième analysé ci-dessus attribuait,
 nous l'avons vu, le caractère paraphernal au seul
 trousseau de l'épouse.

Un article sixième vient maintenant préciser, que
 tous les biens qui n'ont pas été constitués en dot
 seront paraphernaux. Cette déclaration paraîtrait
 bien superflue et cet article inutile, si sa lecture ne
 nous indiquait qu'il est surtout destiné à régler l'*ad-
 ministration* des biens paraphernaux de l'épouse.

Cette administration est ainsi organisée dans les trois premiers alinéas de l'article en ce qui concerne les actes que la femme peut accomplir seule.

— « Tous les autres biens présents et à venir de la future épouse, en dehors de ceux stipulés dotaux sous l'article 2 qui précède, lui appartiendront à titre libre et paraphernal et seront régis comme tels et, par conséquent, dispensés de toute obligation d'emploi.

— « Pour l'administration de ses biens, la future épouse aura notamment la faculté de faire tous placements et tous achats de titres, de déposer en son nom personnel, tous titres, sommes et valeurs dans toutes maisons de banque, les retirer, donner toutes quittances et décharges de tous titres et sommes déposés, prendre en location tous compar-
timents de coffres-forts en son nom personnel, vendre, aliéner, céder, transférer et transporter sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, tous biens et droits mobiliers.

— « Les titres nominatifs immatriculés au nom de la future épouse, sans mention de dotalité et d'obligation d'emploi, les valeurs, objets ou sommes en dépôt au nom de la future épouse, dans toutes banques ou en dépôt dans tous coffres-forts, à son nom, seront de convention expresse réputés être sa propriété exclusive à titre paraphernal, sans qu'elle-même ou ses héritiers aient à produire la justification d'origine quelconque ».

La suite de l'article prévoit l'éventualité du concours du mari et dispose alors :

« Le futur époux ne sera aucunement responsable des sommes appartenant à la future épouse, à titre

« paraphernal, qui pourront être touchées par elle,
 « hors sa présence, pendant le mariage, pour rem-
 « boursement de capitaux ou pour prix de vente,
 « transfert, ou cession d'objets ou valeurs ou créan-
 « ces de sommes paraphernales à la future épouse.

« Mais s'il concourt aux quittances ou s'il consent
 « à la vente des biens et droits mobiliers ou immo-
 « biliers lui appartenant à titre paraphernal, il ne
 « sera déchargé des capitaux remboursés ou des prix
 « de vente payés que s'il en est fait le remploi. Ce
 « remploi devra être accepté par la future épouse et
 « dans ce cas le futur époux ne sera responsable, ni
 « de ses suites, ni de son utilité.

« Mais à défaut de remploi le futur époux ou ses
 « héritiers seraient tenus de rembourser à la future
 « épouse ou à ses héritiers les capitaux et les prix
 « de ventes reçus ou payés, dans les conditions pré-
 « vues au paragraphe précédent ».

La position des tiers est enfin délimitée, d'une ma-
 nière négative peut-on dire, puisqu'il s'agit unique-
 ment de préciser leur attitude, entièrement indépen-
 dante de cette administration :

« Mais, en aucun cas, les tiers acquéreurs ou dé-
 « biteurs de la future épouse n'auront à demander
 « le remploi des sommes ou prix de vente lui appar-
 « tenant à titre paraphernal et ils n'encourront au-
 « cune responsabilité à ce sujet ».

Le contrat de mariage moderne adoptant le régime
 dotal pourrait très bien comprendre uniquement les
 six articles que nous venons de décrire ; cependant,
 la formule très complète que nous avons choisie
 comme modèle comprend un septième article que
 nous croyons utile de reproduire aussi.

Cet article prévoit une constitution spéciale en dot, par les parents de l'épouse, d'une rente viagère.

La donation par les parents, à titre dotal, n'a, en elle-même rien de très original, et on la trouve souvent dans de nombreux contrats mais, et c'est ce sur quoi nous insistons, certains praticiens de notre région paraissent marquer un penchant particulier pour la constitution de dot en rente viagère.

La formule afférente à cette constitution de dot en rente viagère se présentera, par exemple, comme suit:

ARTICLE 7

RENTE VIAGÈRE DOTALE

« En considération du mariage, Monsieur et Madame B... donnent et constituent en dot à Mademoiselle B..., leur fille, future épouse, qui accepte,
— « une rente ou pension viagère de dix mille francs par an, que les donateurs s'obligent à payer en quatre fractions égales par trimestre et d'avance, à compter du jour de la célébration du mariage, et qui sera servie au domicile des donateurs.

« Cette rente est constituée sur la tête des donateurs, ainsi que sur la tête de la future épouse et des enfants à naître du mariage; elle s'éteindra au décès du premier mourant des donateurs, à concurrence d'une somme égale au montant de l'intérêt, au taux de quatre pour cent l'an, des sommes en capital, que la future épouse ou ses descendants recueilleront dans la succession du premier mourant des donateurs, d'après l'évaluation qui en sera faite dans les actes de partage ou, à défaut, dans les déclarations souscrites pour le paiement des droits de mutation par décès. Elle s'éteindrait aussi

« en cas de prédécès, avant les donateurs, de la future épouse et des enfants issus du mariage. »

« Cette rente ne représentant que des revenus ne donnera lieu à aucun rapport à la succession des donateurs ».

La libération du service de la rente par une donation en capital peut être prévue. Cette donation, faite en avancement d'hoirie, sera imputée sur les droits de la fille, future épouse, dans la succession du premier mourant de ses parents et, subsidiairement s'il y a lieu, pour tout ce qui excéderait ses droits sur cette première succession, sur celle du survivant.

Enfin, corollaire normal de la donation, l'article se termine par une réserve de droit de retour au profit des donateurs qui peut être ainsi conçue :

RÉSERVE DU DROIT DE RETOUR

« Monsieur et Madame B... se réservent chacun en ce qui concerne le droit de retour sur les biens qu'ils pourront ainsi avoir donné à leur fille, future épouse, pour le cas où celle-ci viendrait à décéder avant eux, sans descendant, et pour le cas encore où des enfants de la future épouse viendraient eux-mêmes à décéder sans descendants avant les donateurs. »

« Mais l'exercice de ce droit de retour ne mettra pas obstacle à ce que les époux disposent des biens donnés comme bon leur semblera, et exercent tous les droits et actions s'y rattachant, sans qu'il soit besoin du concours des donateurs ».

Telles sont les conventions des parties, qui considéreront aux destinées des patrimoines respectifs de

deux époux ayant choisi, en 1942, le régime dotal dans sa forme normale et ordinaire.

SECTION II

Le contrat avec paraphernalité générale des biens de l'épouse

Il arrive parfois que les futurs époux ou leurs familles, tout en désirant adopter un régime matrimonial de séparation de biens, soient effrayés par ce mot de *séparation* qui, leur semble-t-il, vient, dès son début, planer fâcheusement sur l'union conjugale.

Comment faire dans ce cas pour concilier les règles du régime de séparation de biens — sous lequel on tient tout de même à placer les biens des futurs époux — avec l'absence d'incidence psychologique néfaste ?

Le notariat applique alors le système composé suivant : d'une part, adoption du régime dotal, d'autre part, adjonction d'une stipulation de paraphernalité générale pour tous les biens de la future épouse. On évite ainsi l'emploi d'un mot malsonnant en de pareilles circonstances, tout en réalisant toutes les conséquences pratiques de la séparation de biens.

La formule d'un tel contrat pourrait, dès lors, être ainsi conçue :

Article Premier

« Les futurs époux déclarent adopter pour base de leur union le régime dotal conformément aux dispositions des articles 1540 et suivants du Code civil, sauf les modifications résultant du présent contrat ».

Et ces prémisses posées, un deuxième article préciserait alors :

Article 2

« La future épouse se réserve comme libres et paphernaux tous les biens qu'elle peut posséder actuellement et tous ceux qui lui adviendront pendant le mariage par succession, legs, donation ou à tout autre titre personnel..... »

Certains contrats cependant, désireux de « sauver la face », prévoient une constitution de dot qui se bornera au trousseau de la femme.

Dans ce cas, la formule sera alors celle du paragraphe précédent⁽⁴⁾.

Nous rencontrerons ensuite, comme dans la formule d'un contrat de séparation de biens, un article relatif à « l'exclusion des dettes et la réserve des propres ».

Cet article serait ainsi libellé :

Article 3

« Les futurs époux ne seront pas tenus des dettes l'un de l'autre antérieures à la célébration du mariage non plus que de celles dont se trouveraient grevés les biens qui leur adviendraient pendant le mariage par succession, donation, legs ou à tout autre titre personnel..... »

« D'autre part, les apports en mariage ci-après constatés, ensemble tous les biens meubles et immeubles qui pourront, par la suite, advenir ou échoir à chacun des époux pendant le mariage par succession, donation, legs ou tout autre titre personnel demeureront propres à chacun d'eux ».

Cet article ne vise donc qu'à préciser nettement

(4) Voir *supra* l'article 2 du Contrat normal.

la séparation existant entre les patrimoines respectifs des époux.

Cette distinction étant accrue par les deux articles qui suivent et qui ont trait, l'un aux apports du futur époux, l'autre à ceux de la future épouse.

Il est inutile de citer littéralement les formules de ces articles qui se bornent à énumérer certaines catégories des biens des époux.

Quant à l'article sixième concernant le remploi des propres des époux et dégageant les tiers de toute responsabilité dans cette opération, il se présenterait sous la forme suivante :

Article 6

REMPLOI

« Le remploi des biens propres des futurs époux « qui seraient aliénés ou remboursés pendant le mariage se fera conformément aux dispositions du « Code civil, sans que les tiers aient à se préoccuper « de ce remploi dans lequel il leur est, au contraire, « formellement interdit de s'immiscer ».

La faculté pour l'épouse de renoncer à son hypothèque légale ou de subroger un tiers dans son bénéfice lui sera aussi généralement prévue dans un septième article semblable à l'article 5 de la forme du contrat dotal *ordinaire* ci-dessus examiné.

Accessoirement, pourront naturellement être stipulées dans ce type de contrat à paraphernalité générale toutes clauses de donations, faites par des tiers aux époux ou par les époux entr'eux.

A cette forme de contrat dotal avec paraphernalité générale ou presque générale des biens de l'épouse est souvent adjointe une société d'acquêts.

Nous sommes alors pratiquement en présence d'un

contrat du type séparation de biens avec société d'acquêts.

C'est cette adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal qui va faire maintenant l'objet de notre troisième section où sera étudié l'aspect pratique de ce type de contrat.

SECTION III

Le Contrat dotal avec société d'acquêts

En application des dispositions de l'article 1581 du Code civil terminant le chapitre sur le régime dotal⁽⁵⁾, une société d'acquêts sera souvent adjointe au régime dotal afin de faire participer l'épouse aux heureuses conséquences pécuniaires d'une gestion sage et économe des ressources du ménage.

Toutefois cette modification ne saurait, évidemment pas porter atteinte aux règles de la dotalité qui subsistent pleines et entières : le mari continuant à administrer les biens dotaux et la femme ses paraphernaux.

Il existera seulement une masse de biens supplémentaire formée, par les fruits et revenus des biens des époux, les acquêts réalisés par eux, ensemble ou séparément, durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur ces fruits et revenus.

Ce système de contrat sera, on le voit, particulièrement eccléctique, puisque si les biens constituant la société d'acquêts sont soumis aux règles de la communauté légale, les biens dotaux obéiront, par

(5) Art. 1581 : « En se soumettant au régime dotal les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts et les effets de cette Société sont réglés comme il est dit aux articles 1498 et 1499 ».

contre, à celles du régime dotal et enfin les paraphernaux à celles de la séparation de biens.

Cette clause de société d'acquêts se rencontre soit associée à un contrat dotal ordinaire du premier type, soit à un contrat avec paraphernalité générale.

Dans ces deux cas, on ajoute simplement à celle des deux formules correspondant au type choisi, les dispositions spéciales suivantes :

Article 2

SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

« Il y aura entre les futurs époux une société d'acquêts composée des bénéfices et économies qu'ils pourront faire pendant le mariage, tant en meubles qu'en immeubles, conformément aux dispositions des articles 1498, 1499 et 1581 du Code civil ».

Les dispositions prévues à l'article 3 de la formule à paraphernalité générale précédemment citée dans la Section II, formeront un article supplémentaire à la formule du « *Contrat dotal ordinaire* », et dans les deux cas, ces dispositions seront ainsi complétées :

Article 3

EXCLUSION DES DETTES — RÉSERVE DE PROPRES

« Les futurs époux ne seront pas tenus des dettes l'un de l'autre antérieures à la célébration du mariage non plus que de celles dont se trouveraient grevés les biens qui leur adviendraient pendant le mariage par succession, donation, legs, ou à tout autre titre personnel.

« Ces dettes, s'il en existe ou survient seront acquittées par celui des futurs époux qui les aura contractées ou du chef duquel elles proviendront sans que l'autre époux, ses biens, ni ceux de la société d'acquêts en puissent être tenus ni chargés.

« D'autre part les apports en mariage ci-après cons-
 « tatés, ensemble tous les biens, meubles et immeu-
 « bles qui pourraient par la suite advenir ou échoir
 « à chacun des époux pendant le mariage par suc-
 « cession, donation, legs ou tout autre titre person-
 « nel demeureront propres à chacun d'eux, *et comme*
 « *tels sont exclus de la société d'acquêts* ».

Un article supplémentaire sera aussi inséré affé-
 rent au mode de reprise des biens propres, lors de la
 dissolution de la société d'acquêts.

Cet article pourra être ainsi rédigé :

Article 10

CLAUSES DE REPRISES

« Lors de la dissolution de la société d'acquêts cha-
 « cun des époux ou ses représentants reprendront
 « les biens et valeurs par eux apportés en mariage,
 « ensemble tous les biens meubles ou immeubles qui
 « leur seront advenus pendant le mariage par succes-
 « sion, donation, legs ou tout autre titre personnel
 « ou les biens et valeurs qui auraient été acquis en
 « emploi.

« Le tout franc et quitte de toutes dettes et charges
 « de la société d'acquêts quand bien même la future
 « épouse s'y trouverait obligée, auquel cas elle ou
 « ses héritiers et représentants en seront garantis et
 « indemnisés par le futur époux ou sa succession
 « et sur ses biens personnels. »

Tous les autres articles du contrat restent naturel-
 lement sans changement.

CONCLUSION

L'examen de ces trois aspects du contrat dotal ac-
 tuel donne une idée assez précise et exacte de la
 physionomie moderne, de ce régime matrimonial.

Celle-ci n'est évidemment plus celle que le législateur de 1804 avait donnée à ce régime particulièrement strict et sévère.

Près d'un siècle et demi de pratique en a adouci les rigueurs à un point tel que seul le nom, le cadre du régime subsistent dans certains cas.

En quoi, par exemple, les règles de la dotalité sont-elles appliquées dans le contrat du type « Régime dotal avec paraphernalité générale de tous les biens de l'épouse et société d'acquêts ? »

Mais même sans se référer à ce cas extrême dans lequel les mots « régime dotal » n'ont plus que valeur de prête nom, il est facile de constater par l'analyse qui en est faite ci-dessus que la forme moderne ordinaire et normale du régime dotal n'est qu'une pâle reproduction des prescriptions strictes et formelles qui dans l'esprit et le texte du Code civil devaient régir les patrimoines des époux.

Combien devient léger et peu gênant le contrat dotal avec possibilité d'aliéner et clause de renonciation par l'épouse à son hypothèque légale !

Mais combien aussi un tel contrat devient trompeur quand à l'efficacité des règles protectrices qui cependant le caractérisent.

Il ne nous appartient pas toutefois d'anticiper sur la suite de nos développements, en nous livrant dès maintenant à une critique, qui ne serait pas conciliable avec le caractère purement objectif que nous avons voulu donner dans cette première partie de notre travail, à la présentation sous ses formes diverses, du régime dotal moderne.



CHAPITRE II

Domaine d'application pratique du Régime dotal

La physionomie moderne et actuelle du régime dotal ayant été ainsi définie dans le chapitre précédent, il importe maintenant de délimiter le champ d'action de ce régime, d'en préciser l'application pratique.

Pour ce faire, la principale source à consulter était évidemment le notariat. C'est donc à ceux qui par leurs fonctions sont appelés à arrêter et à fixer légalement la condition des patrimoines des futurs époux, que nous avons demandé de vouloir bien préciser la situation actuelle du régime dotal.

L'impossibilité dans laquelle nous nous sommes trouvés de correspondre librement à travers notre pays, nous a forcé à limiter nos investigations au monde notarial résidant en France libre⁽¹⁾.

Nous ne pensons pas cependant que l'inconvénient

(1) Nous nous trouvons, en effet, dans l'obligation de laisser de côté l'étude des régimes matrimoniaux dans la région de Normandie où il est pourtant classique de noter la présence de la dotalité. Ne le regrettons pas trop, car la Normandie est avant tout un pays coutumier et son régime matrimonial, s'il présente des caractères assez semblables au régime dotal des pays de droit écrit, en est pourtant bien distinct.

précité, quoique réel, ait pu fausser le résultat de notre enquête.

Il se trouve, en effet, que la ligne de démarcation entre la zone libre et la zone occupée, en ce qu'elle s'étend de l'est à l'ouest, se rapproche assez de celle que l'on devrait tracer sur la carte de France pour délimiter l'ancienne France coutumière, de la partie du territoire, où régnait alors en maître le régime dotal.

Donc, seules nous font défaut les réponses des régions où le régime dotal n'a jamais été particulièrement en faveur.

Notre enquête a été effectuée de la manière suivante :

— Nous avons rédigé un questionnaire dont nous reproduisons ci-dessous un exemplaire ⁽²⁾. Ce questionnaire, auquel était joint une lettre explicative, a été

(2) QUESTIONNAIRE

- 1° Quelle peut être dans votre région la tendance *actuelle* quant à la répartition des divers régimes ?
Sur cent contrats, quelle proportion établir entre : communauté réduite aux acquêts — dotal pur et simple — dotal avec société d'acquêts — séparation de biens — contrat sans communauté ?
- 2° Si vous le voulez bien, même question pour votre étude personnelle. Il vous sera plus aisé de me donner des chiffres précis ?
- 3° Avez-vous eu des exemples de contrats régime dotal où la faculté d'aliéner à charge de remploi, ainsi que la faculté pour l'épouse de renoncer à son hypothèque légale, ne soient pas prévues ?
- 4° Avez-vous observé une évolution dans le succès croissant ou décroissant des diverses sortes de contrat durant les dix ou les vingt dernières années ?
- 5° Cette évolution va-t-elle en s'accroissant pour un type de contrat et celui-ci semble-t-il tendre à prédominer très nettement actuellement ? Lequel ?
- 6° Quelles sont vos idées personnelles sur le régime dotal en général et le sujet de ma thèse en particulier ?

Je me permets d'insister sur cette dernière question dont la réponse me sera d'une très grande utilité afin d'essayer de dégager l'impression générale actuelle des praticiens du Droit.

adressé à 125 notaires représentant 38 départements. Nous avons reçu au total 53 réponses qui nous ont donné le « poul dotal » de ces 38 départements.

Ces réponses sont, en général, assez détaillées et souvent même, émaillées d'intéressants exemples à l'appui des assertions de leurs auteurs.

C'est pourquoi tout en respectant l'anonymat de ceux qui nous les ont faites, avons-nous cru indispensable de citer littéralement de larges extraits de la plupart d'entre elles. C'est là, pensons-nous, le seul moyen qui nous permette de donner un compte rendu fidèle de la réaction exacte du milieu notarial que nous avons pu atteindre. Toute interprétation personnelle de ces réponses n'aurait pu, nous semble-t-il, qu'en fausser et en altérer l'esprit.

Dans une première section de ce chapitre, nous traduirons nos résultats statistiques en quatre tableaux commentés.

Une deuxième section sera consacrée à la citation littérale d'assez nombreux extraits des réponses reçues.

Enfin, nous nous efforcerons dans une troisième section de dégager les enseignements que ces réponses nous auront fournis.

SECTION I

Résultats statistiques de l'enquête

Ces résultats vont être présentés et groupés en quatre tableaux synoptiques.

Le premier de ces tableaux fera ressortir la répartition des divers types de contrats, suivant les régions d'où nous sont parvenues nos réponses.

Le deuxième fixera les principaux stades de l'évo-

lution du régime dotal dans les régions de Toulouse, Montpellier, Nice et Avignon, de 1892 à nos jours. Nous comparerons notamment dans ce but les résultats statistiques qu'a pu donner, en 1923, M. Roger Saffroy dans son ouvrage sur *l'influence jurisprudentielle et notariale sur le régime dotal* et ceux que nous avons nous-même réunis.

Le troisième tableau présentera la situation du régime dotal dans le ressort de la Chambre des Notaires d'Aix-en-Provence.

Le quatrième, enfin, donnera pour deux grandes études marseillaises le « point » dotal de ces trois dernières années.

Chacun de ces tableaux sera accompagné d'un bref commentaire.



TABLEAU 1

Résultats Statistiques de l'Enquête dans 38 Départements
RÉPARTITION DES DIVERS TYPES SUR 100 CONTRATS

DÉPARTEMENTS	TYPES des CONTRATS et PROPORTIONS					
	Communauté d'acquets	Séparation de Biens	Sans Communauté	DOTAUX		
				Pur et simple	Avec Société d'acquets	TOTAL
AIN	95	5	0	0	0	0
»	95	5	0	0	0	0
ALLIER	90	10	0	0	0	0
»	88	10	0	0	2	2
»	30	70	0	0	0	0
BASSES-ALPES	85	4	0	1	10	11
HAUTES-ALPES	80	8	0	2	10	12
ALPES-MARITIMES	30	66	2	0	2	2
ARDÈCHE	85	14	1	0	0	0
ARIÈGE	?	?	?	0	0	0
AUDE	7	91.5	0	0	0.5	0,5
AVEYRON	94	4	0	1	1	2
BOUCHES-DU-RH.						
» Aix	50	44	0	1	5	5
» Châteaurenard	90	10	0	0	0	0
» Arles	60	20	5	1	10	11
» Marseille	0	90	0	0	10	10
» »	8	90	0	2	0	2
» »	22	69	0	5	4	9
CANTAL	97	1	0	1	1	2
CORRÈZE	93	7	0	0	0	0
CORSE	60	20	3	0	7	7
CREUSE	100	0	0	0	0	0
DORDOGNE	?	?	?	0	0	0
DRÔME	90	10	0	0	0	0
GARD	60	35	0	0	5	5
HAUTE-GARONNE	70	27.5	0.5	0	2	2

DÉPARTEMENTS	TYPES des CONTRATS et PROPORTIONS					
	Communauté d'acquêts	Séparation de Biens	Sans Communauté	DOTAUX		
				Pur et simple	Avec Société d'acquêts	TOTAL
GERS	95	5	0	0	0	0
HÉRAULT	45	45	0	2	8	10
»	25	25	0	0	50 ⁽³⁾	50
ISÈRE	90	9	0	0	1	1
»	98	1	0	0	1	1
LOIRE	90	9	1	0	0	0
HAUTE-LOIRE	97	2	1	0	0	0
»	91	5	4	0	0	0
LOT	77	23	0	0	0	0
LOT-ET-GARONNE	90	10	0	0	0	0
LOZÈRE	90	10	0	0	0	0
PUY-DE-DOME	70	30	0	0	0	0
BASSES-PYRÉNÉES	60	40	0	0	0	0
PYRÉNÉES-ORIENT.	80	18	1	1	0	1
HAUTES-PYRÉNÉES	90	9	0	0	1	1
RHÔNE	79	20	0	0	1	1
SAVOIE	90	10	0	0	0	0
HAUTE-SAVOIE	60	40	0	0	0	0
TARN	92	8	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	96	4	0	0	0	0
VAR (Toulon)	25	75	0	0	0	0
»	38	60	0	0	2	2
»	20	80	0	0	0	0
VAUCLUSE	75	25	0	0	0	0
»	77	23	0	0	0	0
HAUTE-VIENNE	88	10	1	0	1	1

(3) Notre correspondant précise qu'il ne s'agit que du type de contrat dotal avec paraphernalité générale des biens de l'épouse (*Voir commentaires ci-après*).

TABLEAU I — *Commentaire*

De l'examen du tableau qui précède, il ressort que, sur 50 réponses données :

— 27, soit plus de la moitié, traduisent une absence totale du régime dotal dans les départements de nos correspondants ;

— 13, soit un peu plus du quart, indiquent une proportion de 2 % au maximum de contrats dotaux ;

— une seule, enfin, des 10 réponses restant, dépasse 12 % ; mais, si cette réponse a été citée par nous, par acquis de conscience, il serait déplacé d'en déduire une affection prononcée pour le régime dotal de la part des habitants du département de l'Hérault.

En effet, tout d'abord, le deuxième chiffre en provenance de la même région vient, avec ses 8 % seulement de contrats dotaux, nous donner un plus juste aperçu des tendances prodotalistes de ce département.

D'autre part, il ne faut pas oublier qu'il s'agit, dans cette proportion de 50 %, uniquement de contrats dotaux avec paraphernalité générale des biens de l'épouse et que l'auteur lui-même de la réponse s'empresse d'ailleurs de nous le préciser ⁽⁴⁾ :

« Le régime dotal avec paraphernalité générale, « pratiqué généralement chez nous, n'a plus du régime « dotal que le nom ; il s'identifie avec la séparation « de biens ; je le conseille aux gens que le mot *sépa-* « *ration* effraye et ils sont nombreux ».

La conclusion qui s'impose est que pratiquement aucune des régions de tradition dotale n'accuse actuellement une proportion de contrats de mariage adoptant le régime dotal supérieure à 12 %.

(4) Voir *infra* Réponse n° 27.

POURCENTAGE DE RÉPONSES				POURCENTAGE DE RÉGIMES DOT AUX
54 %	de réponses	nous indiquent		0 %
26 %	»	»	»	de 0 à 2 %
12 %	»	»	»	de 2 à 10 %
6 %	»	»	»	de 10 à 12 %
2 %	»	»	»	+ de 12 %

TABLEAU II

Evolution du Régime Dotal de la fin du siècle dernier à nos jours

POURCENTAGE DE CONTRATS DOT AUX

ÉPOQUES	Région de TOULOUSE	Région de MONTPELLIER	Région de NICE	Région d'AVIGNON
1892/98	19, 4 %	60, 64 %	68, 64 %	?
1912	8, 7 %	62 %	10, 5 %	27, 5 %
1921	2, 65 %	45, 5 %	3 %	14, 3 %
1941	1 %	10 %	2 %	1 %

Le tableau ci-dessus se compose, d'une part, des chiffres qui, publiés en 1923, par M. Roger Saffroy⁽⁵⁾ dans son étude sur le régime dotal, concernaient les proportions de contrats dotaux dans les régions de Toulouse, Nice, Montpellier et Avignon et, d'autre part, des résultats statistiques obtenus dans ces mêmes régions en 1941.

Il y a vingt ans déjà, M. Saffroy soulignait la « baisse » et même la « chute énorme » du régime

(5) SAFFROY : *L'Influence jurisprudentielle et notariale sur le régime dotal* (Thèse, Montpellier, 1923).

dotat. L'éloquence des chiffres que nous donnons aujourd'hui n'est évidemment pas discutable et ne fait qu'accentuer et précipiter cette chute.

TABLEAU III

**Situation actuelle du Régime dotal
dans le ressort de la Chambre des Notaires d'Aix-en-Provence**

POURCENTAGE DE CONTRATS DOTAUX
DURANT CES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

ANNÉE	TYPES DES CONTRATS			TOTAL DES CONTRATS	Pourcentage des Dotaux
	Communauté d'acquêts	Séparation de biens	DOTAUX		
1939	36	43	5	84	5,95 %
1940	23	53	1	77	1,29 %

Précisons que sur cinq contrats adoptant le régime dotal en 1939, trois ont été reçus par des notaires d'Aix-en-Provence et les deux autres par des études de notaires résidant dans l'arrondissement.

En 1940, c'est dans une étude aixoise qu'a été signé l'unique contrat dotal reçu dans le ressort de la Chambre d'Aix.

Les quinze autres communes en dépendant ne voient donc pratiquement jamais d'application du régime dotal.

Ces études essentiellement rurales ont pourtant à leur actif 27 contrats sur 84 en 1939 et 28 sur 77 en 1940.

Qu'est donc devenu l'affection si souvent soulignée du propriétaire terrien et du paysan pour le régime dotal ?

TABLEAU IV
Situation actuelle du Régime dotal à Marseille

POURCENTAGE DES CONTRATS DOTAUX
REÇUS DANS DEUX GRANDES ÉTUDES DE CETTE VILLE
DURANT CES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

ANNÉE	TYPES DES CONTRATS			Total des contrats	Pourcentage des Dotaux
	Communauté d'acquêts	Séparation de biens	DOTAUX		
1939					
<i>Etude A</i>	5	12	0	17	0 %
<i>Etude B</i>	7	20	1	28	3,5 %
1940					
<i>Etude A</i>	3	11	2	16	12,5 %
<i>Etude B</i>	5	15	2	22	9 %
1941					
<i>Etude A</i>	3	21	1	25	4 %
<i>Etude B</i>	5	25	1	31	3 %

Les proportions données ci-dessus illustrent tout d'abord avec une éloquence indiscutable la faillite de l'institution, le contrat dotal n'ayant pas obtenu en moyenne, au cours des trois dernières années dans les deux études considérées, plus de 5 % des suffrages.

De plus, il convient de remarquer que la moyenne qui s'établit aux environs de 5,2 % pour l'étude B, est de 5,5 % pour l'étude A. Ces résultats étant ainsi sensiblement égaux, il paraît intéressant de souligner que les deux études dont il s'agit, choisies à dessein, passent pour avoir chacune une clientèle d'un type différent.

Toutes deux, en effet, également importantes sont fréquentées par un milieu riche et aisé, mais alors

que l'étude A compte parmi ses clients surtout des commerçants et des industriels, l'étude B est réputée pour la préférence marquée que paraît lui manifester l'aristocratie des vieilles familles marseillaises.

Il semblerait donc bien que l'impopularité rencontrée par le régime dotal ne soit plus fonction de la diversité des milieux sociaux qui tous unanimement paraissent le rejeter.

SECTION II

Relation des réponses faites à notre questionnaire

Les résultats statistiques ayant été exposés plus haut, nous ne donnerons maintenant que les réponses aux demandes du questionnaire correspondant seules à l'objet de ce deuxième chapitre ⁽⁶⁾, savoir :

— la question 3 : *« Avez-vous eu des exemples de « contrat régime dotal où la faculté d'aliéner à « charge de remploi, ainsi que la faculté pour l'épouse « de renoncer à son hypothèque légale ne soient pas « prévues ? »*

— et la question 6 : *« Quelles sont vos idées personnelles sur le régime dotal et le sujet de ma thèse « en particulier ? »*

§ A) Notre enquête à Marseille

Notre enquête à Marseille nous a permis, d'une

(6) Pour éviter d'alourdir le texte, ces questions seront par la suite représentées dans nos développements : la question 3 par « 1° » et la question 6 par « 2° ».

Précisons aussi que le respect de l'anonymat de nos correspondants nous a amené, en principe, à identifier leurs réponses uniquement par l'indication du département d'origine, indication, on en convendra d'ailleurs, largement suffisante pour le but poursuivi.

Notons enfin que ces réponses ont été recueillies au cours de la période comprise entre les mois de février 1941 et mars 1942.

part, de réunir les résultats statistiques rassemblés dans les tableaux qui précèdent, et de plus, d'avoir l'opinion de notaires de notre cité, qui, au cours des entrevues qu'ils ont bien voulu nous accorder, ont eu à répondre à des questions identiques à celles ayant fait l'objet de notre enquête par correspondance.

Voici quelles ont été les réponses :

Etude A.

« La défaveur du régime dotal n'est que passagère.

« Il reviendra en vigueur quand on se sera bien aperçu des inconvénients de la séparation de biens.

« Celle-ci ruine la femme qui ne peut décemment refuser d'aider son mari (et de se ruiner elle-même) lorsque celui-ci fait de mauvaises affaires et a besoin de l'argent de sa femme.

« On renoncera au régime de séparation de biens avec société d'acquêts lorsqu'on s'apercevra des difficultés très grandes qu'il y a à liquider avec ce système.

« Le régime dotal est le régime du midi, car il y a beaucoup plus de commerçants dans le midi. (Commerce des corps gras à Marseille) ».

Etude B.

« Le régime dotal est caractérisé par les trois points suivants :

« 1^o *Exclusion de la communauté* : cette idée conserve une certaine faveur, les parties pouvant ne pas vouloir de la communauté réduite aux acquêts trop compliquée ; à ce premier point de vue, le régime dotal ne décline pas.

« 2^o *Administration de la dot par le mari* : sur ce deuxième point, il commence à y avoir des frotte-

« ments, les parties préférant la séparation de biens.
« C'est une conséquence de l'idée moderne de l'éman-
« cipation de la femme qui veut avoir, par exemple,
« un compte en banque.

« 3° *Inaliénabilité de la dot immobilière* : étendue
« à la dot mobilière par la jurisprudence. Ce point
« est en complète défaveur et en déclin très net, il
« entraîne la fin du régime dotal.

« Il ne se fait plus de régimes dotaux que pour
« de très grandes fortunes permettant soit de placer
« la dot mobilière dans des affaires commerciales ou
« autres pour la faire fructifier, ou de vivre des ren-
« tes de la dot. »

« Personnellement, je ne conseille plus la dotali-
« sation de capitaux, mais de rentes servies par les
« parents aux époux.

« C'est ainsi qu'en 1940, par exemple, dans les con-
« trats de mariage dotaux reçus par moi, j'ai dota-
« lisé des donations en rente viagère s'élevant res-
« pectivement à 15.000, 18.000 et 25.000 francs ».

Etude C.

« J'ai rencontré de vieux contrats où la faculté de
« renoncer à l'hypothèque légale n'était pas prévue.
« Par contre, la faculté d'aliéner à charge de remploi
« l'était toujours.

« Le régime dotal est en déclin, la communauté
« d'acquêts est à conseiller.

Etude D.

« L'inconvénient majeur pour le régime dotal en
« particulier, comme pour les contrats de mariage en
« général, est le régime fiscal français.

« La paraphernalité générale des biens de l'épouse

« mariée sous le régime dotal permet d'éviter le mot
« de « séparation », psychologiquement déplacé, au
« moment de l'union des deux époux et d'avoir ce-
« pendant des résultats presque identiques à ceux
« de la séparation de biens.

« Pourquoi, cependant, voulez-vous supprimer un
« régime que personne n'est obligé d'adopter et qui
« ne peut donc nuire qu'à ceux qui l'adoptent volon-
« tairement ».

Etude E.

« Jadis, la clause de renonciation à l'hypothèque
« légale n'était pas prévue, car on faisait toujours la
« purge. Depuis trente ans environ, on préfère prévoir
« la possibilité de renoncer insérée dans le contrat.

« La communauté d'acquêts est le seul régime vrai-
« ment moral pour la femme qui participera ainsi à
« la fortune bonne ou mauvaise du ménage, et dont
« elle est pour une bonne part responsable par sa
« conduite personnelle.

« La séparation de biens est un régime égoïste.

« Quant au régime dotal, je n'en suis pas du tout
« partisan :

« 1^o c'est un régime immoral, la dot de la femme
« insaisissable peut permettre au ménage d'éclabous-
« ser de son luxe des créanciers non payés ; le cas
« s'est vu à Marseille et a été tristement célèbre ;

« 2^o vis-à-vis de la femme elle-même, ce régime
« n'est pas protecteur ; le système des remplois fic-
« tifs étant couramment pratiqué : on échange un
« immeuble à Marseille contre des dunes situées sur
« les rivages de l'Océan.

« Ou encore, c'est le recours à certains agents de
« change véreux qui, moyennant des commissions

« énormes pratiquaient la vente des valeurs dotales sans en effectuer le emploi.

« Pour éviter le mot désagréable aux oreilles des jeunes époux de « séparation », on peut adopter le régime dotal avec paraphernalité générale des biens de la femme. La seule différence existant alors au point de vue de ses effets entre ce régime dotal et celui de la séparation de biens sera que : sous le régime dotal (même sans dot effective et c'est notre cas), la femme veuve peut abandonner les intérêts de la dot pour être logée et entretenue pendant l'an de deuil.

« Le régime dotal s'expliquait sous le droit romain, où l'on pouvait conserver toute sa vie une dot sur tout immobilière ; actuellement, il n'a plus de raison d'être et devient même dangereux pour les dots mobilières. Les valeurs de bourse sont susceptibles de fluctuations très rapides nécessitant de fréquentes opérations rendues impossibles par la forme nominative des valeurs dotales.

« Pourquoi ne pas instituer un régime dotal temporaire, où tous les biens dotaux seront aliénables à charge de emploi, mais jusqu'à ce que l'épouse ait atteint un certain âge. Alors, la libre aliénation de la dot serait permise, la future épouse étant devenue raisonnable, peut-être mère de famille et ayant un jugement plus solide.

§ B. — Résultats de l'enquête dans 38 départements de la France non occupée

[1] De l'AIN.

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale ».

2° « Le régime dotal, à mon avis, (dans les temps actuels où la fortune mobilière est très instable, surtout étant donné la dépréciation de la capacité d'achat du billet de banque) ne peut être conseillé que dans le cas de mariage entre mari faible et prodigue ou incapable de la gestion de ses biens, et une femme dissipatrice.

« Il est nécessaire que les époux puissent actuellement modifier avec rapidité la nature de leurs valeurs mobilières, ce qui est impossible avec le régime dotal ».

[2] De l'ALLIER (trois réponses).

Première réponse :

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « Pendant mes dix-huit années d'exercice, je n'ai reçu aucun contrat avec régime dotal et même mieux, je n'en ai trouvé aucun dans mes règlements de successions de personnes non originaires du Centre.

« J'avoue que pour le notaire, ce régime effraie un peu à raison de la responsabilité du remploi et de sa lenteur. A mon avis, ce régime n'est pas à conseiller : c'est d'abord la méfiance envers le mari qui fait que celui-ci peut s'en trouver froissé dès la signature du contrat, ensuite ce sont les difficultés pour aliéner les immeubles dotaux, alors que les époux sont d'accord pour le faire dans un but louable et leur propre intérêt.

« A raison de l'instabilité monétaire, les remplois peuvent être désastreux pour l'épouse alors que l'essence même du régime est la sécurité absolue de la dot ».

[3] *Deuxième réponse :*

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « Par suite de l'évolution des mœurs, le régime dotal disparaît peu à peu, et la séparation de biens est adoptée plus fréquemment sans supplanter — heureusement — la communauté d'acquêts qui devrait être le régime légal. »

[4] *Troisième réponse :*

1° « Contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale très rare.

2° « Le régime dotal, à mon sens, est à rejeter et c'est, je crois, l'opinion générale. »

[5] Des BASSES-ALPES :

1° « Contrat sans faculté d'aliéner : rare, par contre assez nombreux surtout avant 1900, sans faculté de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « Dans nos pays, le régime dotal pur et simple a complètement disparu. Le régime dotal avec société d'acquêts se fait encore, mais de plus en plus rarement.

« Il est à noter que l'élévation continuelle des frais de contrats fait que le régime de la communauté légale éclipse tous les autres. »

[6] Des HAUTES-ALPES :

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ni de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « Le régime dotal pur et simple n'est plus en concordance avec les mœurs françaises actuelles. Il n'a de raison d'être que dans des cas tout à fait exceptionnels. »

[7] Des ALPES-MARITIMES (deux réponses).

Première réponse :

« Il est incontestable que le régime dotal tend à disparaître en France au profit de la séparation de biens.

« Quand je suis arrivé à Nice, il y a trente ans, un seul notaire encore imbu des principes romains faisait encore quelques contrats avec dotalité, aujourd'hui, je n'en fais jamais.

« ...Je considère que le régime dotal ne protège pas la femme si le mari n'est pas scrupuleux et qu'il favorise les fraudes dans ce cas.

« J'ai eu l'occasion dans ma carrière de voir des femmes dotales dans le besoin faire des emplois fictifs sur des immeubles sans valeur en remplacement d'immeubles productifs et d'une réalisation facile. La majoration du prix d'acquisition avec la complicité des vendeurs facilité la disparition des deniers dotaux.....

« Ce que j'ai eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises, c'est le vieux ménage, excédé des rigueurs du régime dotal, obligé de recourir au divorce pour pouvoir changer de régime matrimonial.

« Le père de famille qui croit tenir son gendre par des clauses draconiennes n'a donc pas la certitude de les voir observées. »

[8] *Deuxième réponse :*

1° « Antérieurement à 1900, quelques contrats reçus par des notaires de campagne, ne prévoyaient pas la faculté d'aliéner ni celle de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « Le régime dotal se trouve suranné, car il avait

une raison d'être lorsque la propriété était surtout foncière.

« En matière de valeurs mobilières, il est un véritable boulet que l'on traîne et qui entrave presque toutes les opérations au point que j'ai eu plusieurs clients qui ont, d'un commun accord, demandé et obtenu le divorce pour se débarrasser des conséquences désastreuses de leur contrat.

« J'use parfois dans les contrats de communauté d'acquêts d'une clause de dotalité partielle limitée sur certains biens, mais assortie de la plus large faculté d'aliéner, à charge de remploi en valeurs mobilières même en actions de société industrielle. »

[9] De l'ARDECHE.

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale.

2^o « Dans notre région, le régime dotal tend à disparaître totalement.

« Notaire depuis 1934, je n'ai pas reçu un contrat dotal même avec les atténuations en usage depuis cinquante ans.

« Pratiquement, la forme ancienne du régime dotal aboutissait à une communauté d'acquêts et le régime dotal ne subsistait que de nom. »

[10] De l'ARIEGE.

« Ma réponse sera simple : le régime dotal n'existe pas dans l'Ariège ; depuis vingt ans de notariat et quinze ans de cléricature, je n'ai eu à liquider que deux ou trois affaires avec régime dotal. Je suppose que mes confrères se trouvent dans le même cas ».

[11] De l'AUDE.

1^o « Tous les contrats, en général, autorisent la femme à donner mainlevée de son hypothèque légale, au cas de vente des immeubles du mari. »

2^o « Le régime dotal ne peut entraver la circulation des capitaux et ne confère qu'une bien faible garantie à la femme.

« La femme doit être libre et indépendante. »

« On dit vulgairement chez nous : « Lorsqu'on donne la fille, l'on peut bien donner l'argent sans garantie ».

[12] De l'AVEYRON.

1^o « Aucun exemple de contrat sans clause d'aliénation ou de renonciation à l'hypothèque légale.

2^o « Voici mon opinion personnelle sur le régime dotal :

« Nommé notaire en 1908, il y a donc trente-quatre ans, je fus un peu surpris de voir que dans notre région de l'Aveyron, il n'existait que les régimes dotaux. Le régime de la communauté réduite aux acquêts était peu utilisé. On ne le trouvait que chez quelques commerçants de la ville de Rodez.

Ils étaient cependant peu nombreux à l'avoir adopté.

« Par contre, tous les gens de la campagne se croyaient obligé en se mariant de faire un contrat de mariage. Ils adoptaient tous, par principe, le régime dotal. C'est ainsi que l'on trouvait de nombreux contrats contenant comme apport de la femme son trousseau personnel, deux ou trois cents francs en argent provenant de ses économies ou salaires, et

quelquefois une donation par les parents de quelques cinq cents ou mille francs, payables à termes.

« A la dissolution du mariage, on trouvait que ces mêmes époux avaient gagné une belle fortune, s'élevant parfois à plusieurs millions et qui, par suite du régime adopté, restait au mari.

« Les contrats dotaux contiennent tous les pouvoirs d'aliéner, et échanger indéfiniment les biens dotaux à charge de « reconnaissance » par le mari, sur ses biens propres, et pour la femme, de donner mainlevée de son hypothèque légale et aussi de donner ses biens dotaux à ses enfants à titre de partage anticipé, en sorte que ce régime avait beaucoup plus d'analogie avec un régime de séparation de biens qu'avec un régime dotal.

« Je fis part de ces observations à mon prédécesseur qui me recommanda toute prudence pour ne pas changer les habitudes du pays fait à ce régime, de crainte de mécontenter les clients

Je lui fit observer que le régime dotal me paraissait si injuste pour les parties et en même temps si dangereux pour la corporation qu'il était de toute nécessité d'y remédier, en démontrant aux clients l'injustice qu'il contenait pour eux.

« J'ai agi dans ce sens et je dois avouer qu'immédiatement mes clients ont adopté sans la moindre difficulté, le régime de la communauté réduite aux acquêts, de telle sorte que je peux affirmer qu'en mon étude, pendant trente-quatre ans d'exercice, vous ne trouverez certainement pas plus de dix régimes dotaux qui, bien entendu, m'ont été imposés.

« Mes confrères venus après moi dans notre région se sont mis petit à petit à conseiller le régime de la

communauté de biens réduite aux acquêts qui est devenu le régime presque classique du pays, tout au moins dans les villes. Il reste très peu de régimes dotaux dans les campagnes. Le fisc par ses exigences, a poussé, il y a quelques années, les parties à adopter le régime de la séparation de biens. Il est à nouveau presque abandonné, les fraudes devenant de plus en plus difficiles. Les parties reviennent de plus en plus au régime de la communauté.

« Malheureusement, les contrats étant devenus de plus en plus coûteux par suite de l'augmentation des droits d'apport comme de donation, se font de plus en plus rares. Le notariat dans notre région souffre beaucoup de cette disparition.

« J'ajoute que beaucoup de personnes, par ignorance, adoptent le régime de la communauté légale, le confondant facilement avec celui de la société d'acquêts.

« Donc, en résumé, il ne peut y avoir de doute, le régime dotal a presque disparu dans notre région.

« Il est inadmissible que l'on puisse tolérer les régimes dotaux avec précision que tous les biens présents et à venir seront paraphernaux, comme cela se pratique dans certaines régions du Midi, comme dans l'Hérault, par exemple.

« Le régime dotal, à mon avis, serait à rayer du Code civil comme injuste et ne donnant aucune garantie vraiment réelle à la femme.

« J'ai, en effet, vu dans ma longue carrière des femmes dotales, divorcer pour aliéner leur dot et revenir ensuite avec leurs maris aussitôt le divorce prononcé.

« Il n'est avantageux que pour les hommes d'af-

faïnes vivant en eau trouble. C'est un véritable scandale ».

[13] Des BOUCHES-DU-RHONE (trois réponses) ⁽⁷⁾.

Première réponse :

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale ».

2^o « Régime vétuste, traditionnaliste, mais assurant aux enfants la transmission d'une fortune familiale. Ne répond toutefois pas aux exigences de l'époque et ne saurait faciliter les affaires qu'il faut aujourd'hui mener rapidement ».

[14] *Deuxième réponse :*

1^o « Les exemples de contrat régime dotal où la faculté d'aliéner ainsi que celle de renoncer à l'hypothèque légale ne soient pas prévus, sont rares et le deviennent de plus en plus ».

2^o « Une particularité de la région (qu'on appelle dans les études, le régime dotal du Gard), tend à disparaître, il s'agit du régime dotal avec paraphernalité de tous les biens présents et à venir de l'épouse. Il était pratiqué autrefois dans la région du Bas-Gard (Aiguemortes, Lunel, etc..)le régime dotal est de plus en plus abandonné et depuis longtemps déjà il était assoupli, l'obligation d'emploi étant d'abord très large quant aux titres acceptés, puis devenue facultative ».

[15] *Troisième réponse :*

1^o « Pas d'exemple de contrat à régime dotal ne prévoyant pas la faculté d'aliéner.

(7) Voir *supra* les réponses concernant les études de Marseille.

Assez souvent des contrats contenant adoption du régime dotal, mais antérieurement à 1900 ou émanant d'études de villages ne donnent pas à l'épouse la faculté de se désister de son hypothèque légale au profit d'acquéreurs de son mari, ou de co-échangistes et encore moins lui permettent-ils de subroger dans son hypothèque légale un bailleur de fonds ».

2° « Le régime dotal tend à disparaître définitivement, même dans les régions de droit écrit ; seules quelques dotalisations partielles nettement limitées survivent encore, mais bien timidement.

« Les futures épouses — et leurs parents — ne veulent plus entendre parler d'un régime qui laissait au mari seul, tous les revenus de la dot, d'un régime qui, établi pour une existence entière, ne pouvait prévoir les modalités de emploi fructueuses que l'évolution économique et financière a successivement créées ; un régime qui obligeait les époux à des formalités longues et onéreuses (emploi, acceptation, nominalisation et transfert des titres de bourse).

« La future épouse, sous ce régime, est en état d'incapacité ou de minorité perpétuelle et le mari peut, s'il le veut et grâce à des mutations fréquentes, diminuer néanmoins la dot.

« L'élément sécurité, constance, qui a fait longtemps la fortune de ce régime est sérieusement battu en brèche, depuis que les manipulations monétaires ont montré l'insuffisance et parfois le danger des valeurs dorées sur tranche ou dites de tout repos. La faculté de modifier les emplois des capitaux, de les adapter rapidement aux circonstances est devenue une nécessité primordiale qui ne cadre plus avec l'arma-

ture trop rigide parce que conçue une fois pour toutes (pour chaque ménage) du régime dotal.

« D'autres régimes devraient fatalement à l'usage paraître plus adaptés à notre situation économique et financière très évoluée d'après-guerre ⁽⁸⁾.

« Enfin, l'influence, sur cette évolution, des rigueurs fiscales toujours accrues a été très considérable, sinon déterminante ; elle justifierait à elle seule de longs développements ».

[16] Du CANTAL.

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale. »

2^o « Le régime dotal, s'il a cadré avec le régime économique et social du Code civil est aujourd'hui, malgré les clauses qui l'assouplissent, peu en accord avec les nécessités de la vie moderne qui a développé les besoins en capitaux, alors que le régime dotal ruine le crédit des époux. »

[17] De la CORREZE.

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale. »

2^o « Le régime dotal n'a jamais eu beaucoup de vogue dans nos régions. Je n'en ai pas vu dans mon étude depuis vingt ans, et je n'en ai jamais rencontré dans les actes de mon étude, antérieurs à mon exercice, le Cantal en avait davantage ; j'ai eu un ou deux contrats avec remploi des biens immeubles de la femme. »

(8) Il s'agit, dans l'esprit de notre correspondant, de la Guerre 1914-1918, mais le bouleversement économique qui accompagne la guerre actuelle ne peut qu'amplifier l'exactitude de cette réflexion.

[18] De la CORSE.

1° « Contrats sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale, très exceptionnels. »

[19] De la CREUSE.

« En Creuse, un seul régime : communauté de biens réduite aux acquêts. »

[20] De la DORDOGNE.

« Notaire depuis vingt ans, je n'ai pas reçu un seul contrat de mariage contenant adoption du régime dotal, c'est vous dire à quel point ce régime est abandonné dans ma région, où il n'a d'ailleurs jamais été en faveur.

« Je le considère personnellement comme par trop rigoureux et susceptible de créer aux époux des situations extrêmement embarrassantes. J'ai eu l'exemple d'une affaire fort avantageuse pour une femme et ses enfants qui s'est trouvé irréalisable par suite du régime matrimonial de cette dernière. »

[21] De la DROME.

1° « Aucun contrat sous le régime dotal.

2° « Sauf de rares exceptions, le régime dotal ne correspond pas aux exigences de la vie actuelle. Les époux qui ont adopté ou auxquels ont fait adopter ce régime ont de fréquentes raisons de le regretter (impossibilité de disposer de la dot de la femme, vente difficile même pour les biens du mari, pour les emprunts...).

« Le notaire, sauf cas particulier, ne conseille pas le régime dotal ».

[22] Du GARD.

1^o « Depuis vingt ans que je suis notaire, je n'ai fait qu'un seul régime « réellement dotal ».

2^o « Mon étude est une étude « moyenne », c'est-à-dire que j'ai comme clients, des commerçants, industriels, etc... je n'ai pas la clientèle « riche ». Dans cette dernière clientèle, on adopte peut-être encore — j'en doute — le régime dotal, mais en mon étude, on ne l'adopte plus.

« D'ailleurs, qu'appellez-vous « régime dotal ? »

« Dans un contrat ainsi libellé :

« Article 1. — Les futurs époux adoptent le régime dotal.

« Article 2. — Tous les biens de l'épouse seront paraphernaux.

« Et assez souvent :

« Article 3. — Il y aura une société d'acquêts.

Ce régime, à mon avis, n'a plus de dotal que le nom et on ne peut pas dire que des époux ayant adopté ce régime (avec ou sans société d'acquêts) ont adopté le régime dotal ».

[23] de la HAUTE-GARONNE.

1^o « Dans la région de Toulouse, pas de contrat sans clause d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale, mais ceux-ci étaient fréquents il y a quelques années dans l'arrondissement d'Oloron (Basses-Pyrénées).

2^o « Dans certaines contrées du Languedoc, région de Narbonne et de Carcassonne, le régime souvent adopté est un régime de séparation de biens dans la forme :

« Article 1. — Il y aura régime dotal.

« Article 2. — Tous les biens de la femme seront paraphernaux !... »

[24] du GERS.

« Je n'ai jamais fait de contrat sous le régime dotal. Quand on a voulu garantir la dot, j'ai inséré une clause sévère de *remploi*.

« Inutile de priver la femme du bénéfice d'une communauté, à laquelle au fond elle contribue directement ou indirectement. Comme je vous le dis plus haut, dans l'Ariège notamment, le régime dotal était chez les paysans la règle.

« J'en ai vu les effets, la femme n'avait rien à gagner, sauf à conserver un petit patrimoine qui, à force d'opérations, pouvait même diminuer ».

[25] de l'HERAULT (trois réponses).

Première réponse :

1^o « Aucun contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à son hypothèque légale ».

2^o « Le régime dotal ne correspond plus aux exigences de la vie moderne.

« Le régime dotal même assoupli par de nombreuses clauses de remploi ne permet pas d'agir avec assez de liberté et de rapidité. Il n'est pas assez maniable, c'est là sa principale clause de déclin. »

[26] *Deuxième réponse :*

1^o « Contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale, très, très rare.

2^o « En 1913, M. Henri Moreaux, directeur de l'Ecole de Notariat de Paris, professeur de Droit civil (créateur du jurisclasseur) était un adversaire résolu

du régime dotal. M. le doyen Morin, de la Faculté de Droit de Montpellier, proclamait que « l'immobilité est un principe de mort ».

« Pratiquement, j'ai pu observer que le régime dotal a sauvé, dans une certaine mesure, quelques fortunes pour le plus grand bien de la famille. Il a pu entraver peut-être l'essor de quelques dots, c'est la force passive de l'institution.

« En conséquence, la dotalité limitée aux apports ou donations par contrats de mariage à l'exclusion de la dotalité générale peut se concevoir dans certains cas (douté sur l'étoffe du futur époux), car elle présente plus de rigidité au moins apparente qu'une clause de remploi conventionnel. »

[27] *Troisième réponse :*

1° « Le contrat dotal sans faculté d'aliéner ou possibilité pour l'épouse de renoncer à son hypothèque légale, était le régime ordinaire en Aveyron, il y a plus de soixante ans, et il était quelquefois pratiqué ici, mais il a heureusement disparu depuis plus d'un demi-siècle. »

2° « Je pense que le régime dotal pur et simple ne correspond plus depuis longtemps aux mœurs et aux exigences de la vie.

Personnellement, il m'arrive d'en subir souvent les conséquences fâcheuses (encore il y a quinze jours : contrat fait en Aveyron, il y a plus de cinquante ans, et cela m'a valu de mécontenter tout le monde).

« Quand le contrat ne prévoit ni faculté d'aliéner, ni faculté de faire mainlevée, la seule solution pour se débarrasser de l'hypothèque légale est la purge...

Les clients ne comprennent pas cette purge et trouvent mauvais d'en payer les frais...

« Le régime dotal avec paraphernalité générale pratiquée généralement chez nous n'a plus de dotal que le nom ; il s'identifie avec la séparation de biens, je le conseille aux gens que le mot « séparation » effraie, et ils sont nombreux ».

[28] De l'ISERE. (deux réponses).

Première réponse :

1° « Les exemples de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale étaient courants il y a quelque cinquante ans ; depuis quelque quarante ans, ces deux facultés étaient presque toujours prévues. Depuis trente ans que je suis notaire, j'ai peut-être reçu deux ou trois contrats dotaux avec société d'acquêts. Mais le régime dotal était ensuite détruit par les facilités données à la femme ».

2° « Le régime dotal s'expliquait à l'origine par le fait que les citadins et les paysans restaient attachés au sol natal ou n'avaient pas les possibilités de se déplacer. On vendait peu. Aujourd'hui, avec les facilités de transports, les clients se déplacent souvent, ils achètent et vendent et ne peuvent souffrir les ennuis et les retards du régime dotal.

« Ce régime a sauvé quelques dots, bien qu'un mari sans scrupule puisse facilement en éluder les clauses et, soit par voie d'échange ou de remploi fictif, porter atteinte à la dot...

« Le régime dotal est ici mort irrévocablement.

« Ce qui se fait quelquefois, c'est le régime dotal avec dotalisation partielle (immeubles, titres de rente), c'est tout de même la poire pour la soif. »

[29] *Deuxième réponse :*

1^o « Non, je n'ai aucun exemple de contrat dotal où la faculté d'aliéner ainsi que celle de renoncer à l'hypothèque légale ne soient pas prévues. »

« Depuis vingt ans que j'exerce, j'ai reçu « un » contrat contenant adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts, avec dotalisation partielle ».

2^o « Dans notre région qui suit les usages lyonnais plus que ceux du Dauphiné, le régime dotal a été l'apanage de quelques familles aristocratiques. Il se raréfie même chez celles-ci et lorsqu'il est adopté, il est tellement modifié qu'il n'en subsiste plus que l'obligation du remploi et cette clause va même jusqu'à laisser la faculté à la femme de dispenser les tiers de ce remploi. »

« Le service du contentieux chez les agents de changes, dans les banques ou les sociétés, contribue pour beaucoup à détourner du régime dotal par les complications qu'il fait naître, il détourne même des titres simplement nominatifs ».

[30] De la LOIRE.

« Le régime dotal n'est ici et même dans toute la région pratiquement jamais adopté ».

[31] De la HAUTE-LOIRE. (deux réponses).

Première réponse :

1^o « Depuis trente ans d'exercice, je n'ai pas fait de contrat sous le régime dotal ».

2^o « Mon avis est que le régime dotal dans ma région doit être complètement abandonné, comme ne répondant plus à aucun besoin ».

[32] *Deuxième réponse :*

1^o « Pendant vingt ans d'exercice, pas un seul exemple de contrat dotal où la faculté d'aliéner ou celle de renoncer à l'hypothèque légale ne soit prévue ».

2^o « Régime désuet, inhumain, qui enchaîne les époux pour mieux les protéger, humilie le mari, le suppose un dilapideur, étouffe toutes initiatives pour un emploi de capitaux en titres qui pourraient mieux servir le bien des époux dans un investissement avantageux et pratique; je connais des époux mariés sous le régime dotal avec obligation d'emploi qui, par ce fait placent leur argent à 4 %, pour le mari à l'emprunter à 7 ou 8 % avec les frais, ceci dans le but de faire marcher une industrie qui cependant fait vivre la famille.

« Aidez donc à faire disparaître pareille anomalie.

« Mon avis est formel ; le régime dotal doit disparaître de la législation française. »

[33] Du LOT.

« Depuis dix-huit ans que je suis notaire, je n'ai pas rédigé un seul contrat contenant le régime dotal, je n'en ai fait qu'un contenant adoption du régime de la société d'acquêts avec dotalisation de l'apport de la future épouse, mais très large faculté de emploi.

« Le régime dotal est trop gênant et finit par devenir onéreux.

« Les affaires se traitent rapidement et sont donc impossibles pratiquement avec le régime dotal.

« Dans les régions où il est adopté, il est tellement

mitigé qu'il n'en a plus que le nom et devient une véritable séparation de biens, car souvent la femme a la faculté de donner mainlevée de son hypothèque légale en temps qu'elle garantit ses biens paraphernaux et ils le sont presque tous.

« Ce régime encore maintenu dans le Bas-Languedoc, n'est pas appliqué dans nos régions.

« Il reste la tradition dans certaines familles de la région indiquée, ce qui lui permet de survivre, mais je suis persuadé qu'il sera lentement remplacé par le régime de la séparation de biens, surtout si l'esprit actuel d'indépendance à l'égard du mari subsiste.

« Il pourrait y avoir cependant une régression, mais je ne crois pas qu'on revienne à un régime dotal pur et simple ».

[34] Du LOT-ET-GARONNE.

1^o « « Je n'ai pas vu d'exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale ».

2^o « Déclin certain, en quinze ans, je n'ai pas fait un seul régime dotal. Il faut remonter à trente ans pour en trouver un dans mon étude. Sa disparition tient à quatre causes, à mon avis :

« a) la désaffection des grandes familles chez qui, dans notre région, il était très fréquent, sinon la règle, — les petites bourses l'ignoraient ici — les grandes familles ont vu leur patrimoine diminué. Bien souvent, elles ont cru pouvoir faire un rapprochement entre leur appauvrissement et le régime matrimonial qu'elles ont incriminé ;

« b) l'hostilité des jeunes générations qui lui reprochent son manque de souplesse et son formalisme ;

« c) l'émancipation des femmes qui les pousse à la séparation de biens ;

« d) l'éloignement de bien des praticiens qui, soit pour suivre la clientèle, soit dans un but de simplification, soit par ignorance (surtout depuis vingt ans) de ses détails, l'on systématiquement déconseillé ».

[35] De la LOZERE.

« Depuis 34 ans que je suis notaire je n'ai pas passé un contrat de mariage sous le régime dotal. Dans l'arrondissement de Mende il est totalement abandonné, toutefois, il y a quelques années, dans les cantons de Chateauneuf de Randon, de Grandrieu, et de Langogne, il était couramment en usage, mais actuellement ce régime a moins de vogue. Dans le canton de Langogne quelques notaires le font encore adopter, mais ici, dans les cantons ci-dessus, le régime de la communauté d'acquêts est adopté neuf fois sur dix. Du reste le régime dotal comme on le comprenait était fort bizarre : des notaires déclaraient que les parties adoptaient le régime dotal sans annoncer que les biens seraient dotaux, par suite c'était la paraphernalité. Dans le contrat, la future donnait pouvoir de gérer, administrer, vendre, aliéner les biens immeubles de la femme, même sans son consentement à charge par le mari de reconnaître le prix sur ses biens personnels de valeur suffisante pour en répondre, mais il omettait de dire que la femme serait seule juge de la suffisance. Il en résultait que dans le cas de vente à des administrations, ces administrations demandaient une expertise pour juger de la suffisance. Tous les régimes dotaux contenaient ces pouvoirs pour le mari. Souvent les

contrats contiennent les pouvoirs pour la femme de renoncer à son hypothèque légale en cas de vente des biens du mari, mais ils oubliaient de mettre qu'en cas d'emprunt la femme pouvait subroger dans son hypothèque légale ou consentir une antériorité. Aussi en cas d'emprunt au Crédit Foncier ou au Crédit Agricole, fallait-il purger l'hypothèque légale ! En somme le régime dotal absolu est inconnu. Il est toujours mitigé par les pouvoirs donnés au mari. Il y a rarement de régime dotal avec société d'acquêts. Le régime sans communauté est inconnu. La séparation de biens n'est adoptée qu'en cas de second mariage quand il y a des enfants d'un premier lit, il y a aussi parfois séparation de biens avec société d'acquêts. Le régime de la communauté d'acquêts prédomine largement. A mon avis le régime dotal tel qu'on l'adoptait en Lozère était une ineptie, car la femme n'était nullement protégée. Elle donnait tous pouvoirs à son futur époux par contrat, pouvoir irrévocable étant contenu au contrat, et c'était encore une injustice car la femme ne participait pas au bénéfice du mariage.

« Tous les clients demandent d'eux-mêmes le régime de la communauté d'acquêts et il n'est jamais question du régime dotal. Celui-ci n'est même pas un remède efficace à la prodigalité du mari, car malgré l'obligation de remployer le prix de l'immeuble dotal aliéné, l'époux peut toujours, d'accord avec sa femme effectuer un remploi fictif. »

[36] Du PUY-DE-DOME.

1^o Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale.

2° « J'avais appris en faisant ma licence en 1909, que le régime dotal était au déclin... ma pratique de trente ans n'a fait que montrer l'accentuation de ce déclin. »

« Le paysan modeste a perdu son culte du sol et il veut pouvoir aliéner librement. Le bourgeois de la ville marie sa fille sous la séparation de biens et croit trouver là la même garantie. Mais dans la pratique la femme séparée de bien laisse gérer sa fortune par son mari qui peut librement la ruiner. »

[37] Des BASSES PYRENEES.

« Dans notre région il n'est pratiqué que le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts et le régime de la séparation de biens à l'exclusion de tous autres régimes. »

[38] Des PYRENEES ORIENTALES.

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale. »

2° « Le régime dotal est en pur déclin car, vu l'instabilité des choses, les revenus peuvent ne plus être suffisants pour l'entretien du ménage ; et souvent les époux sont obligés d'entamer le capital pour élever leurs enfants. De plus, il est actuellement tellement simple de se débarrasser du régime dotal par un divorce immédiatement suivi d'un remariage sous un autre régime, que les pères de famille hésitent à marier leurs enfants sous un régime si dur que la tentation de ces derniers est grande à vouloir le tourner. »

[39] Des HAUTES-PYRENEES.

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'alié-

ner ni de renoncer à l'hypothèque légale. »

2° « Régime à abandonner car la protection qu'il donne à la femme, souvent illusoire, entraîne une terrible gêne dans la marche du ménage. »

[40] Du RHONE.

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ni de renoncer à l'hypothèque légale. »

2° « Etant donné l'instabilité monétaire, le régime dotal est une gêne car il fixe un emploi pour l'avenir en un certain nombre de catégories de valeurs qui seront peut-être à déconseiller (c'est ce qui s'est produit au début du siècle avec les valeurs russes qui étaient classées comme de tout repos). D'autre part, le régime dotal ne permet pas à la femme de profiter des économies qu'elle a pu faire réaliser à son mari, par la façon dont elle a conduit son ménage. Est certainement appelé à disparaître. »

[41] De la HAUTE-SAVOIE.

1° « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ni de renoncer à l'hypothèque légale. »

2° « Depuis quarante ans, je n'ai jamais adopté le régime dotal. Le seul qu'ait fait mon prédécesseur a donné tellement d'ennuis que je ne suis pas près de recommencer. Si le cas se présentait, je demanderais aux clients une réquisition expresse avec décharge.

« Ce vestige d'un autre âge doit disparaître de nos codes, comme tant d'autres qu'aucune nation ne nous envie plus, et qu'on s'est bien gardé d'adopter d'ailleurs. »

[42] De la SAVOIE.

« Autant que je le sache, le régime dotal est en

régression marquée, je pourrais presque dire en voie de disparition totale dans la région. Autrefois, il y a une ou deux générations, on le rencontrait fréquemment, mais depuis près de vingt ans que je suis à Aix, je n'ai jamais eu un seul contrat avec adoption de ce régime.

« Personnellement, je ne suis pas partisan du régime dotal. Il n'assure à la femme qu'une protection incertaine au prix d'une immobilisation de ses biens absolument contraire aux nécessités de la vie. On ne vit plus avec les revenus d'un capital si on ne le transforme pas en instrument de travail. »

[43] Du TARN.

1^o « Depuis 1910, date de ma nomination, je n'ai fait qu'un seul contrat adoptant le régime dotal pur, mais avec faculté pour la femme d'aliéner ses biens à charge de remploi et de renoncer à son hypothèque légale. Avant 1900, dans la région, le régime le plus adopté était le régime dotal avec tous les biens de la femme, libres et paraphernaux. »

2^o « J'estime que le régime dotal est une des causes les plus profondes de la désaffection actuelle des gens pour le contrat de mariage, parce que chez les personnes de condition moyenne qui travaillent pour vivre, ce régime donnait au mari une « *servante sans gage*. »

[44] Du TARN-ET-GARONNE.

1^o « Aucun exemple de contrat où la faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale ne soit mentionnée. »

2^o « Je suis un adversaire du régime dotal. Il gêne

trop les parties et nous-mêmes. Il gêne si bien les parties qu'il va à l'encontre des intérêts de la famille. Je me rappelle, en effet, avoir été en relation d'affaires avec deux époux (d'ailleurs de Marseille) qui, pour aliéner plus commodément, leurs immeubles, ont divorcé, et ils avaient quatre ou cinq enfants.

« Je connais un autre couple qui, ligoté par le père de la jeune fille, qui était notaire, n'a pas hésité à adopter cette mesure ».

[45] Du VAR (cinq réponses).

Première réponse :

1^o « Aucun exemple de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale. »

2^o « Je ne suis partisan du régime dotal que dans des cas tout à fait exceptionnels à cause de ses rigueurs, des embarras qu'il suscite et aussi de la réaction qu'il ne manque généralement pas de provoquer chez le mari, qui, conscient de la méfiance dont il a été l'objet, le fait durement sentir à la femme et aux parents de celle-ci.

« Notre région est essentiellement rurale et on se marie généralement sans contrat.

« ...Je le répète ici le régime dotal est nettement en régression... car il n'entraîne que des ennuis pour tout le monde, pour les parties comme pour les notaires. Voici un exemple concret, pris entre bien d'autres.

« Un propriétaire-agriculteur rêvait d'un gendre agriculteur; dans sa pensée, il devrait avoir les mêmes conceptions que lui et collaborer avec lui pour l'exploitation agricole. Or, sa fille fut demandée en

mariage par un artisan, brave garçon, travailleur, très sérieux, bien posé dans le pays. Grande déception du père qui, étant un très ancien client de mon étude, vint me confier son désappointement.

« J'eus beau le raisonner, je ne pus le rassurer : à chaque entretien, il concluait en s'exprimant en provençal : « Si je ne peux empêcher ce mariage, j'exigerai le régime dotal absolu, « tout » dotal : je veux que mon futur gendre ne puisse jamais disposer d'un sou de ma fille. Malgré mes objurgations, il maintint cette farouche détermination.

« Les jeunes gens qui avaient fait le serment de s'unir durent se soumettre à cette dure exigence, mais peu après d'amères discussions, dont le fameux contrat était la cause, ne tardèrent pas à s'élever dans la famille, le mari s'en prenait tant à sa femme qu'à son beau-père qu'il prit plus particulièrement à parti. Celui-ci, excédé, et pour tâcher de détourner l'orage de sa tête, tentait de lui démontrer qu'il s'était borné à suivre les seuls conseils du notaire.

« Ceci faillit m'amener la haine de tous, mais il ne fut pas difficile heureusement de fixer les responsabilités de l'affaire.

« De vive voix, je vous narrerais bien d'autres cas, et vous seriez plus convaincu encore.

« J'estime que ce régime tombera de plus en plus sans même intervention du législateur ; dans quelques rares circonstances, il pourrait peut-être encore être utile. Comme c'est un régime d'exception, il n'y a pas d'inconvénient, semble-t-il, à le laisser subsister. »

[46] *Deuxième réponse :*

1° « Aucun exemple dans nos régions de la Côte

de contrat sans faculté d'aliéner ou de renoncer à l'hypothèque légale ; quelques exemples pour des contrats venant des Basses-Alpes. »

2° « Malgré un sentiment traditionaliste, je suis forcé de constater que le régime dotal tend à disparaître ; c'est l'évolution des vieilles coutumes et d'un régime trop sévère et trop compliqué pour la vie actuelle. C'est regrettable. »

[47] *Troisième réponse :*

1° « Les contrats de régime dotal où la faculté d'aliéner n'est pas prévue sont rares. Presque toujours, la faculté de renoncer à une hypothèque légale ne figure pas. »

2° « Le régime dotal est un contrat qui ne cadre plus avec la vie moderne et le développement des valeurs mobilières. De plus, il est une gêne et avec la période désaxée que nous traversons, il a été une cause de perte pour pas mal de femmes dotales. N'est pas à conseiller, sauf de rares exceptions. Heureusement, il tend à disparaître. Que d'ennuis m'a-t-il causé, car, comme autrefois c'était le régime courant dans le Midi, j'ai passé ma carrière à discuter avec des agents de change et des contentieux à son sujet. »

[48] *Quatrième réponse :*

« Le déclin du régime dotal est dû aux circonstances économiques et aux divers facteurs fiscaux ou autres qui tendent de plus en plus à détruire l'esprit d'épargne et de prévoyance ainsi qu'à la désaffection de plus en plus grande du public pour le contrat de mariage. »

[49] *Cinquième réponse :*

« Avant 1914, à Toulon, sur 100 contrats de mariage, il y avait 80 régimes de communauté de biens réduites aux acquêts et 20 séparations de biens.

« A l'heure actuelle, les chiffres sont renversés, il y a à peu près 20 ou 25 % de contrats de mariage par lesquels on adopte la communauté de biens réduite aux acquêts et 80 % de séparation de biens.

« A mon étude, le régime dotal a à peu près complètement disparu. Il était très fréquemment employé jusque vers 1880 à Toulon, et on peut dire actuellement qu'on ne l'emploie plus, puisque pendant les douze années de mon exercice, je n'ai fait que deux contrats de mariage qui soient véritablement des contrats de mariage de régime dotal.

« Il m'est arrivé, en effet, plusieurs fois, surtout dans les cas de mésalliance, de faire adopter un régime dotal qui n'a de dotal que le nom, puisque la femme se constitue en dot uniquement son trousseau à reprendre en nature et puisque tous les autres biens sont paraphernaux. Bien entendu, il n'y a pas de société d'acquêts dans ces régimes.

« Dans les deux contrats de mariage que j'ai passés et par lesquels on m'a obligé à adopter le régime dotal, j'ai prévu un régime dotal aussi large que possible, puisque l'emploi peut être effectué en toutes valeurs cotées à la bourse de Paris.

« Il est à signaler que les deux seuls contrats de mariage, avec régime dotal que j'ai dressés, concernaient des personnes originaires de Marseille, cette ville paraissant plus attachée que toute autre au régime dotal.

« Le régime dotal en raison de son régime draconien oblige bien souvent les parties intéressées à faire malgré les risques que cela entraîne une dissimulation. J'ai connu deux personnes mariées, toutes deux sous le régime dotal, qui se sont livrées à des manœuvres extraordinaires pour pouvoir, lors de ventes intervenues, toucher une dissimulation bien que l'immeuble fût dotal.

« Dans les contrats de mariage qui me sont passés entre les mains, j'ai remarqué que jusque vers 1880, la faculté de renonciation à hypothèque légale ou de subrogation dans l'hypothèque légale de la femme, n'était jamais inscrite dans un contrat de mariage dotal. Depuis lors, ces possibilités de renonciation sont fréquentes. »

[50] Du VAUCLUSE (trois réponses).

Première réponse :

1^o « Contrat avec faculté d'aliéner et de renoncer à l'hypothèque légale exclusivement dans les contrats anciens. »

2^o « Le déclin du régime dotal est un fait incontestable. »

[51] *Deuxième réponse :*

1^o « Sur les contrats remontant à plus de cinquante ans, la faculté d'aliéner et de renoncer à l'hypothèque légale n'était pas prévue. »

2^o « Dans la rédaction de tout contrat, le souci prédominant des parties est d'éviter de payer les droits fiscaux. Cette préoccupation fausse toutes toutes considérations juridiques.

« Cette même raison, très souvent, empêche les

gens de faire un contrat quelconque; ils s'en repentent souvent, mais une économie actuelle passe avant tout pour eux. »

[52] *Troisième réponse :*

1° « On trouve des exemples de contrat où la faculté d'aliéner et celle de renoncer à son hypothèque légale ne sont pas prévues, mais dans des cas remontant entre trente et quarante-cinq ans. »

2° « Je ne sais pas si c'est parce que je suis un vieux notaire, mais je trouve qu'on a exagéré les inconvénients qu'il présente (le régime dotal) en laissant de côté les avantages qu'il peut procurer. Il convenait d'en atténuer la rigueur et de l'adapter aux situations, c'est ce que n'a pas manqué de faire le notariat.

« Modifié, il a eu pendant une longue période la faveur, dans les régions où il était la règle, des pères de famille.

« Assorti d'une clause de communauté d'acquêts, on le trouve dans les ménages où le mari exerce une profession libérale, professeur, militaire, et aussi agriculteur.

« Aujourd'hui encore, malgré les dévaluations qui ont suivi la grande guerre, son titre « régime dotal » retient encore l'attention du père de famille.

« Dans la région qui va de Lunel à Carcassonne, ce titre a une telle faveur que nos confrères ont été obligés de le laisser figurer dans le contrat. La dotalité y est annulée par les clauses qui suivent, mais le mot figure, la plupart sont ainsi libellés : « Les futurs époux adoptent le régime dotal, mais tous les biens de la future épouse seront libres et paraphernaux ».

« Ensuite, c'est la liste des biens à acquérir en remploi qui a été élargie, on a autorisé comme remploi toutes les valeurs de bourse, même celles cotées sur une place étrangère.

« Mais même ainsi libellé, la baisse des valeurs, les difficultés rendues à leur transformation et les formalités de remploi tendent à le faire abandonner.

« C'est le régime de la communauté d'acquêts que le notariat voudrait voir adopter comme régime légal qui a bénéficié de sa défaveur.

« Si le régime de la séparation de biens se trouve depuis dix ans souvent adopté, c'est presque toujours pour des raisons fiscales ; en fait, les époux mariés ainsi vivent sous le régime de la communauté.

« Si les critiques dont a été l'objet ce régime par les entraves mises à la disposition des biens sont fondées, il n'en a pas moins protégé le patrimoine des foyers et dans certaines régions permis de conserver le bien de famille.

« C'est ainsi que lors de la crise agricole de 1891, dans les pays où il était adopté, la femme a pu racheter la propriété rurale expropriée par les créanciers du mari.

« Le bien social qui en est résulté a compensé la perte d'argent des prêteurs, la propriété est restée aux mains de l'exploitant, le bien de famille avant la loi.

« Aujourd'hui, il est rarement admis et peu conseillé, il peut toutefois dans certains cas exceptionnels rendre des services. Son éclipse peut être momentanée, mais elle est réelle. »

[53] De la HAUTE-VIENNE.

« Le régime dotal est complètement abandonné étant donné surtout l'incertitude de la monnaie, il n'offre plus qu'une garantie illusoire. Même lorsqu'il exige des emplois immobiliers, il laisse place à des combinaisons par des dissimulations des prix de vente, et même des majorations fictives des prix d'achat. »

SECTION III

Interprétation des résultats de l'enquête

La lecture des témoignages qui précèdent ne peut évidemment laisser aucune illusion sur la vitalité du régime dotal.

Tous nos correspondants constatent la faillite du régime ; la grande majorité s'en félicite et la plupart d'entre eux avec une remarquable vigueur ; deux seulement (numéros 46 et 52) en expriment une certaine mélancolie.

La cause paraît donc entendue.

Cependant, il nous paraît intéressant de souligner les quelques points ci-après particulièrement mis en vedette par les réponses recueillies.

§ A. — **De la clause de paraphernalité générale
des biens de l'épouse**

Six de nos correspondants nous signalent l'existence de ce contrat *soi-disant* dotal, dans lequel il est stipulé que tous les biens de la future épouse seront paraphernaux.

Nous avons longuement décrit dans notre premier chapitre cette forme de contrat dotal, dans laquelle

seuls subsistent les mots de régime dotal, mais nous sommes heureux de retrouver de nombreux échos critiques de ce regrettable état de choses, dont nous nous réservons de démontrer le danger et l'absence de tout fondement juridique dans la deuxième partie de notre travail.

§ B. — De la position dans le temps des résultats

L'ensemble manifesté par les réponses reçues, quant au temps depuis lequel le déclin du régime dotal s'accroît le plus nettement, mérite d'être souligné.

Réponse 2. — « Pendant mes dix-huit années d'exercice aucun contrat avec régime dotal ».

Réponse 10. — « Depuis vingt ans de notariat et quinze ans de cléricature... »

Réponse 14. — « Je n'en ai pas vu dans mon étude depuis vingt ans ».

Réponse 18. — « Depuis vingt ans que je suis notaire, un seul régime réellement dotal ».

(Voir aussi réponse 23, 25, 26, 27, 28, 32, 33 et 39).

La pratique, unanime, constate une disparition quasi totale du régime dotal depuis vingt ans environ, et quelle que soit la région explorée ⁽⁹⁾.

§ C. — Comparaison de la présente enquête avec celle effectuée en 1903 par M. Eyquem

Il nous paraît intéressant enfin de rapprocher les réponses ci-dessus de celles qui avaient été faites, en

(9) En ce qui concerne Marseille, qui se trouve être, on le sait, un des pays où le régime dotal eut le plus de succès, nous verrons plus loin en étudiant l'aspect historique de la question, que cette unanimité sera pleinement confirmée (voir *infra*, Deuxième partie, Chap. I).

1903, à M. Albert Eyquem, lors de l'élaboration de son magistral ouvrage sur le régime dotal⁽¹⁰⁾.

Dans cet ouvrage, l'auteur relate, ainsi que nous venons de le faire, les réponses qui lui furent données lors de questions posées à des praticiens du droit, résidant les uns en pays de coutume, les autres en pays de droit écrit.

M. Eyquem constate alors⁽¹¹⁾ : « Les pays qui, en « somme, demeurent le plus attachés au régime dotal « sont compris, d'après l'enquête, dans les ressorts « des Cours d'Appel de Montpellier, Nîmes, Aix, Gre- « noble, Chambéry, Bastia.... Voici comment se pro- « noncent quelques-uns des notaires de ces régions : « le régime dotal s'est précisé et développé depuis la « promulgation du code ; il occupe le premier rang ; « c'est le mode de contrat le plus usité ; c'est lui qui « fonctionne presque exclusivement, etc... (réponse de « Narbonne, Lodève, Béziers, Rodez, Nîmes, Le Vigan, « Marvejols, Carpentras, Valence, Grenoble, Cham- « béry, Marseille...) ».

Il est bien évident, et notre enquête nous le prouve, que dans tous les pays ci-dessus cités par M. Eyquem, la chute du régime dotal a été verticale.

Cependant, la constatation éclatante de ce déclin est encore plus frappante si l'on compare nos réponses ci-dessus transcrites, non seulement, à celles qu'avaient faites à M. Eyquem ces mêmes régions de droit écrit, mais bien à celles qui lui avaient été fai-

(10) *Le Régime dotal, son histoire, son évolution et ses transformations au XIX^e siècle, sous l'influence de la Jurisprudence et du Notariat*. Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences Morales et Politiques (Paris, 1903).

(11) EYQUEM : *op. cit.*, page 390, n° 581.

tes par les régions de la France coutumière, et qui, nous dit Eyquem : « forment un concert unanime et « univoque qui fait toujours entendre le même son, « unisson formidable contre le régime dotal ».

Or, c'est précisément cet unisson que le rapprochement de nos réponses et de celles faites à M. Eyquem, nous montre entièrement réalisé, quarante années après, *dans les pays de droit écrit*.

Choisissons à dessein cinq pays indiqués dans la citation de M. Eyquem ci-dessus reproduite, comme étant parmi les plus représentatifs du régime dotal et nous obtiendrons ainsi les résultats comparatifs suivants :

I. — Département du Gard

En 1903, ce département (région du Vigan)⁽¹²⁾ répondait :

« Depuis la promulgation du Code civil, on adopte, « en général, le régime dotal..... toutes les classes « adoptent de préférence ce régime dotal ».

Or, en 1941, la statistique accuse une proportion de 5 % de régimes dotaux, et un notaire de la région nous écrit⁽¹³⁾ :

« Depuis vingt ans que je suis notaire, je n'ai fait « qu'un seul régime réellement dotal... »

Mais alors, combien cette constatation est proche de celle que faisait, en 1903, un notaire de Lille⁽¹⁴⁾ : « Pendant un espace de vingt ans, un notaire de Lille « fait à peine un ou deux contrats de mariage sous « le régime dotal ».

(12) EYQUEM : *op. cit.*, Annexe n° 84.

(13) Voir *supra* Réponse 18.

(14) EYQUEM : *op. cit.*, Annexe n° 21.

II. — *Département des Bouches-du-Rhône*

En 1903, la réponse ci-après y était faite à M. Eyquem⁽¹⁵⁾ :

« Sauf quelques rares exceptions, le régime généralement adopté est le régime dotal », cependant qu'un notaire de Touraine était alors obligé de déclarer⁽¹⁶⁾ : « Le régime dotal ne s'est certainement pas développé en Touraine, j'oserai même dire qu'il tend à disparaître ».

En 1941, c'est bien au sud de la Loire que les arènes d'Arles ou les thermes aixois peuvent se faire l'écho de ces paroles de notaires provençaux⁽¹⁷⁾ : « Le régime dotal est de plus en plus abandonné... le régime dotal tend à disparaître définitivement ».

III. — *Département de l'Isère*

En 1903, un notaire de Grenoble pouvait écrire⁽¹⁸⁾ : « Le Dauphiné..... a accueilli avec faveur le régime dotal..... on peut dire sans exagération que sur cent contrats de mariage, soixante quinze contiennent adoption du régime dotal ».

Par contre, les praticiens coutumiers constataient alors, ainsi que le déclarait ce notaire de Chartres à M. Eyquem⁽¹⁹⁾ : « Le régime dotal ne s'est pas développé, depuis 1804, en Eure-et-Loire. Il y est presque inconnu ».

Or, en 1941, c'est dans ce même département de l'Isère que 1 % seulement des contrats s'avère dotal

(15) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 103.

(16) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 14.

(17) Voir *supra* : Réponses Aix et Arles.

(18) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 100.

(19) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 31.

et qu'un notaire nous dit, en parlant de ce régime⁽²⁰⁾ : « Le régime dotal est ici mort irrévocablement ».

IV. — Département du Vaucluse

Le régime dotal ? « Depuis la promulgation du Code, il n'a subi aucune modification et il fait la règle ordinaire des contrats de mariage », déclarait-on dans le Vaucluse en 1903⁽²¹⁾.

Cependant qu'à Auxerre, par exemple, ce notaire bourguignon déclarait⁽²²⁾ : « Le régime dotal est très rarement admis dans notre région ».

Quarante ans après, c'est dans ce même pays de Pétrarque, qu'il se trouve un praticien pour nous dire, en parlant du régime dotal⁽²³⁾ : « Aujourd'hui, il est rarement admis et peu conseillé ».

V. — Département de l'Aveyron

« Le régime dotal est, et à toujours été dans le département de l'Aveyron... le régime le plus fréquemment adopté.... j'estime que pour le moment les 7/10^e au moins des contrats de mariage contiennent adoption de la dotalité ». Ainsi s'exprimait, au début de ce siècle, un notaire aveyronnais⁽²⁴⁾.

« Le régime dotal est tout à fait exceptionnel dans notre contrée », répondait à cette même époque la pratique coutumière en la personne d'un notaire de Nevers⁽²⁵⁾.

(20) Voir *supra* : Réponse 23.

(21) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 86.

(22) EYQUEM : *op. cit.* Annexe n° 34.

(23) Voir *supra* : Réponse 43.

(24) EYQUEM : *op. cit.* Annexe 80.

(25) EYQUEM : *op. cit.* Annexe 11.

Quarante années après, au contraire, c'est peut-être le détenteur actuel des minutes de notre premier correspondant aveyronnais qui doit conclure ainsi sa réponse à notre enquête : « Donc, en résumé, il ne peut « y avoir de doute, le régime dotal a presque entièrement disparu de notre région ⁽²⁶⁾ pour laquelle, ajoute-t-il, un maximum de 1 % de contrats dotaux ne « saurait être dépassé ».

Ces rapprochements dans le temps et dans l'espace ne sont-ils pas bien symptomatiques du déplacement vers le sud de la zone d'impopularité du régime dotal.

Les réponses hostiles à ce régime, faites par des notaires coutumiers, et celles provenant des anciens pays de droit écrit, deviennent interchangeables !

Quelle meilleure preuve de la disparition de toute sympathie pour cette forme de contrat de mariage, qu'une telle faillite, là où il régnait jadis en maître absolu.

(26) Voir *supra* : Réponse 12.



DEUXIEME PARTIE

Explication du Déclin

« Aux enseignements tirés de l'observation directe des faits, il leur faut ajouter
« les grandes leçons de politique juridique
« que donnent les droits anciens et les droits
« étrangers contemporains. »

(M. MORIN. *La Loi et le Contrat.*)

La première partie de notre travail ayant fait l'objet de cette observation directe, il convient maintenant de tenter d'expliquer les résultats ainsi observés.

Cette explication fera l'objet de notre deuxième partie dont les trois chapitres seront respectivement consacrés à :

- 1^o l'examen historique du régime dotal ;
- 2^o sa situation en droit comparé ;
- 3^o son absence d'intérêt actuel.

Nos développements ainsi ordonnés nous conduiront alors à une conclusion de rejet de ce régime matrimonial désuet dont le nom seul a survécu, et à l'adoption de solutions franchement modernes en rapport avec les nécessités présentes de la vie.

CHAPITRE PREMIER

Historique du Régime dotal

Ainsi que nous l'avons déjà précisé, il ne s'agit pas de traiter dans ce chapitre de l'histoire du régime dotal en général. Une telle étude est, d'une part, hors de proportion avec le cadre du présent travail et, d'autre part, elle ne répondrait pas au but précis que nous nous sommes fixé.

Cette partie historique ne va donc pas constituer une fin en elle-même, mais un moyen par lequel nous rechercherons s'il est possible d'expliquer le déclin du régime dotal et de mettre en lumière certaines causes de ce déclin.

Il s'agit uniquement pour nous, en effet, d'essayer d'expliquer l'état de chose suivant : le régime dotal qui possède un passé remontant aux origines du droit n'est évidemment pas le fruit d'une pure spéculation. Sa naissance, sa vie et son évolution ne peuvent s'expliquer que par la nécessité où l'on s'est trouvé un jour de résoudre certaines situations, certains problèmes juridiques afférents au régime des biens entre époux.

Le rappel succinct des facteurs déterminants de l'évolution historique du régime dotal à travers le

droit romain et l'ancien droit français ayant fait l'objet d'une première section, les développements de la seconde seront consacrés à l'étude des différentes formes qu'a revêtues le régime dotal de 1802 à nos jours. Cette étude étant essentiellement basée sur le résultat de nos recherches personnelles dans les minutes d'un notaire marseillais.

SECTION I

Aperçu sur les causes du régime dotal en droit romain et dans l'ancien droit français

A. — Le régime dotal en droit romain

C'est dans le désir de populariser la pratique nouvelle du mariage romain *sine manus*, en permettant à la femme mariée de mettre à la disposition de son mari une partie de son patrimoine que nous trouvons les causes de l'apparition de la dot à Rome. Sous cette première forme, le caractère exclusivement égoïste de l'institution est indéniable.

L'abaissement du niveau de la moralité publique à l'époque classique et la multiplication des divorces en résultant entraîne un perfectionnement notable du régime dotal dans l'intérêt personnel de la femme cette fois. En effet, celle-ci perdant son mari perdait aussi sa dot et avec elle ses moyens d'existence, ainsi que la majorité des chances qu'elle avait de se remarier, car une femme sans dot était, dans l'ancienne Rome, vouée au mépris général. Il devenait donc indispensable, puisque le divorce apparaissait comme normal, qu'on puisse en user sans qu'il en résultât des conséquences pécuniaires catastrophiques pour l'épouse. Il fallait que celle-ci puisse se séparer de

son mari si tel était son bon plaisir, mais il fallait aussi lui assurer la conservation de sa dot, afin qu'un second mariage lui soit possible.

Cette situation entraînant une diminution effrayante de la natalité devint ainsi tragique à un point tel, que la nécessité de protéger la dot et de sauvegarder la race est envisagée comme une exigence d'ordre public par les contemporains. Le jurisconsulte Paul, par exemple, écrira alors la phrase demeurée célèbre : « *Reipublicae interest dotes mulierum salvas esse propter quas nubere possint* ».

Auguste remédie à cet état de choses par un ensemble de mesures aboutissant à la promulgation de la fameuse loi « *Julia de fundo dotali* ». Mais il importe de souligner ici combien le souci de voir restituer la dot reste toujours uniquement lié dans l'esprit du législateur, à la situation fâcheuse de la femme acculée au divorce par l'adultère, soit du mari, soit d'elle-même.

Le mari ne devait pas pouvoir chasser la femme et garder la dot. La femme devait pouvoir conserver la dot et laisser le mari. Aucun esprit n'était alors effleuré par l'idée de considérer la dot comme un patrimoine affecté à la prospérité du ménage, de la famille et des enfants. La meilleure preuve en est d'ailleurs que l'action sanctionnant la loi Julia n'appartenait qu'à la femme seule. Cet état d'esprit essentiellement individualiste, et tendant uniquement à rendre possible sans trop de dommage pour la femme, la rupture du lien conjugal persistera durant plusieurs siècles.

Enfin, au bas-Empire, l'influence du christianisme, « mainteneur » de la famille et partant adversaire

acharné du divorce, et la rudesse accrue du milieu social d'alors, dans lequel la femme livrée à elle-même et à ses seules initiatives avait plus à perdre qu'à gagner, poussent Justinien à apporter des modifications essentielles au régime dotal.

Cette refonte va être faite en fonction de tendances diamétralement opposées à celles qui ont présidé, ainsi que nous l'avons vu, à l'élaboration des institutions dotales antérieures.

La morale chrétienne condamne le divorce et protège la famille. Le régime des biens entre époux devra donc, sans se soucier aucunement du sort des époux divorcés, tendre uniquement à assurer pécuniairement le développement de la famille, la prospérité du ménage, la protection des enfants et de la femme contre elle-même. En effet, la femme qui, volontairement, par faiblesse ou par incapacité mettra sa dot en péril portera préjudice non seulement à ses intérêts personnels, mais aussi et surtout ce qui devient alors beaucoup plus important, aux intérêts actuels et futurs de la famille.

Profondément pénétré du sentiment de satisfaire à ces nouveaux besoins, Justinien a adapté le régime dotal à ces fins nouvelles.

Telle fut donc, brièvement esquissée l'évolution du régime dotal romain dont Saffroy a pu dire⁽¹⁾ « qu'elle « ne fut que la conséquence de l'évolution parallèle « de la condition de la femme », de la famille et de l'état des mœurs, pouvons-nous ajouter.

C'est sous ce dernier aspect que le régime dotal romain est passé dans notre ancien droit français où nous allons maintenant le retrouver.

(1) SAFFROY : *op. cit.*, p. 11.

**B. — Le régime dotal dans l'ancien droit français
et son intégration dans le Code civil**

La cause première de l'existence du régime dotal dans notre ancien droit réside évidemment dans le fait, que la Gaule a été, durant six siècles, une véritable province romaine, régie par le droit romain. Ainsi, cette présence du régime dotal paraît fondée non sur la satisfaction d'un besoin, mais plutôt sur l'imposition qu'en a faite le pays vainqueur au pays vaincu. Cependant, l'examen des causes principales de l'évolution du régime dotal dans l'ancien droit français montre que telle n'est pas l'unique raison d'être de ce régime dans notre ancien droit.

Notons tout d'abord que le régime dotal dans l'ancienne France est basé sur l'idée constatée en dernier lieu à Rome, savoir : créer et conserver un patrimoine qui devra subvenir aux besoins de la famille. M. Eyquem, citant un glossaire de droit français, écrit à ce sujet : « La dot était définie *quod marito datur ad onera matrimonii sustinenda* ».

Ainsi donc, seules des raisons de haute moralité étaient, à notre époque, à la base du régime.

Ceci posé, il n'est pas dans nos intentions de nous livrer à un historique détaillé du régime dotal dans notre ancien droit, mais simplement de faire ressortir l'aspect particulier de son évolution bien différente dans son essence de celle étudiée en droit romain. A Rome, on l'a vu, en effet, celle-ci s'expliquait toujours dans ses moindres détails, par le rôle primordial et d'ordre public qui était reconnu au régime dotal. Dans notre ancien droit, au contraire, les deux formes principales qu'a revêtues ce régime et que peuvent

caractériser chronologiquement, l'une la dotalité avant la Renaissance, l'autre la dotalité des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, font ressortir le rôle de second plan concédé à ce régime.

Avant la Renaissance, l'inaliénabilité des immeubles dotaux, si sévèrement prescrite par le droit de Justinien, présente donc beaucoup moins d'intérêt à une époque où le soin de maintenir l'unité économique de la famille portait les pères à doter leur fille beaucoup plus en argent qu'en immeubles. Les immeubles devaient rester aux héritiers mâles.

Dans les cas cependant où par exception des immeubles étaient constitués en dot, M. de Bonbecorse de Lubières fait remarquer que cette inaliénabilité n'était pas respectée; il suffit, dit-il, d'ouvrir quelques registres de notaires pour y trouver des aliénations de biens dotaux opérées de concert par le mari et la femme, et il cite les exemples suivants tirés, l'un de l'inventaire des chartes de la maison des Baux, et l'autre du protocole d'un notaire de Velaux⁽²⁾. « En 1445, Alix des Baux, femme de Jacopies de Panis, citoyen de Marseille, donne à viager, avec l'agrément de son mari, tous ses biens dotaux qu'elle possède en Avignon et à Tarascon.

« En 1527, le 17 juin, Marguerite Jourdan vend à Etienne Palanque, officier du Palais-Royal à Aix, une sienne vigne; et son mari en tant que seigneur des biens dotaux de sa femme ratifie la vente le 15 novembre suivant dans la maison de la veuve d'un secrétaire du parlement de Provence et en pré-

(2) DE BONBECORSE DE LUBIÈRES : *La condition des gens mariés en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles*, page 63 (Thèse Aix, 1929).

« sence de Jean Casal de Bellegarde, vice-viguier de « la ville d'Aix ». Enfin, M. de Bonnacorse mentionne à la date du 17 septembre 1369 la vente d'un bien dotal.

Ainsi, durant toute la première période de notre ancien droit, il n'est pas exagéré de dire que le régime dotal ne subsiste qu'en tant que partie de cet ensemble de règles juridiques imposées par les vainqueurs de jadis, mais dont l'économie exacte commence à s'estomper dans les esprits d'alors. A cette époque, le régime dotal sera *accommodé* afin de ne pas contre-carrer ou gêner les mœurs en vigueur. A Rome, on faisait de ce régime l'instrument de l'évolution dirigée des mœurs. Dans notre pays, il n'existe qu'en se pliant à leurs exigences.

Avec la Renaissance au contraire, nous assistons à un retour vers l'austérité et les rigueurs des règles romaines. L'inaliénabilité est rétablie.

Mais c'est la cause du sens de cette évolution qu'il importe de souligner ici. Cette inaliénabilité est-elle devenue subitement indispensable à la consolidation des patrimoines ? A-t-on brusquement, comme en droit romain, ressenti la nécessité de demander à un régime dotal classique et pur, de remédier à un désordre social ou économique ? Pas du tout, il semble surtout qu'il faille voir dans ce domaine aussi, l'une des conséquences de l'apparition de données nouvelles qui sont l'aboutissement du mouvement de réforme qui caractérise la Renaissance littéraire, religieuse ou juridique.

Le droit romain revient alors en vedette, les glossateurs étudient le Code et les Institutes. Le véritable visage du régime dotal, dans sa phase la plus

perfectionnée, c'est-à-dire celle du droit de Justilien, réapparaît.

Dès lors, il y a lieu de se conformer le plus fidèlement possible aux règles essentielles, maintenant connues, de ce droit romain définitivement adopté semble-t-il. C'est donc, croyons-nous, ce souci de loyauté historique, beaucoup plus qu'une nécessité pratique, qui a amené ce retour aux règles du droit romain et causé ce renouveau du régime dotal.

La meilleure preuve qu'il ne faut pas voir dans cet état de chose la satisfaction d'une impérieuse et urgente réforme réclamée par l'opinion, est qu'ainsi que le note M. de Bonnacorse⁽³⁾, la Provence, berceau du droit écrit, est loin d'admettre sans contestation cette inaliénabilité et il faut arriver, nous dit-il, en plein XVIII^e siècle pour lire dans le dictionnaire de droit et de pratique de Ferrières : « Aujourd'hui, en pays de droit écrit, la femme ne peut pas consentir que sa dot soit aliénée ou hypothéquée en aucune manière ».

Cependant, en 1804, le régime dotal était imposé par les représentants des pays de droit écrit aux juristes coutumiers.

On a l'habitude de voir dans cette présence du régime dotal dans le Code civil une preuve de l'affection profonde que cette institution inspirait aux habitants des régions méridionales de la France où elle était seule alors en vigueur.

Pourquoi, envisageant le problème sous un angle légèrement différent, ne pas voir dans cette attitude prodotaliste des pays de droit écrit, non sim-

(3) *Op. cit.*, p. 66.

plement une manifestation de leur attachement et de leur affection pour le régime dotal, mais aussi, et peut-être surtout, une prise de position défensive, et la réaction d'un amour-propre blessé, de la part des juristes de ces régions où le régime dotal était pratiquement le seul régime appliqué et dont l'exclusion du Code civil aurait entraîné du même coup l'absence de toute représentation dans ce Code du droit matrimonial des pays de droit écrit.

L'hypothèse ci-dessus ayant été ainsi émise, nous admettrons cependant que le régime dotal peut aussi avoir été défendu pour ses mérites personnels et son utilité pratique à cette époque. Soulignons, en effet, que le régime préconisé par ses avocats des régions de droit écrit, est le régime dotal pur et classique.

Il s'agit du régime dotal de Justinien avec sa solide armature défensive de la dot et comportant notamment l'inaliénabilité absolue de la dot immobilière dont Duveyrier faisant son rapport au Tribunal a pu dire qu'elle était le « caractère distinctif du régime dotal ».

Ajoutons à cela que la consistance des fortunes essentiellement immobilière au début du XIX^e siècle, la stabilité de la valeur de la monnaie et les déplacements relativement rares des individus, se prêtent tout particulièrement à un système de protection d'une partie du patrimoine familial basé sur son indisponibilité. De plus, ce regain du régime dotal n'est sans doute pas étranger à la réaction de l'Empire contre les tendances individualistes et libérales de la période révolutionnaire. Auguste et plus tard Justinien, avons-nous dit, avaient déjà réagi de la même manière et dans le même sens, contre l'indi-

vidualisme dégénéré des époux et le relâchement des mœurs de la fin de la République.

Cette indisponibilité patrimoniale est donc bien dans la ligne des tendances politiques de l'époque dont l'institution des majorats par Napoléon, est une autre illustration.

Ainsi le désir sincère d'appliquer un régime dotal véritable dont la valeur protectrice sera fonction de la rigueur, une atmosphère économique et politique propre à l'expansion de ce système et enfin peut-être une réaction de l'amour-propre blessé des pays de droit écrit, sont donc les causes essentielles de la présence du régime dotal dans le Code civil.

Cette évolution historique ainsi rappelée, voyons maintenant quels sont, de 1802 à nos jours, les aspects successifs du contrat dotal tels que l'examen des minutes d'un notaire marseillais les a fait défiler devant nos yeux.

SECTION II

L'évolution du régime dotal de 1802 à nos jours d'après les minutes d'une importante Etude marseillaise

Cette enquête historique a été conduite, ainsi qu'il va être indiqué, sur une période s'étendant de 1802 à 1941.

Il ne fallait évidemment pas songer à examiner dans le détail la totalité des contrats de mariage reçus au cours des postulations successives des titulaires de l'étude en question durant ces cent trente-neuf années. Aussi avons-nous procédé par sondages effectués suivant les deux modes ci-après :

— d'une part, nous avons étudié avec précision un certain nombre de contrats reçus au cours des années 1802, 1803, 1814, 1815, 1816, 1837, 1850, 1851, 1895, 1910, 1922, 1935, et 1940⁽⁴⁾ ; cet examen, qui a porté sur quatre-vingt-cinq contrats, nous a permis de fixer d'une manière assez précise l'évolution de la formule durant cette période. Nous nous efforcerons de retracer aussi fidèlement que possible cette évolution, par l'analyse et la reproduction partielle de quelques-unes de ces formules choisies comme en étant les plus représentatives ;

— d'autre part, nous avons établi la proportion exacte des contrats dotaux durant l'année 1814, puis durant les périodes quinquennales comprises entre les années 1837 et 1842, 1850 et 1854, 1897 et 1901, 1910 et 1914, 1922 et 1926, 1935 et 1940. Trois cent quatre-vingt-deux contrats ont été ainsi au total relevés et les proportions de contrats dotaux ont été établies période par période.

Ces résultats ont enfin été traduits dans la courbe et dans le tableau dont la reproduction et le commentaire vont faire l'objet du paragraphe premier ci-après, un deuxième paragraphe étant consacré à l'évolution du régime dotal de 1802 à 1940.

(4) A noter que durant ces années ainsi précisées, la totalité des contrats reçus par l'étude a été examinée afin d'avoir une idée moyenne, aussi exacte que possible, de la situation du régime dotal.

§ 1^{er}. — Traduction statistique
et commentaire de nos observations

CENT VINGT-CINQ ANNÉES DE RÉGIME DOTAL
DANS UNE GRANDE ÉTUDE MARSEILLAISE

TABLEAU I

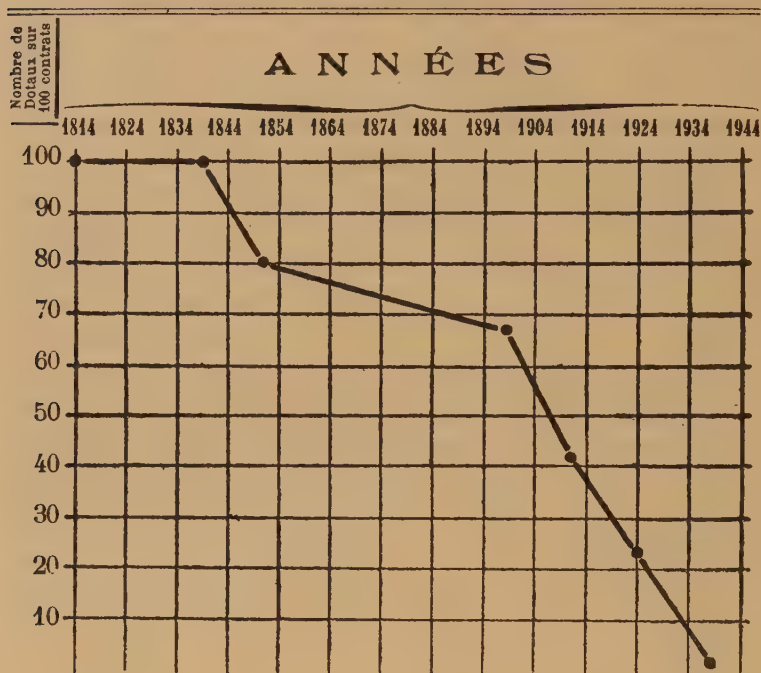
ANNÉES	NOMBRE DE CONTRATS	DOTAUX	NON DOTAUX	POURCENTAGE DE DOTAUX
1814	7	7	0	100 %
1837 à 1842	51	51	0	100 %
1850 à 1854	47	38	9	80 %
1897 à 1901	52	35	17	67 %
1910 à 1914	67	28	39	41 %
1922 à 1926	70	17	53	24 %
1936 à 1940	95	2	93	2,1 %

Le tableau ci-dessus et la courbe ci-après reflètent fidèlement les résultats obtenus au cours de nos recherches.

Leur examen nous permet de distinguer quatre phases principales dans l'évolution du régime dotal.

1^o Durant tout le premier tiers du XIX^e siècle, ce régime continue à monopoliser les suffrages des époux qui, sans exception, n'envisagent pas un régime conventionnel autre que le régime dotal;

TABLEAU II



2^e Mais cette exclusivité est fortement entamée dans les années qui précèdent le milieu du XIX^e siècle. C'est ainsi que 20 % environ des contrats de mariage délaissent le régime dotal ;

3^e La rapidité du déclin paraît ensuite s'atténuer un peu ; cependant, la deuxième moitié du siècle voit décroître encore la popularité de l'institution qui ne groupe plus, en 1900, que 65 % environ des suffrages des intéressés ;

4^e Enfin, l'avènement du XX^e siècle multiplie à peu près par 4 la rapidité de la chute ; en effet, alors qu'il avait fallu cinquante ans pour passer de

80 à 65 %, il en faut quarante seulement pour voir tomber ce pourcentage à 5 %.

Nous ne pouvons mieux terminer ces quelques remarques qu'en soulignant combien l'évolution du régime dotal paraît intimement liée à celle des divers facteurs économiques et sociaux. Comment ne pas rapprocher, en effet, l'évolution du régime dotal qui, après s'être maintenu durant quatorze siècles avec plus ou moins d'éclat suivant les circonstances tombe brusquement en quelques dizaines d'années, de l'évolution économique qui a marqué le XIX^e siècle.

Les grandes lignes de cette évolution ayant été ainsi présentées, voyons maintenant dans un deuxième paragraphe quelles en sont les incidences matérielles sur la formule même du contrat de mariage dotal.

§ 2. — L'évolution de la formule dotale de 1802 à 1940

a) AVANT LE CODE CIVIL.

Années 1802 à 1804

Ainsi que nous venons de l'indiquer, notre étude a débuté par l'examen de contrats reçus en l'année 1802. A la veille du Code civil, les principales caractéristiques du contrat dotal — et à cette époque, qui dit contrat de mariage dit régime dotal — paraissent être, d'une part, une constitution de dot essentiellement mobilière, d'autre part, une déclaration du mari garantissant la restitution de la dot par une hypothèque sur ses biens, soit générale, soit spéciale. Voici, par exemple, comment se présentait alors la formule :

« L'an dix de la République Française, une et in-

« divisible, et le huit vendémiaire, après la cinquième
 « heure décimale..... (mariage entre le citoyen Bo-
 « nafoux, propriétaire, et M^{lle} Blain, fille d'un mar-
 « chand toilier)..... Pour contribuer aux charges du
 « ménage, la dite Blain, future épouse, s'est consti-
 « tuée en dot de son chef et pour elle au dit Bona-
 « foux, futur époux acceptant, pour eux et les leurs,
 « la somme de 21.000 francs....., au moyen de quoi
 « le dit Bonafoux, futur époux, a présentement re-
 « connu et assuré à la dite Blain, future épouse, les
 « susdits 3.000 francs⁽⁵⁾ comme pour lors du recou-
 « vrement des dits 18.000 francs, il les lui reconnaît, et
 « assure sur tous ses biens présents avec promesse
 « de les lui rendre et restituer le tout le cas de res-
 « titution arrivant⁽⁶⁾..... » (ensuite, mention d'une
 donation par la mère à la fille, toujours uniquement
 mobilière, puis donation mutuelle entre les époux).

Enfin, le contrat se termine par la clause suivante:

« Pour l'observation des présentes, les parties obli-
 « gent tous leurs biens présents à tous tribunaux
 « de justice et acte ».

L'examen de cette formule nous montre bien qu'au-
 cun doute ne peut subsister quant au but du régime
 choisi: « Pour contribuer aux charges du ménage... »
 est-il précisé dès le début de la rédaction.

Un autre contrat du 15 vendémiaire an X, conte-
 nant aussi une constitution de dot uniquement mo-

(5) Il était mentionné plus haut que le futur époux avait déjà touché 3.000 francs.

(6) Nous sommes sans doute ici en présence de la clause dite « de reconnaissance », laquelle permettait, suivant les cas, au futur mari, d'éviter l'obligation d'emploi et de disposer du prix de l'immeuble dotal vendu. C'était une véritable hypothèque entre époux, mais il apparut par la suite qu'elle faisait double emploi avec l'hypothèque légale.

bilière, prévoit une hypothèque spéciale d'un immeuble du mari en garantie de la restitution de la dot, dans les termes ci-après : « Et pour l'observation des
« présentes, les parties obligent leurs biens présents,
« le dit Chaix (futur époux) spécialement hypothèque
« que la partie de maison qu'il possède en cette commune, rue de la Figuière, faisant coin à la rue Martégale et une autre portion indivise située à la dite
« rue des Escaliers isce à tous tribunaux de justice
« et acte ».

Ainsi donc, l'hypothèque légale de la femme mariée, rétablie par la loi de Brumaire an VII, ne paraît pas être estimée par les parties comme une garantie suffisante. Il est vrai que la loi de l'an VII exigeait l'inscription de l'hypothèque de la femme mariée et elle n'avait d'effet qu'à la date de son inscription. Il était donc aussi simple de prendre hypothèque conventionnelle spécialement sur tels biens du mari.

A la date du 18 vendémiaire an X, nous trouvons une constitution de dot immobilière. Nous reproduisons ci-après les extraits de ce contrat qui font ressortir la présentation originale de la clause. On notera, en effet, que l'idée de dot *mobilière* prédomine à un tel point dans l'esprit des parties que même lorsque la dot comprend des immeubles, comme c'est ici le cas, on indique qu'il est constitué en dot une somme de x francs représentée par tel immeuble. Aujourd'hui, au contraire, l'usage voudrait que l'on constituât en dot tel immeuble, lequel serait estimé à une valeur de x francs. Voici cette formule :

«Il fut convenu au traité du dit mariage que
« la dite demoiselle Roux, future épouse, apporterait
« en dot au dit citoyen Roux, futur époux acceptant...

« la somme de 76.800 francs, procédant, savoir.....
 « (donation du père et de la mère)..... et laquelle
 « somme le dit époux reconnaît avoir reçu, savoir :
 « en premier lieu....., en second lieu et encore du
 « chef du dit citoyen Roux, père de la future épou-
 « se, la somme de 20.000 francs, *en la valeur* d'une
 « maison située en cette ville de Marseille à la rue
 « de la Fraternité, ci-devant Thubaneau, sous le nu-
 « méro 23..... (origine de propriété de la maison)...
 « Il est compris dans la valeur de la dite maison
 « 15.000 francs pour le prix des meubles qui s'y trou-
 « vent et qui consistent en..... (détail).... en troisiè-
 « me lieu, une autre maison..... ».

La pratique de conférer au mari l'administration de la dot était alors aussi usitée ; témoin cette clause relevée à l'article 4 d'un contrat reçu le 17 Pluviose an X, prévoyant une constitution générale de dot : « La demoiselle Marie-Gabrielle Crozet, future
 « épouse, toujours avec l'assentiment du dit citoyen
 « son père, se constitue en dot tous ses autres plus
 « grands biens et droit généralement quelconques,
 « présents et à venir pour le recouvrement desquels
 « elle établit et constitue le citoyen Jean-Joseph
 « Cailhol, futur époux, son procureur général et ir-
 « révocable, avec faculté de les administrer ainsi
 « qu'un époux a le droit de le faire des biens do-
 « taux ».

Ensuite, un article 5 vient prévoir la clause de garantie expresse, déjà signalée, donnée par le mari :
 « Le citoyen Jean-Joseph Cailhol, futur époux, re-
 « connaît et assure sur tous ses biens et droits quel-
 « conques au profit de la demoiselle Crozet, sa future
 « épouse, non seulement les 18.000 francs..... déjà

« reçus.... mais encore tout ce qu'il recevra par la « suite ». Cette dernière phrase montre bien qu'il ne s'agit pas là d'une innovation, mais du simple rappel d'une pratique habituellement admise.

Le 19 Pluviôse de ce même an X, nous notons un contrat, bien caractéristique de son époque. En effet, il résulte de sa rédaction même, dont nous extrayons le passage ci-après, que le contrat a été *postérieur* au mariage⁽⁷⁾ :

«Lesquels Durand et Sans ont déclaré avoir « été conjoints en mariage par devant la mairie du « centre de cette ville, le jour d'hier. La dite Sans « s'est constituée en dot.... ».

Mentionnons aussi la rareté, à l'inverse des contrats dotaux récents qui la comprennent presque toujours, d'une clause de paraphernalité expresse pour tous les biens de l'épouse qui ne sont pas constitués en dot.

Le 14 frimaire de l'an XI, nous rencontrons cette clause ainsi conçue : « La dite Bompard, future « épouse, restera et demeurera libre dans tous les « autres biens, meubles et immeubles qu'elle possède « actuellement, ainsi que de tous ceux qui pourront « lui advenir dans la suite à quel titre et de quelle « manière que ce soit, la présente constitution de dot « étant restreinte et particularisée aux objets ci-des- « sus constitués ».

Il est assez curieux de constater que tant que l'article 1541 du Code civil n'existait pas, il ne paraissait pas habituel de préciser dans le contrat que tout ce qui n'était pas dotal était paraphernal. Par con-

(7) Nous avons trouvé la même particularité dans un autre contrat du 20 ventôse, An XI.

tre, lorsque la survenance de cet article 1541 paraît rendre inutile la précision sur ceux de ces biens restant paraphernaux, nous voyons alors dans presque tous les contrats l'indication que tous les biens qui n'ont pas été compris dans la constitution de dot seront paraphernaux.

Les principaux enseignements résultant de cet examen antérieur au Code civil peuvent donc se résumer dans les constatations ci-après :

1^o Pratique exclusive adoptée sans aucune exception dans tous les contrats reçus au cours des trois années citées (1802 à 1804);

2^o fréquence de la dot mobilière. En effet, sur quinze contrats examinés, douze ne prévoient qu'une dot purement mobilière, deux, par une constitution de dot de biens à venir, réservent la possibilité de voir des biens immeubles devenir dotaux, un seul désigne spécialement des immeubles comme dotaux (et encore l'avons-nous souligné, ne voit-on dans cet immeuble que la représentation d'une dot constituée en espèces).

b) APRÈS LE CODE CIVIL.

Années 1814, 1815 et 1816

Depuis dix ans déjà, le Code civil met à la disposition des candidats au mariage, les différents types de contrats que nous connaissons et notamment le régime dotal; cependant, l'une des remarques les plus originales qu'il nous soit donné de faire après l'examen de tous les contrats reçus pendant les années 1814, 1815 et 1816 est, après avoir constaté que le régime dotal recueille toujours la totalité des suffrages des époux, que pas une des formules utilisées

ne mentionne expressément les mots de « Code civil », ni ne place expressément les dispositions qu'elle édicte sous les articles du dit code afférents au régime dotal. On sent nettement que l'on est toujours dans une période de transition et que le législateur de 1804 n'a fait que codifier des pratiques déjà existantes, que l'on continue d'appliquer sans éprouver le besoin d'en faire ressortir la nouvelle enveloppe. Le but du régime dotal par contre est toujours clairement indiqué : « pour contribuer aux charges du ménage....! », trouvons-nous dans un contrat du 26 janvier 1814. Dans ce même contrat, se rencontre aussi la clause expresse de paraphernalité de tous les biens non dotaux : « Il a été convenu que la dite « dame, future épouse, sera et demeurera libre de « tous ses autres biens présents et à venir pour elle, « les posséder, en jouir, les administrer et en disposer comme biens à elles paraphernaux et extra dotaux ».

Enfin, la clause de garantie est toujours présente : « Pour l'observation des présentes, les parties obligent leurs biens et droits présents et à venir à toutes cours et tribunaux de justice ».

Au total, vingt-quatre contrats tous dotaux ont été examinés pendant cette période triennale. Sur ces 24 contrats : 23 sont rédigés suivant la formule simple et courte que nous avons déjà rencontrée en 1804, et ne comportent qu'une dot purement mobilière, un seul stipule une constitution générale de dot.

Mais pour la première fois à la date du 26 septembre 1815, nous sommes en présence d'un contrat dotal d'apparence très moderne avec constitution de

dot immobilière, possibilité d'aliéner ces biens immobiliers à charge de emploi et cantonnement de l'hypothèque légale de la femme sur une partie des biens du mari.

Ainsi donc, dix ans seulement après la promulgation du Code, le fardeau de l'inaliénabilité dotale paraît déjà insupportable à certains.

Notons cependant que les clauses d'aliénation de la dot immobilière sont encore rares, mais rares sont aussi, nous l'avons vu, les dots immobilières elles-mêmes, et, ici nous ne pouvons nous empêcher de remarquer combien cette constatation va à l'encontre de la raison souvent donnée comme explication de la défaveur actuelle du régime dotal.

Le déclin du régime dotal est souvent expliqué par l'accroissement de la fortune mobilière moins protégée que les immeubles par le régime dotal. Par la suite toutefois, les constitutions de dots immobilières plus fréquentes, vont redonner sa valeur à l'argument précédent. Mais alors les stipulations d'aliénation immobilière à charge de emploi deviendront aussi plus fréquentes.

Nos observations nous ont, en effet, permis de constater que sur une période de trois années, le seul contrat rencontré assorti d'une constitution de dot immobilière prévoyait aussi la faculté d'aliéner.

Combien paraît ainsi fragile et peu respectée l'armature protectrice du régime dotal instituée par le Code !

Enfin, une dernière remarque, qui nous est inspirée par tous les contrats étudiés jusqu'ici, aussi bien avant qu'après le Code civil, porte sur la condition généralement modeste des futurs époux : celui-ci est

ouvrier cordonnier (26 janvier 1814), celui-ci marin (27 octobre 1814), celui-là boulanger (30 janvier 1815). Ceci n'est-il pas aussi en contradiction avec les idées généralement admises par la suite, tendant à affirmer que le régime dotal n'est fait que pour protéger les grosses fortunes ? Mais là aussi, la dotalité appliquée à des masses immobilières de plus en plus importantes, viendra encore tout modifier. A notre époque, au contraire, la majorité des dots, nous l'avons vu, constituées en espèces, correspondaient bien à la condition de leurs propriétaires.

Années 1850 et 1851

La formule utilisée au milieu du XIX^e siècle est assez semblable à celle de la période précédente ; nous y retrouvons la même tendance aux constitutions de dots surtout mobilières. Le point original nous paraît être l'acclimatation des conséquences de l'hypothèque légale, dont l'existence n'est plus passée aussi totalement sous silence que jadis. Cependant, on n'ose pas encore placer purement et simplement la protection de la dot sous la garantie légale, sans aucune mention à ce sujet dans le contrat, et cet état de transition s'exprime par une clause semblable à la suivante, laquelle pour être trop prudente en devient irrationnelle.

« Le futur époux reconnaît et assure la dite dot à son épouse par l'hypothèque *légale* de tous ses biens présents et à venir s'obligeant à la rendre et à la restituer quand et à qui au cas de droit ». (Article 4 d'un contrat du 8 février 1850 entre une fermière et un marchand de comestibles).

Il est bien évident que l'hypothèque étant « léga-

le », il est maintenant superflu d'insérer cette clause au contrat. Un progrès est cependant à constater sur la formule de 1814, où l'on ne songe, nous l'avons vu, qu'à l'hypothèque conventionnelle sur les biens du mari alors que l'hypothèque légale existe pourtant.

Notons enfin pour cette époque, comme remarque d'ordre général, que le régime dotal n'est plus le seul régime utilisé ; notre tableau, reproduit plus haut, fait ressortir cet état de choses en mentionnant pour les années 1850 à 1854, sur un total de 47 contrats, 38 dotaux, soit 80 % et 9 non dotaux, soit 20 %.

Le mouvement anti-dotaliste paraît donc déclenché, et à ce sujet, il ne semble pas exagéré de parler d'une véritable hostilité de la part de ceux qui repoussent alors le régime dotal. L'exemple que nous allons citer reflète particulièrement ce nouvel état d'esprit, lequel souligne bien les deux courants opposés ainsi caractérisés : d'une part, le régime dotal régnant jusqu'alors en maître, considéré presque comme le régime de droit commun par la majorité des intéressés, malgré l'article 1393 du Code civil conférant expressément ce rôle à la communauté de biens ; d'autre part, la volonté de certains se dressant contre cet état de choses pour exclure formellement ce régime dotal dont ils ne veulent plus. Le contrat ci-après n'est-il pas représentatif de cette évolution :

« L'an mil huit cent cinquante et le trente avril.

« Par devant Mes X et Y, notaires à Marseille,
« soussignés...../

Article Premier

« Les futurs époux déclarent vouloir être soumis
« et se soumettent au régime de la communauté de

« biens, telle qu'elle est établie par le Code civil
« excluant le régime dotal. »

Article 2

« Chacun des futurs époux sera tenu du paiement
« des dettes qu'il peut avoir contractées avant le ma-
« riage, sans que l'autre puisse en être tenu. »

Article 3

« Le futur époux fait donation à titre de survie à
« la future épouse acceptant, d'une somme de 4.000
« francs à prendre par elle et prélevé sur les deniers
« les plus clairs ou les facultés les plus liquides de la
« succession du futur époux. »

« Cela fait les accords des parties » (le mari est
contremaître dans une huilerie, la femme, sans pro-
fession).

Combien est significative cette prise de position,
on ne peut plus nette, posée par les époux dans
l'article premier de leur contrat déclarant « se sou-
« mettre au régime de la communauté de biens telle
« qu'elle est établie par le Code civil, *excluant le ré-
« gime dotal* ».

Année 1875

Les contrats que nous avons examinés à cette épo-
que ne présentent aucun trait particulièrement ori-
ginal. Toutefois, l'éclectisme dans le choix des ré-
gimes s'accroît parallèlement à une régression de
la dotalité.

Nous continuons à noter la situation sociale rela-
tivement modeste des partisans du régime dotal. Dans
un contrat du 5 janvier 1875, le mari est employé
de commerce, la femme sans profession, la dot est
purement mobilière et son aliénation est prévue sans

obligation d'emploi. Un autre contrat du 30 juillet 1875 est établi entre un marin et une personne sans profession, la dot y étant mobilière et pouvant être aussi aliénée. Le 23 septembre 1875, nous notons une communauté réduite aux acquêts et le 27 décembre suivant une séparation de biens. La possibilité de renoncer à l'hypothèque légale n'est toujours pas prévue.

Année 1895

Dix contrats de mariage ont été reçus par notre notaire en cette année, six seulement sont dotaux ; aucun d'entre eux ne prévoit la possibilité de renoncer à l'hypothèque légale de la femme, un seul comprend une dot immobilière, mais est assorti d'une clause permettant la vente à charge de remploi très largement prévu, les tiers n'étant tenus que de l'existence du remploi et la remise des fonds à l'agent de change ou au notaire valant libération pour ces tiers.

De même, la stipulation de paraphernalité générale des biens de l'épouse devient plus fréquente, deux contrats, sur les six relevés, la prévoient.

Ces diverses particularités ne sont pas pour renforcer la valeur protectrice du régime, dont la popularité décroît sans cesse. L'ancienne prédominance du régime dotal laisse cependant des traces même dans les cas où il est abandonné. Nous remarquons, par exemple, dans de nombreux contrats adoptant la communauté réduite aux acquêts et notamment dans un contrat du 19 mars 1895, la persistance de l'utilisation du mot « dot » pour désigner les biens de l'épouse dans un régime qui n'a plus rien de dotal.

Presque toujours, en effet, à cette époque, les contrats de communauté réduite aux acquêts prévoient que : « la future épouse apporte en mariage et se constitue *« en dot..... »* L'expression évidemment impropre, est d'ailleurs, dès 1910, remplacée par la formule plus adéquate : « la future épouse apporte en mariage et se constitue à *titre de bien propre et personnel* ⁽⁸⁾ ».

Année 1910

Avec le siècle nouveau, le régime dotal acquiert la physionomie qu'il conservera jusqu'à nos jours.

A la fin du XIX^e siècle, nos résultats statistiques nous l'ont montré plus haut, le régime dotal, malgré son déclin, prédomine toujours avec ses 67 % pour 23 % de contrats divers.

Les années ayant précédé la guerre de 1914 voient basculer brutalement les plateaux de la balance : sur 100 contrats, 41 seulement sont dotaux, et 59 représentent d'autres régimes.

Le contrat dotal devient rare, mais présente un aspect nouveau. Les immeubles prennent le pas sur les meubles dans la composition de la dot et c'est ainsi qu'en 1910 sur 10 contrats reçus par notre étude, 4 adoptent le régime dotal. Sur ces quatre, deux prévoient la paraphernalité générale des biens de l'épouse, et aux termes des deux autres, la future épouse se constitue une dot en partie mobilière et en partie immobilière. Ces mêmes contrats sont naturellement assortis de larges clauses d'aliénation à charge de remploi.

On constate que la grande majorité des contrats dotaux, trois sur quatre dans notre cas, prévoit, à

(8) Contrat du 13 juin 1910.

cette époque, la possibilité pour l'épouse de renoncer à son hypothèque légale ou de subroger un tiers dans son bénéfice. Ce n'est plus que dans les campagnes, ainsi que nous le disait le notaire détenteur des minutes ayant fait l'objet de notre examen, qu'on admet encore le procédé de la purge au lieu de l'insertion dans le contrat d'une clause spéciale de renonciation ou de subrogation.

Mentionnons enfin la nouvelle terminologie citée plus haut : « la future épouse apporte en mariage et « se constitue à titre de bien propre et personnel », et utilisée maintenant dans tous les contrats non dotaux, lesquels sont justement débarrassés ainsi de tout souvenir d'un système révolu et qui était devenu totalement impropre⁽⁹⁾.

Années 1922 - 1940

Notre notaire a reçu 13 contrats en 1922, dont 2 dotaux, et 93 pour les années 1936 à 1940, sur lesquels 2 seulement aussi adoptent le régime dotal. L'examen de ces quatre contrats révèlent des formules très complètes et précises présentant les divers caractères du contrat dotal moderne tel qu'il a été analysé par nous dans la première partie de ce travail à laquelle il convient donc de se référer.

Notons simplement corrélativement à l'accroissement du nombre des dots immobilières l'élévation du niveau social et de la fortune des époux. C'est ainsi que les quatre derniers contrats mentionnés correspondent aux situations suivantes : un courtier, un administrateur de sociétés, et deux commerçants aisés épousant tous des personnes sans profession.

(9) Voir plus haut la disparition du mot « Dot » du contrat communauté réduit aux acquêts.

CONCLUSION

Cet examen historique nous a ainsi permis de mettre suffisamment en lumière et d'expliquer suivant les époques les diverses causes du régime dotal dans les siècles passés. Ces causes, très dissemblables, avons-nous vu, se retrouvent-elles actuellement ? Le point de vue historique auquel nous sommes uniquement placé dans notre étude, ne nous a pas permis, eu égard à la clarté de l'exposé, de ramener systématiquement nos observations à la situation présente et d'établir la comparaison. Faisons donc maintenant ce rapprochement et voyons ce que deviennent de nos jours les causes qui justifiaient jadis l'existence du régime dotal.

A. — *Rappelons succinctement les causes du régime dotal romain :*

1^o Obvier aux inconvénients du régime *sine manus*.

Il est à peine besoin de noter que cette cause ne saurait être retenue actuellement ; en effet, on donne alors le nom de dot à une masse de biens de la femme, dont le rôle essentiel est d'être mise à la disposition du mari. Or, nous savons que les principes essentiels du régime dotal moderne sont, au contraire, basés sur l'idée exactement opposée.

Par contre la « communauté » moderne répondra exactement à ce but.

2^o Obvier aux fâcheux inconvénients pécuniaires du divorce.

Cette dernière cause de perfectionnement du régime dotal romain, établie sur des bases dont l'immoralité est incontestable, ne peut servir non plus à justifier de nos jours le régime dotal.

3^o Protéger le patrimoine familial.

A l'inverse du précédent, cet argument est inspiré par une préoccupation éminemment louable. Son intérêt, semble-t-il de plus, est aussi actuel de nos jours, qu'il l'était à l'époque romaine. Faut-il donc admettre sans réserve, la nécessité du régime dotal en droit français moderne, sous le prétexte que la cause ayant motivé sa vogue et son développement sous le régime de Justinien existe encore actuellement et paraît même, nous pouvons sans crainte l'affirmer, rester intimement liée à toute civilisation quelle qu'elle soit ?

Une réponse négative à la question paraît peu soutenable à première vue ; cependant il est un lieu commun de constater, que les mêmes causes ne produisent pas toujours fatalement les mêmes effets. La présente discussion ne serait-elle pas une illustration de cette assertion ? Nous croyons bien que oui.

Remarquons en effet que si les causes profondes du régime dotal sont sur ce point, de nos jours identiques à ce qu'elles étaient à Rome autrefois, les circonstances politiques et sociales et surtout économiques se trouvent du tout au tout modifiées.

Comment utiliser les mêmes systèmes vis à vis des patrimoines de consistance si différente, que constituent par exemple les fonds de terre du citoyen romain attaché au sol de Rome, ne se déplaçant que très peu, et ce paquet de telle valeur industrielle ou de telle rente sur l'Etat, dont la réalisation immédiate peut, afin d'en sauvegarder la valeur, devenir subitement indispensable à la suite d'une assemblée générale ou d'un changement de ministère !.

D'autre part, le retrait de tout crédit à un individu est-il enfin compatible avec le développement actuel des relations commerciales et industrielles ?.

Ainsi donc, ce n'est pas sur cette troisième raison d'être du régime dotal romain que nous pouvons élaborer une défense du régime dotal moderne « Nous « ne pouvons plus aujourd'hui ainsi que l'écrit Mon- « sieur Morin ⁽¹⁰⁾, demander au droit romain la so- « lution de ces grands problèmes sociaux qui lui « furent totalement étrangers et qui se posent dans « notre civilisation industrielle. Le régime économi- « que de la grande production ne peut être soumis « à la discipline juridique romaine. »

B. — *L'ancien droit français ne nous fournira pas de meilleurs arguments :*

Ce n'est évidemment pas la raison historique de l'imposition du droit romain par le pays vainqueur qui pourra nous inciter à l'heure actuelle à adopter le régime dotal.

Le fait que la dotalité repoussée par les régions du nord de la France est restée tout de même florissante dans le midi nous portera simplement à penser que, dès l'apparition de disciplines et d'horizons juridiques nouveaux dans une partie du territoire, les ressortissants des régions ainsi touchées se sont empressées d'abandonner un régime qu'ils ne tenaient pour nullement indispensable. Par contre, les pays du midi, conservent le régime dotal, faute d'en connaître un autre.

Quant au renouveau qu'a connu le régime dotal à

(10) MORIN : *La Loi et le Contrat*, page 164.

l'époque de la Renaissance et à son perfectionnement par un retour à l'orthodoxie romaine du système, elle est la seule conséquence de l'œuvre essentiellement savante et historique des glossateurs. La pratique, elle, ne veut pas de cette inaliénabilité paralysante. Et notre époque essentiellement réaliste ne saurait baser une institution aussi pratique que le contrat de mariage sur l'unique souci de faire fidèlement revivre une coutume surannée, par amour de la vérité historique.

C. — *Beaucoup plus près de nous, pourtant chargé semble-t-il, de rénover le droit français, le Code civil conserve le régime dotal.*

Il est à peine besoin de rappeler ici que cette intégration du régime dotal dans le code était alors loin d'être unanimement désirée et qu'elle a dû être obtenue de haute lutte par les juristes des pays de droit écrit.

Enfin le régime dotal constitue aussi, avons nous dit, une réaction de l'Empire contre l'individualisme révolutionnaire.

Cette raison d'opportunité politique ne saurait être non plus, retenue de nos jours.

La seule cause vraiment importante du succès relatif du régime dotal au 19^{me} siècle, est la prédominance des fortunes immobilières et la rareté des valeurs mobilières. Ceci est si vrai que, les statistiques nous le montrant, l'augmentation du nombre des valeurs de bourse accentue corrélativement la décadence de la dot, à partir de la deuxième moitié du siècle dernier.

Ainsi donc, ainsi qu'il était logique de le prévoir,

historiquement, le régime dotal s'explique comme le moyen de satisfaire des nécessités pratiques alors impérieuses. Mais la mise en lumière, l'énumération et la description de ces mêmes nécessités en font aussitôt ressortir l'archaïsme et l'absence totale d'intérêt actuel. Il en résulte donc que l'examen historique du régime dotal justifie aussi clairement sa naissance et son évolution au cours des époques passées qu'il explique sa chute actuelle et laisse prévoir sa totale disparition prochaine.



CHAPITRE II

Le Régime dotal en Droit comparé

La recherche des causes du déclin du régime dotal dans le temps ayant été ainsi effectuée dans le chapitre qui précède, essayons maintenant de faire porter nos investigations dans l'espace. Quelle est la place faite au régime dotal parmi les divers systèmes de régimes matrimoniaux appliqués à travers le monde ?

Cette situation ainsi précisée, est-il possible d'en tirer des enseignements utiles à expliquer le sort de ce régime en France, et la position de l'étranger vis-à-vis de la dotalité se concilie-t-elle avec la tendance hostile dont nous avons démontré l'existence dans le droit français ?

A ces deux questions ainsi posées, nous nous efforcerons de répondre dans les paragraphes suivants.

Qu'il nous soit ici permis de souligner la manière évidemment assez superficielle dont va être traitée cette partie de notre travail consacrée au droit comparé. Cette étude aurait déjà été, dans une autre période, très délicate par sa nature. En temps normal cependant, les divers consulats et leur personnel auraient été, par exemple, de précieuses sources d'information. Malheureusement, la fermeture des uns et l'encombrement actuel de leur service pour les au-

tres, ne leur ont pas permis de nous être d'un grand secours dans nos recherches.

C'est donc surtout à des sources bibliographiques, que nous avons choisies aussi précises et aussi détaillées que possible, que nous avons eu recours. Nous devons noter tout particulièrement à ce sujet l'ouvrage très complet de M. Bourbousson, qui nous a fourni une précieuse documentation⁽¹⁾.

SECTION I

Le Régime dotal à travers le monde

L'examen des régimes matrimoniaux usités par les diverses législations étrangères, nous permettra dans cette première section d'y situer la place faite au régime dotal⁽²⁾.

Nous étudierons successivement les systèmes des pays européens, américains et asiatiques. Nous terminerons par un rapide aperçu du régime juridique des époux et de leurs biens en droit musulman.

§ A) Le Régime dotal en Europe⁽³⁾

1. — ALLEMAGNE.

Le Code civil allemand a été promulgué en 1896, le régime des biens y est organisé par les articles 1362 à 1563, livre 5, titre 6.

(1) E. BOURBOUSSON : *Du Mariage, des régimes matrimoniaux, des successions dans les cinq parties du monde*, p. 27. Paris 1934, Librairie Marchal et Billard.

(2) Cet examen ne saurait naturellement être un exposé d'ensemble des régimes matrimoniaux en droit comparé. Il sera uniquement envisagé sous l'angle où nous place notre sujet et les dispositions étrangères au régime dotal proprement dit ne seront citées que si l'intelligence de notre exposé en fait un corollaire indispensable.

(3) Nous envisagerons chronologiquement cette étude d'après l'organisation géographique de l'Europe telle qu'elle existait en 1938.

Un régime légal et trois régimes conventionnels sont prévus :

— a) Le régime légal est celui de la communauté d'administration : Verwaltungsgemeinschaft. Ce régime, qui tient à la fois du régime de séparation de biens et du régime sans communauté, ne comporte aucune disposition pouvant rappeler le régime dotal ; en effet, le patrimoine de la femme est bien divisé en biens d'apports (Eingebrachtes Gut) et biens réservés (Vorbehaltenes Gut), l'administration et la jouissance de ces derniers lui étant seule laissées.

Mais, même en ce qui concerne ses biens d'apports dont l'administration et la jouissance sont cependant laissées au mari : « d'une manière générale, le législateur allemand n'a accordé à la femme mariée aucune sûreté, pour ses biens d'apports... »

Et, en tout cas, aucune mesure légale n'empêche les époux de dilapider entièrement d'un commun accord le patrimoine de la femme.

A côté du régime légal de communauté d'administration, le Code civil allemand place la séparation de biens qui sera un corollaire de ce régime légal. Il est à peine besoin de préciser que de ce régime aussi, toute dotalité est exclue.

— b) Les régimes conventionnels⁽⁴⁾.

Il en existe trois en droit allemand :

— la communauté universelle,

Il est en effet peu aisé de connaître actuellement, en admettant qu'il ait déjà eu lieu, quel changement il a été apporté dans le statut des pays conquis par l'Allemagne.

D'ailleurs, quoiqu'il en soit, le régime dotal étant inexistant en droit allemand, une extension de la dotalité n'a pu résulter de modifications éventuelles dans la législation matrimoniale des pays conquis.

(4) E. BOURBOUSSON : *op. cit.*, page 26.

- la communauté d'acquêts,
- la communauté de meubles et d'acquêts.

Dans tous ces régimes, n'existe aucune indisponibilité relative aux biens.

Le régime dotal n'est donc pas prévu en droit allemand et l'on peut même dire qu'il y est interdit, puisque l'une des clauses essentielles de ce régime, l'inaliénabilité de la dot, se heurte à la prohibition formelle édictée par l'article 137 du Code civil allemand, de frapper d'inaliénabilité les biens de la femme.

Enfin, l'hypothèque légale de la femme mariée n'existe pas en droit allemand.

2. — AUTRICHE.

Les époux mariés sans contrat sont placés, en Autriche, sous le régime de la séparation de biens.

Le contrat de mariage peut prévoir trois sortes de statuts conventionnels :

- la communauté de biens en cas de décès,
- la communauté entre vivants,
- le régime dotal,

Mais il semble que ce régime dotal autrichien tire son origine et soit inspiré de l'ancien droit germanique beaucoup plus que de l'idée latine de la dot.

Il ne paraît pas, en effet, que le but de ce régime dotal soit de conserver pour l'avenir un patrimoine à la famille et aux enfants, préoccupation essentielle du régime dotal français, par exemple, mais bien plutôt d'organiser un échange de donations, d'apports, de cadeaux entre les époux, et de satisfaire ainsi à des désirs égoïstes immédiats.

C'est ainsi que dans le régime dotal autrichien

existe l'institution du « don nuptial » fait par le fiancé à sa future épouse, et du « Morgengabe » ou « don du matin ⁽⁵⁾ ».

Existe aussi la pratique de la « contre-dot » constituée par un tiers pour augmenter la dot.

Par contre, le régime dotal autrichien n'admet aucune restriction à la libre disposition de la dot qui peut être librement aliénée du consentement des deux époux ⁽⁶⁾.

Quant à l'hypothèque légale de la femme mariée, elle n'existe pas plus en droit autrichien qu'en droit allemand.

3. — BELGIQUE.

Napoléon avait imposé à la Belgique les règles de notre Code civil ; redevenu libre, ce pays l'a cependant à peu près intégralement adopté.

Le droit des régimes matrimoniaux y est donc bien semblable au nôtre.

Comme chez nous, en effet, la communauté est le régime légal des époux mariés sans contrat, mais il leur est aussi permis d'adopter un régime conventionnel qui sera, soit la communauté d'acquêts, soit la séparation de biens, soit enfin le régime dotal.

Ce dernier étant identique au régime dotal du Code civil français.

En ce qui concerne l'hypothèque légale de la femme mariée, remarquons que l'article 64 de la loi hypothécaire accorde à la femme une hypothèque légale qui sera publique, spéciale et déterminée.

(5) Voir BRISSAUD : *Histoire du Droit privé*, page 720.

(6) Code Civil Autrichien de 1912, articles 1227 et 1228.

Ce sera dans le contrat de mariage que seront désignés les immeubles affectés par le mari à cette sûreté.

On y précisera également l'objet de la garantie et le montant de la somme à concurrence de laquelle l'inscription sera prise.

Enfin, la femme ne pourra renoncer au profit de son mari aux inscriptions prises en vertu de son hypothèque légale.

4. — DANEMARK.

Le droit danois est régi, ainsi que celui de l'Islande et des Iles Féroë, par le Code Christian V, promulgué en 1863.

Il a été complété, en ce qui concerne le régime des biens entre époux, par la loi du 7 avril 1899.

Le régime légal est celui de la communauté ; le régime dotal n'est pas prévu. L'idée générale qui découle des prescriptions organisant le régime légal obéit à deux chefs :

1^o protection des biens communs et surtout de ceux de la femme ;

2^o liberté totale, donnée aux époux agissant d'un commun accord, que ne vient paralyser aucune tendance dotaliste de protection légale obligatoire de leur patrimoine respectif.

5. — ECOSSE.

La situation juridique de la femme mariée se rapproche, en Ecosse, du régime de la séparation de biens.

Le régime dotal n'est pas connu, et son esprit paraît même incompatible avec la loi du 23 décembre

1920, supprimant l'incapacité des femmes mariées en Ecosse. (Act to amend the Law regarding the property of married women in Scotland).

6. — ESPAGNE.

Le droit espagnol est basé, à la fois sur le Code civil promulgué par la loi du 24 juillet 1889, et l'application des diverses coutumes locales: les « Fueros ».

Celles-ci ont, en principe, le pas sur les dispositions du Code, dont l'article 12 indique, en effet: « les provinces et territoires où subsiste un droit local (fuero) le conserveraient dans toute son intégralité, sans que son régime juridique écrit ou coutumier souffre aucune altération par suite de la publication de ce Code qui ne sera applicable que comme loi supplémentaire, à défaut de dispositions dans les lois spéciales ».

Cependant, si la coutume prévaut ainsi sur le Code, plusieurs exceptions sont possibles au nombre desquelles figure notamment le régime des biens entre époux, pour lequel les règles du Code doivent être strictement appliquées à l'exclusion de toutes coutumes contraires.

Voyons ces règles.

L'article 1315 du Code civil institue, comme régime légal en Espagne, la société d'acquêts.

Un contrat de mariage peut être aussi choisi par les époux à condition qu'il ne contienne aucune clause contraire aux lois et aux bonnes mœurs, ni une soumission des biens des époux aux « Fueros » et coutumes locales.

Dans ce cas, les futurs époux ont le choix entre la séparation de biens et le régime dotal.

Mais le régime dotal espagnol n'est pas identique au nôtre. Les biens de la femme sont divisés en biens dotaux et paraphernaux.

Rien de très spécial en ce qui concerne les paraphernaux, la femme en conserve l'administration et la jouissance, elle ne peut les hypothéquer ou les aliéner sans une autorisation maritale ; de son côté, le mari ne peut rien faire vis-à-vis de ces biens, sans l'accord de sa femme.

La femme peut aussi, par acte authentique, délivrer à son mari les biens paraphernaux.

Celui-ci administrera alors les dits biens, fournira une hypothèque pour les garantir et devra les restituer suivant les règles fixées pour les biens dotaux « non estimés ».

Ce qualificatif nous amène à préciser les caractères spéciaux des biens dotaux en droit espagnol.

La dot peut revêtir deux formes :

— elle peut être évaluée et remise au mari dans le contrat de mariage. Dans ce cas, elle est dite « estimée » et le mari devra uniquement en restituer la valeur ; il profitera des accroissements pouvant subvenir et supportera seul une dévalorisation possible ;

— si, au contraire, la femme conserve la propriété de sa dot, et dans le silence du contrat sur ce point, c'est une présomption dans ce sens qui est appliquée, la dot est dite « non estimée ».

Le mari doit alors restituer en nature les biens dotaux, mais il n'y a pas, comme en droit français d'inaliénabilité dotale, car⁽⁷⁾ si la dot est estimée, le mari se trouve vis-à-vis d'elle dans la situation du

(7) Voir l'article 1361 du Code civil espagnol.

mari français vis-à-vis de la dot mobilière, il en dispose comme il lui plaît, sauf, nous venons de le voir, à en restituer la valeur à la dissolution du mariage ; si, au contraire, la dot n'est pas estimée, la femme peut l'hypothéquer ou l'aliéner avec l'autorisation de son mari.

Venons-en maintenant à la garantie donnée à la femme titulaire d'une dot estimée.

Le Code espagnol (art. 1351) fait bénéficier la femme mariée d'une hypothèque légale, mais à la différence de celle de la femme française, l'hypothèque légale accordée à la femme espagnole n'est pas occulte, elle doit être inscrite par la femme.

Ainsi, au danger existant chez nous, de l'insuffisance ou de l'inexistence des biens immobiliers du mari, suffisants pour garantir la dot de sa femme, vient s'ajouter en Espagne celui de voir la femme inexpérimentée, faible ou imprévoyante, se contenter de garanties insuffisantes ou même omettre purement et simplement de faire inscrire son hypothèque légale.

De plus, pour comble d'infortune, la séparation de biens ne pourra venir, à la requête de l'épouse dont la dot est mise en péril par son mari, lui assurer une protection efficace, car trois cas seulement rendent possibles en Espagne une séparation de biens judiciaire : la séparation de corps, l'absence ou l'interdiction de l'un des époux.

Autre différence avec les solutions françaises et italiennes : l'immeuble acquis de deniers dotaux ou donnés en paiement de la dot est dotal en droit espagnol⁽⁸⁾.

(8) Voir l'article 1337 du Code civil espagnol.

Comme en droit français, l'article 1379 du Code civil accorde à la veuve des aliments et son deuil, mais il lui refuse toute indemnité pour son habitation.

Enfin, l'article 1392 autorise l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal.

En résumé : régime dotal de nom, mais en fait bien piètre protection pour la femme, eu égard surtout à ce que ces mots pourraient laisser attendre d'après leurs conséquences dans le droit civil français.

7. — GRANDE-BRETAGNE.

Le droit des régimes matrimoniaux est fixé en Angleterre, depuis 1882, par le « Married Womens Property Act ».

Jusqu'à la promulgation de cette loi, la « Common Law » britannique, nous dit Brissaud, « semble organiser tout le régime des biens entre époux en fonction de l'incapacité de la femme mariée. Durant le « mariage, la femme n'est rien et n'a rien⁽⁹⁾ ».

Par contre, aux termes de cet Act du 10 août 1882 qui prend le contre-pied du droit précédent, le régime légal anglais devient la séparation de biens.

Toutefois, un contrat de mariage peut instaurer un régime conventionnel assorti de clauses diverses.

Il peut prévoir, par exemple, le service à la femme d'une rente foncière pendant le mariage ou après la mort du mari, ou encore l'attribution de certains biens aux enfants.

Cependant, bien que le droit matrimonial anglais en se présentant théoriquement dans ses grandes li-

(9) BRISSAUD : *Histoire du Droit privé*, page 750.

gnes, tel que nous venons de le décrire, paraisse nettement exclure toute dotalité, nous ne pouvons passer sous silence une clause très fréquente du contrat de mariage britannique, dont les effets pratiques sont d'une très grande portée.

Il s'agit de la disposition spéciale appelée : « Restrained on anticipation » ou prohibition anticipée, qui entraîne pour certains biens de la femme des conséquences assez semblables à la clause de dotalité quant à l'inaliénabilité en résultant.

Cette clause a fait l'objet d'une étude particulière de la part de M^{lle} Berthe Bernot⁽¹⁰⁾.

Cet auteur indique notamment :

« Il est fort curieux de constater que dans ce pays
« si épris de liberté et dont le droit est si étranger
« au droit romain, les biens des femmes mariées,
« soient depuis un siècle et demi, presque toujours
« l'objet d'une clause d'inaliénabilité comparable à la
« clause de dotalité et dite « Restrained on anticipa-
« tion, prohibition anticipée ».

« Introduite par la plupart des contrats de mariage et des actes contenant une libéralité adressée
« à une femme mariée, cette clause, comme la clause
« de dotalité, rend inaliénables et insaisissables les
« biens donnés ou légués et dans une certaine mesure leurs revenus.

« Mais un des traits originaux de cette institution
« est que le mari n'a pas l'administration de ces
« biens. En principe, celle-ci reste à la femme, mais

(10) *La Clause d'inaliénabilité ou « Restrained on anticipation » dans le régime des époux en Droit anglais*, par BERTHE BERNOT^e (Thèse Paris 1934).

« en pratique, elle est toujours confiée à un ou des *trustees*, garants de l'inaliénabilité ⁽¹¹⁾.

« Solution d'une élégance discutable que ce ménage à trois, a pu écrire Brissaud ⁽¹²⁾, mais solution « éminemment pratique et satisfaisante, en ce qu'elle « implique l'intervention d'un personnage expérimenté et désintéressé qui met la femme à l'abri de l'influence souvent néfaste de son mari ».

Après avoir remarqué que la fréquence de cette clause dans les contrats de mariage anglais place pratiquement un grand nombre de femmes mariées sous une sorte de régime dotal, l'auteur souligne cependant les différences existant entre la clause de « *Restraint on anticipation* » et la stipulation de dotalité en droit français, et indique notamment, ainsi qu'il suit, trois différences essentielles.

— *Première différence : raison profonde du but poursuivi.*

« La dot de la femme française doit assurer non « seulement la femme, mais la famille entière contre « le besoin ; les revenus qu'elle produit ne sont dotaux que dans la mesure où ils remplissent ce but.

« Le *separate estate* de la femme anglaise est « destiné surtout à elle-même ; il doit pouvoir, grâce au *Restraint on anticipation*, lui assurer le luxe « et le rang social auxquels elle a été habituée dans « sa famille et, au besoin, le nécessaire, mais durant « le mariage, c'est le mari seul qui doit, dans l'esprit de l'institution anglaise, laquelle n'est qu'un reflet des mœurs, subvenir aux besoins de la famille ».

(11) Administration des biens d'autrui selon les règles propres à l'institution du « *Trust* » très répandue en Angleterre.

(12) BRISSAUD, *op. cit.*, page 753.

— *Deuxième différence d'ordre général.*

« Bien qu'il ait évolué sous l'influence de la pratique, le régime dotal issu du droit romain en a gardé le caractère dogmatique et abstrait.

« Le Restraint ou anticipation, au contraire, né de la jurisprudence des Cours d'équité et façonné peu à peu par celles-ci, est empirique, concret, divers, parfois même incohérent, mais merveilleusement vivant et souple. Il porte l'empreinte à la fois des personnalités diverses, des juges qui l'ont peu à peu élaboré, et celle des mœurs auxquelles il a dû être progressivement adopté. »

— *Troisième différence.*

« La dot de la femme dotale est entre les mains du mari qui en a la jouissance.

« Les biens de la femme soumise au Restraint ou anticipation sont toujours en fait constitués en trusts et remis à des trustees qui les administrent et en versent les revenus à la femme, sa vie durant.

« La femme dotale a une hypothèque légale à laquelle il ne lui est pas permis de renoncer.

« La femme soumise au Restraint ou anticipation n'a contre son trustee qu'une action personnelle en restitution de ses biens. »

Ainsi, « le régime dotal anglais », si régime dotal il y a là, est loin d'être à l'image du nôtre, et la différence citée ci-dessus, quant à l'idée maîtresse de l'institution anglaise, dénote, ici aussi, cette origine germanique, si différente de la tendance latine, que nous avons déjà mise plus haut en relief en nous occupant du droit autrichien ⁽¹³⁾.

(13) Voir *supra* Autriche.

Notons enfin l'absence de l'hypothèque légale de la femme mariée, en droit anglais.

8. — GRECE.

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut pour l'Espagne, le droit grec est basé sur une dualité de sources : d'une part, les législations locales, d'autre part, la législation de droit commun et d'ordre général reflétant fidèlement le droit romain.

En ce qui concerne le régime des biens entre époux, par exemple, c'est le droit romain qui est appliqué en Grèce.

Le régime légal existant à défaut de contrat, est un régime de séparation de biens dit de paraphernalité.

Cependant, le régime dotal peut être stipulé à titre conventionnel ; dans ce cas, ce sont les règles romaines qui sont suivies. Toutefois, si la dot est, en principe, inaliénable, contrairement au droit romain, les époux pourront, d'un commun accord et autorisés par le tribunal, aliéner l'immeuble dotal en cas de nécessité ou de profit évident.

Dans les Iles Ioniennes, le régime de droit commun est le régime dotal, avec présomption de dotalité pour tous les biens apportés par la femme, à défaut de stipulation contraire.

Une autre tendance à rejeter le fardeau de l'inaliénabilité apparaît dans la possibilité pour la femme dotale d'obtenir en justice : « l'assurance de sa dot ». C'est là une sorte de séparation de biens qui permet à la femme de disposer de sa dot mobilière avec autorisation de justice.

Notons enfin l'obligation légale pour le père de constituer à sa fille une dot proportionnelle à sa

fortune personnelle et l'existence d'une hypothèque légale de la femme mariée.

Cette hypothèque organisée par la loi des 11 et 23 août 1936, est spéciale et doit être inscrite par la femme.

Donc, la protection en résultant ne paraît pas très efficace, puisque fonction de la plus ou moins grande vigilance de la femme.

9. — HONGRIE.

C'est un droit particulièrement ancien qui régit en Hongrie les régimes matrimoniaux. En effet, aucune loi ne les réglemente, ils sont simplement déterminés par un droit coutumier variant avec les régions et les religions des époux.

Ce droit coutumier hongrois prévoit quatre sortes de régimes matrimoniaux :

1. — la séparations de biens ;
2. — le régime sans communauté ;
3. — la communauté réduite aux acquêts ;
4. — le régime dotal.

Dans ce dernier régime, la femme conserve la propriété de sa dot, mais la jouissance passe au mari. Celui-ci a d'ailleurs, dans certains cas, un droit de disposition sur les biens dotaux.

Il n'existe pas d'hypothèque légale de la femme mariée et c'est dans le contrat que la femme doit se constituer des sûretés réelles contre son mari, en vue de la protection de sa dot.

10. — ITALIE.

Le Code civil italien est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1868 ; il consacre aux régimes matrimoniaux les articles 1378 à 1446.

Le régime légal sous lequel sont placés les époux à défaut de contrat de mariage est la paraphernalité, c'est-à-dire un régime de séparation de biens ; car le Code civil italien ne précise pas ce régime légal. Il se contente de prévoir deux régimes conventionnels, régime dotal et communauté réduite aux acquêts et d'interdire toutes autres sortes de communauté⁽¹⁴⁾.

Cependant, les biens non stipulés dotaux dans un contrat de mariage étant automatiquement paraphernaux⁽¹⁵⁾, des époux mariés sans contrat voient tout leur patrimoine légalement placé sous le signe de la paraphernalité.

La séparation de biens conventionnelle n'existe pas et seuls des époux déjà mariés peuvent être, par voie judiciaire, séparés de biens.

Le régime dotal.

Il est organisé par les articles 1388 à 1432 du Code civil.

Comme dans notre Code civil, les biens sont divisés en dotaux et paraphernaux, le mari a seul l'administration des biens dotaux pendant le mariage, et il peut aliéner les meubles dotaux, les meubles acquis de deniers dotaux et ceux donnés en paiement de la dot constituée en argent ne sont pas dotaux si le contrat de mariage ne contient pas de condition d'emploi (art. 1403 du Code civil).

L'inaliénabilité dotale existe (article 1405 du Code civil).

L'immeuble dotal non déclaré inaliénable par le contrat est aussi imprescriptible (art. 2120 du Code

(14) Article 1425 du Code civil italien.

(15) Article 1558 du Code civil français.

civil). Il est, d'autre part, possible d'insérer dans le contrat des clauses d'aliénabilité (article 1404 du Code civil) et l'adjonction d'une société d'acquêts est autorisée.

Mais si, comme en droit français, le consentement des époux ne suffit pas pour l'aliénation de la dot, et s'il faut en plus l'autorisation du tribunal (sauf pour la dot mobilière dont le mari a l'administration), cette autorisation est toujours accordée en cas de nécessité par le tribunal italien qui jouit à cet égard d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire⁽¹⁶⁾.

Il y a donc là une différence notable avec notre système dans lequel, les époux qui ne se trouvent pas dans les cas spéciaux limitativement prévus par le Code, sont absolument paralysés.

L'inaliénabilité dotale se trouve ainsi singulièrement assouplie en droit italien.

Quant à l'hypothèque légale de la femme mariée, l'article 1969 du Code Civil italien la prévoit sur les biens du mari pour la protection de la dot et des biens dotaux. Son assiette sur les biens du mari sera générale, sauf à la restreindre à certains biens dans une clause particulière du contrat de mariage.

Rappelons, enfin, que semblable à l'article 1379 ci-dessus cité, du Code civil espagnol, le Code italien accorde à la veuve des aliments et son deuil, mais lui refuse toute indemnité pour son habitation.

Ainsi, il résulte bien des développements qui précèdent que le régime dotal en vigueur dans la patrie d'Auguste et de Justinien est beaucoup moins strict et sévère, beaucoup plus souple et pratique que celui du droit français.

(16) Article 1405 du Code civil italien.

Nous verrons plus loin dans la deuxième section de ce chapitre que le projet de nouveau Code civil italien accentue encore cette tendance à l'atténuation du rigorisme dotal, quelles qu'en puissent être les atteintes ainsi portées à la valeur protectionniste du système.

11. — NORVEGE.

Le régime dotal n'existe pas en Norvège.

Aucune tendance ne se manifeste non plus dans ce pays pour une protection des époux malgré eux.

La plus grande liberté paraît exister, et c'est ainsi par exemple que la femme mariée sans contrat peut administrer les biens communs et en disposer sans l'autorisation de son mari, sauf en ce qui concerne toutefois, les meubles meublants communs, et l'immeuble servant de domicile aux époux.

12. — PAYS-BAS.

Le régime de droit commun est, en Hollande : la communauté.

Le régime dotal se trouve tacitement exclu de la législation néerlandaise.

A ce sujet, M. Defrenois écrit d'ailleurs⁽¹⁷⁾ :

« Le Code civil ne fait aucune allusion au régime dotal, et il ne nous paraît pas possible qu'il puisse être stipulé par les conventions des époux dans leur contrat de mariage, car l'inaliénabilité qui en est la base est contraire au principe d'ordre public néerlandais ».

D'un commun accord, les époux peuvent dans tous

(17) DEFRENOIS : *Traité de liquidation et partage*. Partie de droit comparé.

les régimes disposer librement de leur patrimoine sans aucune restriction.

13. — POLOGNE.

Le régime dotal n'est pas prévu par le Code civil polonais. Cependant, le contrat de mariage peut contenir une clause d'inaliénabilité des immeubles de la femme, cette clause étant écartée s'il s'agit de disposer des dits biens, pour l'établissement des enfants communs.

Elle devra, de plus, pour être opposable aux tiers, être inscrite sur les registres hypothécaires.

L'hypothèque légale de la femme mariée existe dans les régions non soumises au droit allemand, dans lesquelles elle a été instituée par une loi de 1818 ; mais cette hypothèque doit être inscrite ; la femme détermine elle-même le montant de la créance garantie, sauf au mari à protester judiciairement si le chiffre lui paraît excessif.

Enfin, l'article 205 du Code de 1825 institue au profit de la femme mariée un privilège spécial garantissant les mêmes créances que celles protégées par l'hypothèque légale et qui permet à la femme d'être payée avant les autres créanciers personnels du mari.

14. — PORTUGAL.

Le régime dotal existe dans le droit civil portugais, avec la particularité suivante : l'article 1440 du Code civil portugais oblige le mari à faire emploi de la dot constituée en argent, dans les trois mois de la célébration du mariage.

L'inaliénabilité dotale est maintenue par l'article 1149 du Code civil, et de plus, l'article 1152 déclare

imprescriptible l'immeuble dotal non déclaré aliénable par le contrat de mariage.

Par contre, l'insaisissabilité n'est pas prévue dans le Code civil.

Toutefois, l'article 1149 du Code civil portugais admet l'aliénation de la dot immobilière avec autorisation de justice, pour l'établissement d'un enfant commun.

Cet article 1149 peut être rapproché de l'article 1558, du Code civil français.

Quant à la dot mobilière, comme en droit français, le mari en a la libre disposition.

Notons enfin, que l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal est prévue par les articles 1125, 1137 et 1153 du Code civil portugais.

15. — ROUMANIE.

Le Code civil roumain a été promulgué en 1865.

Le droit matrimonial roumain présente, par rapport au droit français, une certaine originalité.

En effet, la communauté légale n'a jamais existé en droit roumain et le régime légal est celui de la séparation de biens.

Un régime conventionnel est possible, soit communauté, soit société d'acquêts adjointe au régime dotal, ce dernier étant le plus courant en Roumanie où il était d'ailleurs jadis le seul régime admis et usité.

Le régime dotal roumain⁽¹⁸⁾

Comme en droit français, à défaut de stipulation expresse, la paraphernalité est la règle, et la dotalité l'exception.

(18) Voir les Articles 1283 à 1282 du Code civil roumain.

Le mari a l'administration et la jouissance de la dot.

La propriété de la dot mobilière reste à la femme qui peut l'aliéner avec autorisation du mari ou de justice (article 1249).

Les articles 1248 et 1878 du Code roumain édictent l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité de la dot immobilière et l'article 1250 reproduit les dispositions des articles 1556 et suivant du droit français permettant l'aliénation dans des cas spéciaux.

Malgré la séparation de biens, et tant que dure le mariage, le fonds dotal est inaliénable.

Une ancienne institution roumaine dénommée « Antipicon », encore en usage, permet l'échange de l'immeuble dotal contre un autre immeuble dont la valeur n'est pas inférieure aux $\frac{4}{5}$ de celle de l'immeuble primitif.

L'hypothèque légale de la femme mariée existe en droit roumain, mais doit être inscrite.

Les immeubles du mari grevés d'inscription seront désignés dans le contrat, mais l'épouse pourra toujours pendant le mariage obtenir l'autorisation de prendre une inscription sur les immeubles du mari.

Précisons enfin que la femme ne peut renoncer à son hypothèque légale sous peine de nullité.

16. — U. R. S. S.

L'examen de la place du régime dotal en droit soviétique revêt un aspect tout particulier.

En effet, toute question relative au patrimoine immobilier des époux se trouve écartée par le fait que la terre et les immeubles appartiennent en totalité à la collectivité souveraine.

Ceci posé, le Code de 1927 institue entre les époux une sorte de communauté de biens.

Des dispositions contractuelles peuvent être aussi arrêtées à condition qu'elles ne portent pas atteinte à l'entière liberté des époux sur leur patrimoine respectif.

17. — SUEDE.

Les régimes matrimoniaux sont réglementés en Suède, par le Code civil de 1734, modifié sur ce point par les lois du 1^{er} juillet 1898, et du 11 juin 1920.

Aucune trace de régime dotal en droit suédois d'où toute atteinte à la libre disposition des biens matrimoniaux est exclue.

18. — SUISSE.

Le Code civil suisse a été promulgué le 1^{er} janvier 1912.

Mais il est intéressant pour nous de donner un aperçu des législations antérieures.

Nous disons bien « des législations », car avant cette date du 1^{er} janvier 1912, chaque canton suisse avait sa législation spéciale.

Or, sur vingt-deux cantons, deux seulement, le canton de Tessin et le canton de Vaud prévoyaient le régime dotal.

CANTON DE TESSIN.

Un seul régime est prévu, le régime dotal ; en conséquence, à défaut de stipulation expresse, la paraphernalité étant la règle et la dotalité l'exception, les époux qui ne faisaient pas de contrat se trouvaient placés sous le régime de la paraphernalité.

Les biens dotaux étaient inaliénables ; toutefois, le

tribunal pouvait en autoriser l'aliénation pour fournir des aliments à la famille, pour faire des réparations indispensables à la conservation du fonds dotal ou en vue d'un emploi déterminé, s'il y a utilité évidente.

Cette dernière disposition nous montre donc un régime dotal assoupli, semblable à celui en usage en Italie.

Le mari était tenu de fournir caution pour garantir les biens dotaux, et si la caution n'était pas constituée, tous les biens du mari étaient grevés de l'hypothèque légale de la femme.

CANTON DE VAUD.

Les articles 1057 et suivants du Code civil de cette région imposaient le régime dotal comme régime de droit commun à défaut de contrat de mariage.

Mais, la loi du 5 décembre 1899 portait un rude coup à ce régime dotal, puisqu'elle décidait que les immeubles appartenant à la femme ne pouvait être aliénés que par celle-ci avec l'autorisation de son mari.

Pratiquement donc, l'inaliénabilité dotale n'existait pas dans le canton de Vaud.

La femme était garantie contre son mari, soit par une hypothèque sur les immeubles de celui-ci, soit, si le mari n'avait pas d'immeubles, par une « reconnaissance » de sa part.

Tel était donc le double aspect du régime appliqué jusqu'en 1912 dans les deux régions nommées.

Il est indéniable que lors de l'élaboration de leur Code civil, les législateurs suisses se sont inspirés des lois et coutumes déjà en vigueur chez eux, afin de s'efforcer d'en retenir les plus satisfaisantes. Ils

avaient, de plus, l'exemple du Code civil français voisin qui permettait déjà depuis un peu plus d'un siècle de choisir le régime dotal comme régime conventionnel.

Cependant, délibérément, le régime dotal fut écarté du nouveau code, dont l'article 179 déclare : « Les « époux n'ont pas toute latitude pour établir leurs « conventions matrimoniales ; ils ne peuvent adopter « que l'un des régimes prévus au code ».

Or, le régime dotal n'est pas prévu.

Est-il inexact ou exagéré de déduire de cet état de choses, que ce régime n'a pas paru rendre tout le bien que l'on pouvait attendre de lui, ni répondre à tous les besoins qu'il devait satisfaire ? Nous ne le pensons pas.

En effet, l'article 178 du Code civil dispose que les époux, mariés sans contrat de mariage, sont censés avoir adopté le régime de l'union des biens sous lequel, chaque époux conserve la propriété de ses biens, le mari ayant l'administration et la jouissance de tous les biens, à l'exception des biens réservés de la femme.

On pourra évidemment remarquer que l'article 247 du Code civil suisse prévoit que « les époux peuvent « stipuler par contrat de mariage qu'une partie des « biens de la femme sera constituée en *dot* au profit « du mari, pour subvenir aux charges du ménage ».

« Les biens ainsi abandonnés au mari sont soumis, « sauf convention contraire, aux règles de l'union « des biens ».

Mais seul le mot de « dot » se trouve ainsi inscrit dans le Code et il serait totalement faux d'en dé-

duire l'existence en droit suisse d'un système matrimonial dotaliste.

Il ne faut pas oublier, en effet, la dernière partie de l'article soumettant cette dot au régime légal de l'union de biens ; or, l'article 199, afférent à l'union de biens, prohibe formellement l'inaliénabilité dotale.

Ajoutons enfin que l'absence en droit suisse de l'hypothèque légale de la femme mariée rendrait bien précaire la protection d'une dot.

On ne saurait donc ici parler de régime dotal dans un système dont sont exclues les bases essentielles de ce régime.

La masse de biens ainsi appelée dot au sens de l'article 247 du Code civil suisse, sera simplement un apport de la femme au mari pour aider à la marche du ménage, mais ne répondra nullement à l'idée, essentielle en matière de dotalité, d'une conservation d'un patrimoine important dans l'intérêt futur de la famille.

Notons, enfin, que le régime légal de l'union des biens, peut aussi être adopté par contrat de mariage, lequel contrat pourra aussi instaurer à titre conventionnel entre les époux, soit un régime de communauté, soit une séparation de biens.

20. — TURQUIE.

Le Code civil turc a été promulgué en 1926. Il est inspiré du Code suisse de 1907, dont il est presque une intégrale reproduction.

Comme en Suisse, le régime dotal est inexistant en droit turc bien qu'il y existe aussi la possibilité de stipuler dans le contrat de mariage qu'une partie

des biens de la femme seront constitués en dot par la femme au profit du mari.

Pas plus qu'en Suisse et pour les mêmes raisons, il y a lieu de voir dans cette disposition prévue par l'article 263 du Code civil turc une application du régime dotal.

Notons enfin l'inexistence dans le droit turc de l'hypothèque légale de la femme mariée.

21. — YOUGOSLAVIE.

Chaque province a son droit matrimonial qui lui est propre. On peut distinguer cependant deux régions essentielles :

- l'ancienne Serbie,
- le Monténégro.

a) Dans l'ancienne Serbie, on applique le Code serbe de 1844. Le régime dotal y est le régime légal suivant les dispositions de l'article 786 du Code civil serbe.

Le régime de communauté peut être choisi par les époux qui font un contrat de mariage.

Comme en droit français, on applique l'adage « La paraphernalité est la règle, la dotalité l'exception ». La dot de la femme est garantie par une caution que doit fournir le mari.

b) Dans le Monténégro, la dot se rencontre aussi, mais elle a le caractère égoïste de la dot germanique dont nous avons déjà parlé.

C'est ainsi que le « Morgengabe », le don du matin, y est aussi pratiqué. Cependant, le régime légal n'est pas le régime dotal, mais un système proche de la communauté d'administration du droit allemand.

Enfin, autre trait caractéristique : meuble ou immeuble, le bien dotal peut librement être aliéné, conjointement, par les deux époux.

§ B. — Le Régime dotal en Amérique

1. — ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

Le régime dotal n'existe pas aux U. S. A., où le droit matrimonial est d'ailleurs d'une remarquable simplicité, puisque le contrat de mariage y est inconnu et que le régime légal est la séparation de biens.

La femme séparée de biens possède une liberté entière quant à la libre disposition de son patrimoine.

L'hypothèque légale de la femme mariée n'existe pas non plus aux U. S. A.

Cependant, l'institution du bien de famille insaisissable réalisée sous la forme du « homestead », montre aussi que l'idée de protection du patrimoine familial n'est pas exclue du droit des U. S. A.

2. — CANADA.

Le Code civil de 1866 est en application dans la province de Québec, dans le Canada du sud, les autres régions possédant des législations qui leur sont propres.

Aux termes de ce Code qui s'est fortement inspiré du Code civil français, le régime légal est notre régime de communauté de biens sans aucun changement. Comme en droit français, la liberté des conventions matrimoniales existe au Canada, elle n'a pour limite que l'ordre public et les bonnes mœurs.

En conséquence, la plus grande fantaisie est per-

mise aux époux dans l'élaboration de leur contrat de mariage. Ils pourront donc, s'ils le désirent, se constituer un régime avec clause d'inaliénabilité qui sera semblable au régime dotal.

Cependant, ce système là n'est pas spécialement énoncé par le Code civil canadien qui prévoit pour-tant huit clauses spéciales pouvant venir modifier le régime légal : clause de réalisation (art. 1385), clause d'ameublement (art. 1390), clause de séparation de dettes (art. 1396), clause de reprises d'apports francs et quittes (art. 1400), clause de préciput conventionnel (art. 1401), clause attribuant des parts inégales (art. 1406), clause de communauté universelle (art. 1412), clause de séparation de biens (art. 1422).

3. — REPUBLIQUE ARGENTINE.

Le régime matrimonial argentin est un régime de communauté réduite aux acquêts avec dotalisation des biens de la femme.

Le régime dotal est donc partiellement appliqué dans le régime légal, mais cette dotalité n'a ni la rigueur, ni la force protectrice du système Napoléonien puisque, d'une part, bien qu'en principe inaliénable, la dot pourra être aliénée avec autorisation de justice en cas d'avantage manifeste pour la femme et que, d'autre part, l'hypothèque légale de la femme mariée n'existe pas en droit argentin où la femme jouit d'une simple action judiciaire pour rentrer en possession de sa dot.

Indiquons enfin que l'article 1251 du Code civil précise les conventions qui peuvent seules être adoptées par les époux faisant un contrat de mariage.

La liberté des conventions matrimoniales n'existe pas.

4. — BRÉSIL.

Le Code civil brésilien date de 1928. Le régime légal est celui de la communauté universelle. Quatre régimes conventionnels sont prévus :

- la communauté universelle,
- la communauté partielle,
- la séparation de biens,

— Enfin, le régime dotal existe au Brésil, très semblable à celui en usage en droit français : l'inaliénabilité notamment y est aussi rigoureuse quant aux dérogations possibles : cas spécialement prévus par le Code, autorisation de justice, vente aux enchères, remploi dans certains cas, sont, en effet, autant de sévères dispositions du régime dotal brésilien que nous retrouvons chez nous.

Une différence est à noter concernant l'hypothèque légale de la femme mariée ; la femme mariée en bénéficie, mais cette hypothèque doit être inscrite.

5. — CHILI.

C'est le 1^{er} janvier 1857 qu'entraît en vigueur le Code chilien promulgué le 14 décembre 1855. Il n'est pas question du régime dotal en droit chilien ; le régime légal est la communauté d'acquêts. Cependant, sous ce régime, les immeubles de la femme sont frappés d'indisponibilité, et il faudra une permission du juge pour que le mari, avec le consentement de sa femme, dont il a pourtant l'administration de tous les biens, puisse aliéner l'immeuble dotal. Planiol voit dans cette disposition une preuve du maintien de l'inaliénabilité dotale au Chili.

Cette permission judiciaire ne sera accordée que si le juge reconnaît l'opération indispensable ou très salulaire pour la femme.

6. — PEROU.

Semblable au régime appliqué en République Argentine, le régime légal péruvien procède à la fois de la communauté d'acquêts et du régime dotal. Le contrat de mariage n'existe pas au Pérou et le régime ci-dessus cité se trouve donc à la fois légal et obligatoire.

L'aliénation du bien dotal est possible du commun accord des époux.

Une hypothèque légale garantit la restitution de la dot, mais elle doit être inscrite.

7. — VENEZUELA.

A défaut de contrat de mariage, le régime en usage est la société d'acquêts. Le régime dotal n'existe pas.

§ C. — Le Régime des biens entre époux en Asie

L'Inde, la Chine et le Japon vont être les trois pays auxquels nous allons demander, par un rapide examen de leurs législations matrimoniales, de préciser la place tenue en Asie par les éléments constitutifs du régime dotal.

1. — DROIT MATRIMONIAL HINDOU.

Le régime dotal n'existe pas aux Indes, où le contrat de mariage est inconnu.

C'est ce qui est constaté par M. Gnanou, qui, traitant du régime matrimonial des époux hindous, écrit :

« Dans l'Inde, il n'est pas dans la pratique de

« dresser un contrat de mariage quoique la femme
 « apporte des biens qui lui sont propres ou des libé-
 « ralités qu'elle a reçues pour marquer la célébration
 « de la solennité.

« Par voie de conséquence, les Indous se trouvent,
 « en général, placés sous un régime matrimonial légal
 « et unique qui se rapprocherait assez de celui de la
 « séparation de biens du droit français ⁽¹⁹⁾ ».

A l'appui de son assertion, l'auteur cite un arrêt de la Cour d'appel de Pondichéry, du 9 décembre 1843, qui s'exprime en ces termes : « ...chez les In-
 « diens, tous les biens, qui à titre divers, peuvent
 « appartenir à une femme, ont toujours un caractère
 « dotal et si la femme peut posséder des biens indi-
 « vis, elle n'est cependant jamais habile à être com-
 « mune en biens, soit avec son époux, soit avec tout
 « autre dans le sens de la loi hindoue ».

Il est bien évident que le mot *dotal* a uniquement dans la citation qui précède, le sens de bien propre à la femme au moment du mariage ou de libéralité reçue après, mais aucune protection particulière n'est attachée à ces biens par la loi hindoue, aucune inaliénabilité n'en découle.

Cependant, il ne faudrait pas déduire de cet état de choses, une absence de soucis du législateur hindou pour l'avenir de la femme vis-à-vis de sa famille ; et l'on voit, par exemple, dans une note citée par Brisaud à propos du sort fait au « Morgengabe » ou au *pretium virginitatis* à la dissolution du mariage que « dans le droit de l'Inde, le don fait à la femme pas-

(19) *Condition Juridique de la femme mariée hindoue dans les Etablissements français de l'Inde*, par M.-J. GNANOU p. 127. (Thèse, Aix, 1923).

« se à sa mort, à sa fille si elle a des enfants, à son
« mari ou à son père, au cas contraire, en tenant
« compte des diverses formes du mariage⁽²⁰⁾ ».

2. — DROIT MATRIMONIAL CHINOIS.

Le Code civil chinois promulgué en 1929 et 1930 comprend mille deux cent vingt-cinq articles répartis en cinq livres. Ce Code prévoit trois régimes conventionnels, à défaut desquels les époux sont placés sous le régime légal chinois.

M. Escarra⁽²¹⁾ nous brosse le tableau suivant du système matrimonial chinois:

« En ce qui concerne les effets du mariage sur les
« biens des époux, le problème était nouveau pour le
« législateur chinois. En effet, sous l'empire du sys-
« tème traditionnel, la femme entraînait, en principe,
« dans la maison de son mari, perdant tout droit
« pécuniaire vis-à-vis de sa propre famille et ne suc-
« cédant jamais à ses parents. En dehors de son
« trousseau, des cadeaux de mariage, parfois d'une
« somme d'argent, elle n'apportait pratiquement rien
« à l'union matrimoniale et n'avait en conséquence
« aucune fortune personnelle. Elle était entière-
« ment prise en charge, si l'on peut dire, par la
« famille de son mari. Le Code civil lui ayant reconnu
« un droit de succession, elle peut désormais acqué-
« rir une fortune propre et l'on a dû se préoccuper
« d'organiser un régime matrimonial sauvegardant
« ses intérêts.

« Le législateur chinois s'est arrêté au régime suisse
« de l'*union de biens* comme régime légal des époux

(20) BRISSAUD : *op. cit.*, page 727, note 5.

(21) ESCARRA : *Le Droit chinois*, page 184.

« mariés sans contrat. S'ils veulent faire un contrat
« le choix leur est offert entre un régime de commu-
« nauté, un régime d'unité de biens, un régime de
« séparation.

« Dans le régime légal, comme sous les deux pre-
« miers régimes conventionnels, la femme conserve
« comme *biens séparés* soumis à sa seule administra-
« tion les objets destinés à son usage personnel, le
« produit de son travail ou de son industrie et les
« libéralités qui lui ont été faites expressément au
« titre des biens séparés ».

Aucune des dispositions ci-dessus ne rappelle, si peu soit-il, celles caractérisant le régime dotal. Celui-ci est donc bien absolument inexistant en droit chinois.

3. — DROIT MATRIMONIAL JAPONAIS.

Le Code civil du Japon date de 1898.

Un régime contractuel est possible, mais, contractuel ou légal, le régime matrimonial japonais ignore absolument le régime dotal.

Les époux, agissant d'un commun accord, peuvent toujours disposer à leur gré de leurs biens, sans qu'une disposition protectrice légale vienne restreindre leur entière liberté sur leurs patrimoines.

Le droit matrimonial japonais paraît basé sur la confiance envers le mari, qui a l'administration des biens de sa femme et la collaboration de celle-ci qui doit personnellement consentir à une dation, une hypothèque ou une aliénation de ses biens.

**§ D. — Le Régime des biens entre époux
en Droit Musulman**

Les quelques détails ci-après, empruntés à la thèse de M. Guémard ⁽²²⁾, nous indiquent que le régime matrimonial musulman s'apparente à un régime de séparation de biens absolu :

« Le mariage musulman ayant pour effet d'établir
« entre les époux une vie commune de fait, mais non
« pas une communauté de droit dans laquelle le mari
« et sa femme sont des co-propriétaires... »

Le régime dotal n'existe pas en droit musulman, mais on note cependant un net souci de protection du patrimoine de la femme :

« L'obligation du mari à l'entretien de sa femme
« n'existe en droit musulman que durant le mariage ;
« en droit français, elle survit à la séparation de
« corps, institution inconnue des musulmans dont la
« religion n'a prévu que le divorce et la répudiation.

« Il ne saurait être question d'une participation
« quelconque de la dot de la femme aux charges du
« mariage, car il n'y a pas de dot apportée au mari
« par la femme dans la législation coranique, mais
« bien au contraire une sorte de donation nuptiale, le
« mohr, remise par le mari à sa femme ⁽²³⁾ ».

Il ressort donc clairement que la protection du patrimoine de la femme musulmane est instituée uniquement dans un but égoïste et personnel. Nous retrouvons là le but de la dot romaine au premier stade du régime dotal : permettre à la femme divorcée de

(22) *La Condition juridique des gens mariés en Droit musulman* (notamment dans le Rite hanafite) par GUÉMARD (Thèse, Aix 1915).

(23) GUÉMARD : *op. cit.*, page 41.

se remarier, mais aucune idée de protection particulière du patrimoine familial.

« Le mohr — précise d'ailleurs M. Guémar — est
« tout simplement un produit de la nécessité, c'est
« une compensation accordée à la femme mariée sans
« cesse menacée de la répudiation. En effet, si une
« femme est répudiée, elle a le droit de conserver
« son mohr qui, au besoin, la protégera contre la mi-
« sère ⁽²⁴⁾ ».

Il ne paraît enfin pas nécessaire d'assurer à la femme une protection spéciale du type d'une hypothèque légale par exemple, car la femme mariée musulmane apparaît comme tout à fait indépendante de son mari.

« Le contrat, ne pouvant donner aucun droit à
« l'époux sur les biens de la femme, ne présente donc
« aucun danger pour elle ⁽²⁵⁾ ».

« En droit musulman, le mariage ne diminue en
« rien la capacité de la femme. Par conséquent, la
« question très importante en droit français de l'in-
« capacité de la femme mariée est absolument in-
« connue dans les pays soumis à la législation cora-
« nique.

« Il résulte que la femme mariée musulmane peut
« valablement faire tout ce qui est interdit à sa sœur
« française.

« Elle peut donc contracter, transmettre à titre
« onéreux ou même gratuit, hypothéquer, compromet-
« tre, transiger, intenter une action en justice ou y
« défendre sans autorisation de son mari ou de jus-
« tice.

(24) GUÉMARD : *op. cit.*, page 61.

(25) GUÉMARD : *op. cit.*, page 63.

« Elle est seule maîtresse de ses biens, y compris « le mohr (don nuptial) et le dschaz (trousseau) ».

Il est évident que l'ensemble de ces dispositions rend peu nécessaire les sévères règles protectrices du régime dotal, étant donné surtout le but immédiat et égoïste souligné plus haut et qui paraît être l'unique préoccupation de la femme mariée musulmane à la merci d'une répudiation.

SECTION II

De l'harmonie existant entre le déclin du Régime dotal en Droit comparé et en Droit français

L'idée générale se dégageant des constatations précédentes est évidemment que le régime dotal existe seulement dans les pays de droit latin, les civilisations anglo-saxonnes ne le connaissant pas.

Ceci posé, il ressort de notre premier paragraphe que sur 31 pays cités, 13 seulement prévoient le régime dotal : l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Portugal, la Roumanie, la République Argentine, la Yougoslavie, le Canada, le Brésil et le Pérou.

Mais si les législations de ces treize puissances admettent le principe d'un contrat dotal dans leurs régimes matrimoniaux, il n'en convient pas moins d'examiner d'un peu plus près quel sort elles réservent aux éléments constitutifs de ce régime, c'est-à-dire à l'inaliénabilité de la dot immobilière et à l'impossibilité où se trouve la femme dotale de ne pas se prévaloir du bénéfice de son hypothèque légale.

I. — INALIÉNABILITÉ. — Celle-ci ne paraît recevoir l'application stricte qu'elle a dans le droit français qu'en Roumanie, en Belgique, au Brésil et au Canada.

Le Portugal, lui, n'admet pas l'inaliénabilité de la dot avec toutes ses conséquences, puisqu'il ne lui reconnaît pas son corollaire d'insaisissabilité.

Quant à la Grèce, l'Italie, la République Argentine, elles permettent l'aliénation du bien dotal avec autorisation de justice.

Enfin, la Yougoslavie et le Pérou déclarent le bien dotal aliénable, ainsi que l'Espagne, où la dot estimée est laissée à la libre disposition du mari, tandis que la dot non estimée reste disponible entre les mains des deux époux agissant ensemble.

2. — HYPOTHÈQUE LÉGALE. — Seuls, le Canada et l'Italie paraissent admettre l'existence, comme en droit français, d'une hypothèque légale *occulte* susceptible de garantir à la femme la restitution de sa dot mobilière.

La Belgique, l'Espagne, la Grèce, la Roumanie et le Brésil exigent l'inscription de l'hypothèque et laissent ainsi à la femme qui ne procède pas elle-même à cette formalité, la faculté de ne pas user de ce mode de protection.

Enfin, l'Autriche et la Hongrie ne connaissent pas l'hypothèque légale.

Dès lors, infériorité quantitative manifeste des pays dotalistes, et chez ceux-ci, atteinte sensible à l'orthodoxie du régime dotal dans la majorité d'entre eux, telles sont les conclusions que nous impose ce rapide examen statistique de la question dotale en droit comparé.

Voyons maintenant qu'elle est la position du régime

dotal dans les pays que nous venons de citer, en précisant les réactions qu'il a suscitées suivant qu'il s'agissait de pays :

§ A. — A droit récent ou à droit ancien;

§ B. — A civilisation moderne ou à civilisation vétuste ;

§ C. — Pratiques ou routiniers ;

§ D. — De haute moralité familiale ;

§ E. — Riches ou pauvres.

§ A. — **Pays de droit récent et pays de droit ancien**

Sur dix législations étrangères postérieures à 1910 : Ecosse (1920), Norvège (1927), Pologne (1921), U.R. S.S. (1927), Suède (1920), Suisse (1912), Tchécoslovaquie (1918), Turquie (1926), Brésil (1926), Chine (1925), une seule, la législation brésilienne admet le régime dotal.

Or, il est indéniable, comme l'écrit Saffroy⁽²⁶⁾ : « que ces codes neufs pour la plupart, n'ayant pris dans le « nôtre et reproduit que les dispositions les meilleures, en harmonie complète avec l'état social moderne, les règles de droit que nous y trouverons « seront l'indice certain des aspirations actuelles en « matière de dotalité ».

Qu'il me suffise pour illustrer cette assertion de rappeler l'exemple de la Suisse, dont le législateur, lors de l'élaboration du Code de 1912, en présence de l'exemple donné, non seulement par le Code Napoléon appliqué depuis plus d'un siècle, mais aussi par le régime dotal usité en Suisse même, dans les cantons de Tessin et de Vaud, a rejeté ce régime, le prohibant

(26) SAFFROY : *op. cit.*, Conclusion.

formellement par les dispositions de l'article 199 du nouveau Code, interdisant cette inaliénabilité qui est l'âme du régime dotal.

Il est impossible, d'autre part, de ne pas remarquer les tendances en la matière, du projet du nouveau Code civil italien.

Notons tout d'abord que le Code italien actuel promulgué en 1868 prévoit un régime dotal beaucoup moins rigoureux que le nôtre : l'inaliénabilité, par exemple, n'y est pas absolue, le juge pouvant toujours autoriser la vente de l'immeuble dotal.

Quant au projet du nouveau Code, il améliore encore l'institution dotale, c'est-à-dire qu'il la grignote un petit peu plus !

Cependant, écrit M. Vialleton : « l'observateur français ne peut se défendre de quelque étonnement « en constatant combien ces améliorations sont dis- « crètes et limitées dans leurs incidences ».

La raison de cette modestie dans la réforme tient au fait que nous avons déjà noté⁽²⁷⁾ : les réformes préconisées sont moins hardies que celles auxquelles pense le juriste français, car elles sont moins nécessaires envers ce régime dotal italien déjà bien amendé.

De plus, il ne faut pas oublier que si la paraphernalité d'une partie ou de la totalité des biens de l'épouse, se présente comme une institution très originale en droit français qui nécessite qu'on en précise toutes les caractéristiques, elle est le droit commun, au contraire, en Italie.

M. Vialleton précise à ce sujet : « La dotalité italienne se greffe tout naturellement sur un régime

(27) Voir *supra*, Italie.

« normal, avec lequel elle est très compatible, dont
« elle n'est à tout prendre qu'un prolongement sous
« une forme particulière. La notion de biens para-
« phernaux, tout à fait réservée en France au régime
« dotal exprime, en Italie, la condition normale de
« la fortune propre de toute femme mariée....[. D'où
« il résulte que l'orientation des contrats de mariage
« vers une paraphernalité étendue ou complète qui a
« tant d'importance et de signification en France, ne
« peut s'observer en Italie où les raisons qui la dé-
« terminent conduiront simplement les intéressés à se
« marier sans contrat ».

Cependant, nous l'avons vu, le législateur italien estime nécessaire une nouvelle amélioration du régime dotal de son pays et l'envisage dans le sens d'une atténuation encore plus étendue de ces principes rigoristes, pourtant déjà bien moins sévères et gênants qu'en France.

Ainsi, la cause paraît bien entendue quant au peu de succès rencontré par le régime dotal dans les législations modernes et à l'ensemble remarquable avec lequel ces législations l'ont repoussé, qu'elles aient été élaborées dans les brumes d'Ecosse, les neiges helvétiques, qu'elles soient destinées à régler les unions des riverains du Bosphore ou des mignonnes petites chinoises.

§ B. — **Pays à civilisation moderne et pays à civilisation vétuste**

La civilisation moderne type est évidemment la civilisation américaine et plus spécialement celle des U. S. A. qui nous donne l'exemple des plus originales innovations.

Or, nous l'avons vu, le régime dotal y est totalement inconnu, ses caractères ne sont donc pas compatibles avec les besoins et les exigences mêmes d'une vie ultra-moderne dont Paul Morand nous a brossé de si vivantes fresques.

Il est évident qu'au pays où les manipulations monétaires et boursières ont une si grande importance, où les fortunes se font et se défont par téléphone et en quelques minutes, l'existence de masses de biens dotaux semble peu aisément imaginable.

Quant à la place qu'ont faite à ce régime les anciennes civilisations du globe, elle paraît aussi, minime sinon inexistante : nous l'avons vu, ni les Hindous, ni les Chinois, ni les Japonais, ni les Arabes ne possèdent, à l'heure actuelle, d'institution qui, de près ou de loin, rappelle le régime dotal.

Leur expérience millénaire ne leur a donc pas, faut-il croire, fourni de très nombreuses occasions d'apprécier et de remarquer les attraits et les avantages d'un système dotaliste dont l'existence n'a pu cependant rester totalement ignorée d'eux depuis sa création romaine.

§ C. — Pays pratiques et Pays routiniers

Les anglo-saxons ont toujours passé pour un peuple essentiellement pratique et réaliste.

Or, nous ne trouvons chez eux aucun engouement en ce qui concerne le régime dotal tel qu'il est compris et appliqué par les pays latins.

Angleterre, Allemagne, Suède, Norvège, Pays-Bas, Danemark l'écartent même, nous l'avons vu, de leur législation, certains d'entre eux, le passant simplement sous silence, d'autres le rejetant franchement

en interdisant, par exemple, de frapper d'inaliénabilité un bien de la femme⁽²⁸⁾ ou en déclarant son esprit contraire à l'ordre public⁽²⁹⁾.

Il semble, au contraire, que les pays à droit routinier et ancien, dont les codes demandent à être renouvelés dans leurs dispositions essentielles aujourd'hui périmées, sont ceux où le régime dotal, profitant de ces cadres juridiques surannés dans lesquels il triompha jadis, de ces antiques scènes où il fut créé, essaie encore de *s'accrocher* et de tenir un rôle qui ne remporte maintenant d'ailleurs plus aucun succès auprès du public.

Notre vieux Code Napoléon, le Code italien de 1868, le Code espagnol de 1889, le Code roumain de 1865, le Code canadien de 1866, tous encore en vigueur actuellement, sont autant de refuges pour le régime dotal.

Rappelons seulement pour mémoire que le Code civil français de 1804, sans doute parce qu'il est le plus ancien, est celui qui prévoit le régime dotal le plus sévère, assorti des dispositions les plus draconiennes.

§ D. — **Pays de haute moralité familiale**

Les civilisations japonaises et chinoises sont certainement parmi celles où le culte de l'honneur et de la famille est actuellement le plus poussé.

Ainsi, l'aspect de la législation matrimoniale chinoise notamment, ayant été mis en lumière dans le paragraphe premier de ce chapitre⁽³⁰⁾, il nous paraît

(28) Voir *supra*, Allemagne.

(29) Voir *supra*, Pays-Bas.

(30) Voir *supra*, Chine.

intéressant de souligner les caractères essentiels de l'immense communauté chinoise dont l'antique civilisation n'a certainement pas manqué de se refléter dans les idées essentielles et les principes directeurs du jeune Code civil chinois.

M. Escarra⁽³¹⁾ nous dit à ce sujet : « le peuple chinois comprend 75 à 80 % de paysans..., de 15 à 20 % de commerçants et artisans.... les qualités essentielles de cette immense population, esprit pacifique, goût du travail, intelligence et finesse, patience, pouvoir de récupération, sont trop connues pour qu'il soit besoin d'insister... De plus, leur organisation sociale traditionnelle a habitué les chinois à prévoir et à agir bien plus en fonction de communautés restreintes, famille, clan, guilde, association, village, qu'en fonction de nations ou d'Etats ».

Ainsi donc, ce peuple sérieux, rangé, dont l'avenir de la famille est l'une des préoccupations essentielles, ne ressent nullement la nécessité d'une institution matrimoniale dotaliste pour protéger cette famille.

Il en est de même, nous l'avons vu, pour le droit hindou et japonais.

Il est donc bien évident que le régime dotal n'est nullement fondé à se poser en moyen unique et exclusif de protection de la famille.

Nous nous réservons d'ailleurs d'insister dans notre dernier chapitre sur le caractère essentiellement immoral du régime dotal à de nombreux points de vue.

(31) Voir *supra* : Le Droit chinois, page 137.

§ E. — Pays riches et pays pauvres

Une constatation s'impose : la prospérité sous sa forme moderne ne paraît pas conciliable avec le régime dotal.

Cette question fera d'ailleurs l'objet de développements ultérieurs. Contentons-nous de constater ici que les U.S.A., la Suisse, l'Angleterre, la Suède sont hostiles au régime dotal. Par contre, l'Italie, l'Espagne et la Grèce le connaissent.

Nous ne pouvons évidemment éviter de remarquer que la division que notre constatation nous a amené à établir correspond aussi à celle combien classique groupant, d'une part, des pays appartenant au système juridique anglo-saxon et, d'autre part, des pays de civilisation romaine.

Peut-être ne faut-il voir là qu'une simple coïncidence ? Il n'en est pas moins exact de toute manière que le fait existe et qu'il demeure possible que la richesse ou la pauvreté d'une nation lui fasse rejeter ou accepter le régime dotal.

Reste le cas de la France qui, bien qu'ayant admis le régime dotal ne peut évidemment pas passer pour un pays pauvre.

Sans doute, mais justement, sommes-nous en train de démontrer que les inconvénients majeurs occasionnés chez nous, par le régime dotal se rencontrent précisément à propos de ses incidences fâcheuses sur les manipulations des fortunes et leur protection sous leurs formes actuelles.

CONCLUSION

Le rapide voyage juridique auquel nous venons de nous livrer à travers le monde, nous a donc permis de constater le peu de succès rencontré par le régime dotal auprès des législations étrangères.

Le bilan est, rappelons-le, très net : sur 32 législations examinées, 13 admettent un régime dotal considérablement assoupli et édulcoré par rapport au régime français, dans la majeure partie des cas.

Deux codes et, non des moins importants puisqu'il s'agit des Codes civils espagnols et italiens, le dépouillent de ce que Vialleton appelle son « élément essentiel » et « caractéristique », savoir : « l'armature protectrice de l'inaliénabilité ».

Ne nous étonnons donc pas si nous voyons s'accroître chez nous, de jour en jour, l'impopularité d'un régime qui, à l'étranger, n'a jamais été choisi par la majorité des législations, a été rejeté dès qu'elles ont pu le faire par celles qui en avaient goûté. — exemple Suisse — et se trouve ardemment combattu dans celles où il existe encore — projet du nouveau Code italien.

Cet examen de droit comparé nous a ainsi fourni d'intéressants enseignements et un apport précieux quant au faisceau d'explications que nous nous efforçons de réunir sur le déclin du régime dotal en France.

Ces arguments, joints à ceux déjà mis à jour lors de notre examen historique de la question, ne pourront que faciliter la démonstration de l'absence totale d'intérêt du régime dotal à l'heure actuelle, absence d'intérêt à laquelle nous allons nous attacher maintenant dans notre troisième et dernier chapitre.

CHAPITRE III

L'absence d'intérêt actuel et les dangers du Régime dotal

Ainsi donc, d'une part, la position prise par le droit français moderne vis-à-vis du régime dotal ne dénote aucune remarquable originalité par rapport aux pays étrangers dont la grande majorité adopte une attitude similaire, et d'autre part, l'étude historique du problème nous donne de son état actuel une explication logique et rationnelle.

Et tout aussi normale apparaissent, dès lors, l'existence du régime dotal au temps où d'impérieux motifs le réclamaient, que son déclin à l'heure actuelle, après la disparition totale de ces motifs. Cependant, si les explications jusqu'ici fournies nous permettent de comprendre l'absence de tout mouvement positif, de tout engouement en faveur du régime dotal, elles nous rendent moins perceptibles les causes profondes de l'hostilité, voire même de la véritable répulsion, constatée chez la grande majorité de ceux qui, à des titres divers, ont eu à subir les conséquences de ce régime.

Une telle aversion ne peut, semble-t-il, se comprendre, que par l'existence de graves inconvénients se

transformant parfois en véritables dangers, corollaires inévitables du régime dotal, ces inconvénients demeurant aussi redoutables, qu'il s'agisse du régime dotal orthodoxe ou du régime dotal moderne.

Rechercher ces inconvénients, en montrer l'ampleur au regard de l'intérêt minime, des avantages offerts en contre-partie, faire enfin ressortir qu'ils sont les conséquences inéluctables de l'application stricte des principes essentiels du régime dotal à l'existence duquel ils sont intimement liés : tels vont donc être maintenant les points essentiels sur lesquels porteront nos développements au cours de ce troisième et dernier chapitre.

Les reproches à adresser au régime dotal peuvent, nous semble-t-il, être classés en deux catégories. La première fera l'objet d'un premier paragraphe dans lequel seront relevés des griefs d'ordre général, relatifs à l'ensemble de l'institution, immoralité du régime, inconvenance pour certains milieux sociaux, inaccoutumance à la vie économique actuelle, possibilité de trouver des solutions inattaquables juridiquement, mais permettant tout de même de tourner le régime. Autant d'inconvénients notables et d'un certain poids, mais qui toutefois ne paraissent pas porter directement atteinte aux caractères essentiels du régime, tel que l'inaliénabilité dotale, par exemple.

Combien il sera plus grave, en effet, de démontrer, que le cœur même du système, offre le terrain le plus propice à une juste critique, que les principes essentiels du régime dotal ne constituent plus maintenant qu'un fallacieux et fragile décors dont la parfaite ressemblance extérieure avec la solide muraille protectrice édiflée en 1804 n'est que plus dangereuse

pour ceux qui lui font encore confiance. C'est la démonstration de cette deuxième catégorie de critiques qui sera tentée en deux paragraphes consacrés, l'un à l'inaliénabilité et aux dangers du remploi, l'autre à la fragilité de la protection accordée à la dot par l'hypothèque légale de la femme.

Un quatrième paragraphe attirera enfin l'attention sur la duperie juridique et pratique que présente la clause de paraphernalité générale.

§ A. — Inconvénients divers d'ordre général

Il est évident que ce paragraphe par son titre pourrait se prêter à la plus interminable énumération de cas d'espèces fournis par tous ceux qui ont eu à supporter les inconvénients du régime dotal. Nous délaisserons naturellement cette méthode pour ne citer ici que quelques griefs parmi les plus saillants et les plus souvent remarqués.

Nous avons cité tout à l'heure en premier lieu :

1^o *L'immoralité du régime dotal.*

Cette immoralité paraît jouer vis-à-vis de tous les intéressés éventuels. Vis-à-vis du mari, il est bien évident que ce régime, impliquant le luxe de précautions que l'on connaît, ne paraît pas être basé sur une confiance extrême envers le futur époux. Il semble bien, au contraire, que l'on agisse a priori comme si le mari devait être obligatoirement un personnage soit inintelligent et maladroit, soit même malhonnête. Attitude assez peu compatible on en conviendra avec le rôle de protection et de direction dévolu au mari dans tout ménage normal.

La femme elle-même ne se voit d'ailleurs pas mieux

traitée par un régime qui paraît la considérer automatiquement comme totalement incapable d'administrer sa dot.

On a pu reprocher aussi à ce régime son immoralité en ce qu'il ne permet pas à la femme de participer aux bénéfices réalisés au cours de la vie commune. Le régime dotal donne au mari en la personne de son épouse « une servante sans gages », alors que les bénéfices réalisés seront dus pour une bonne part à la sage administration du ménage par l'épouse. L'adjonction d'une société d'acquêts a palié dans une certaine mesure à cet état de choses.

De plus, le régime dotal constitue vis-à-vis des tiers une source d'erreurs particulièrement regrettable. On a encore que trop présent à la mémoire le souvenir de ces ménages qui ayant adopté ce régime continuaient à éclabousser de leur luxe les créanciers impayés du mari, grâce aux revenus de la dot de la femme, pour qu'il soit nécessaire de s'étendre longuement sur cet inconvénient que notre enquête pratique n'a pas manqué de nous signaler.

Notons enfin que nombreux sont les époux qui ne pouvant supporter les entraves intolérables de leur contrat de mariage ont, d'un commun accord, dû recourir au divorce comme seul moyen de se libérer. L'immoralité d'un régime dont les inconvénients acculent les époux à de tels expédients est donc difficilement niable.

2° *Le régime dotal, les milieux sociaux et les facteurs économiques.*

L'idée générale est que ce régime ne peut convenir qu'à de très grosses fortunes pour lesquelles le fait

d'en « geler » une partie, suivant l'expression moderne, ne présente pas d'inconvénient. En ce sens, le régime dotal qui paraît être beaucoup plus destiné à la famille future qu'à la famille présente, permet de distraire une partie des biens de celle-ci pour la remettre plus tard intacte à celle-là. Encore faut-il que la portion restée libre ait une ampleur suffisante pour permettre à la famille présente de vivre et d'acquérir.

Or, seul l'argent qui travaille permet d'acquérir et l'argent dotal est astreint à l'inaction la plus absolue. Enfin, conséquence plus grave, le régime dotal ne garantit même plus la *conservation* d'un patrimoine dont la seule chance de salut, dans les circonstances actuelles, sera fonction de la rapidité avec laquelle il pourra revêtir successivement la forme des biens représentant, suivant les moments, les valeurs maxima. Ainsi donc, nous le voyons, le régime dotal ne s'accorde pas avec les nécessités de la vie moderne.

Les milieux divers qui composent la société française d'aujourd'hui offriront-ils à ce régime un vaste champ d'application ? C'est ce que nous allons maintenant rechercher.

Le régime dotal était le régime de la noblesse⁽¹⁾ dont les besoins nécessitaient des revenus importants mais dont la prodigalité avait aussi souvent besoin d'un frein énergique.

Actuellement, au contraire, les grandes entreprises financières, industrielles ou commerciales ont besoin sans cesse d'investissements de capitaux frais qui, ainsi utilisés, produiront à leur tour de nouvelles ri-

(1) Notons cependant que le Roi et la Reine de France étaient communs en biens.

chesses. Le régime dotal ne peut se concilier avec le développement actuel des transactions commerciales. « Le fonds de commerce dotal est rare en pratique, « car l'adoption du régime dotal est contraire aux « nécessités du commerce », écrit Cendrier, dans son traité sur le fonds de commerce⁽²⁾.

La paysannerie elle-même paraît avoir abandonné le régime dotal, ainsi que nous avons pu le constater, au cours de notre enquête, les résultats statistiques donnés par les études du ressort de la Chambre des Notaires d'Aix-en-Provence, rurales en grande majorité, montrant que les rares contrats dotaux relevés, ont été reçus uniquement par les notaires d'Aix.

Il faut enfin souligner les efforts de la pratique pour tourner les effets du régime dotal tout en restant dans la stricte légalité.

C'est ainsi que l'ingéniosité de certains praticiens a imaginé, par exemple, le moyen suivant pour permettre au mari dont la femme a une dot immobilière d'avoir, à sa disposition, des fonds dotaux provenant de l'aliénation de sa dot.

On a rédigé un contrat avec constitution de dot immobilière et la clause courante, à l'heure actuelle d'aliénation à charge de emploi, et il est précisé que l'emploi pourra être fait en créances contre le mari. Supposons alors qu'au cours du mariage, le mari ait besoin de disposer des fonds représentant la valeur de l'immeuble dotal. Il y parviendra par le procédé suivant : il fera un emprunt, l'immeuble dotal sera vendu. La femme emploiera le prix en remboursant les créanciers de son mari ; elle sera alors subrogée

(2) G. CENDRIER : *Le fonds de commerce*, page 422, titre VII, chap. 2, section 3.

et deviendra la créancière hypothécaire de son mari à qui elle ne réclamera son capital que si elle le veut bien. Le mari lui doit sans doute des intérêts, mais la créance étant dotale, le mari a la jouissance de cette créance et se paie, par conséquent, les intérêts à lui-même. Enfin, lors du remboursement avec subrogation, afin de ne pas faire intervenir les deux époux dans le même acte, au lieu de faire intervenir le mari pour accepter le transport de sa créance au nom de sa femme, on lui fera une signification par huissier. On pourra aussi par surcroît de délicatesse et de précaution faire expertiser l'immeuble du mari, afin que la femme ne soit pas lésée.

Ce procédé parfaitement régulier parvient au résultat recherché : le mari a la libre disposition de la dot de sa femme, à l'origine immobilière.

Il a paru intéressant de citer ce cas particulier comme un des exemples remarquables de la possibilité de pénétrer sans fraude dans la forteresse de la dotalité et d'en paralyser les défenses si les époux sont d'accord.

Le cas précédent n'est cependant qu'une modeste illustration des entorses possibles à l'intégrité du régime dotal et les paragraphes suivants vont maintenant seulement, nous faire pénétrer dans les détails de la dangereuse institution que constitue le régime dotal récent, et dont les modifications aux principes essentiels, sont fallacieusement présentées aux intéressés comme des améliorations modernes du système.

§ B. — L'inaliénabilité et le danger du remploi

L'inaliénabilité des biens dotaux, est, nous avons eu déjà maintes fois l'occasion de le constater au cours

de nos développements antérieurs, la base de tout le système protecteur de la dotalité. Or, nous avons vu aussi, que cette inaliénabilité s'est avérée pratiquement insupportable pour les intéressés. C'est alors que le notariat, modifiant et assouplissant ces prescriptions trop strictes, est parvenu à rendre le bien dotal aliénable. Toutefois, afin de concilier cette aliénation avec la conservation de la dot, la formule prévoit, comme conséquence immédiate de la vente du bien dotal, l'obligation de remployer le prix dans l'achat de nouveaux biens destinés à remplacer le bien dotal initial.

Théoriquement, ce système paraît très acceptable en ce qu'il permet de disposer du bien dotal. Mais il fallait compter sans l'utilisation que ferait de cette pratique de nombreux individus dans un but totalement étranger à l'intérêt de la dot.

Nous allons d'abord montrer que le remploi peut être fictif. Nous verrons ensuite que même quand il est régulier, il peut présenter des inconvénients.

A. — LE REMploi FICTIF

1. — *Ses effets envers les époux.*

Le processus de l'opération est très simple : un mari désire disposer d'une partie de la valeur représentée par l'immeuble dotal. L'immeuble sera vendu pour un prix de 600.000 francs, par exemple, puis d'accord avec le propriétaire d'un autre immeuble, celui-ci sera acheté en remploi pour le même prix, alors que sa valeur réelle n'est que de 300.000 francs. Le mari touchera la différence. Il serait évidemment maladroit de choisir pour la réalisation de cette opération frauduleuse, un immeuble situé à proximité de l'immeuble

vendu, car la valeur véritable de celui proposé en remploi serait trop facilement décelable par la femme. Aussi achète-t-on, en général, en remploi du prix de vente d'une maison de rapport à Marseille des terrains désertiques sur le rivage de l'Océan !

Il est aisé de se rendre compte à la fois de la facilité de la manœuvre et du danger qu'elle présente pour la dot qui, après deux ou trois opérations similaires, aura en majeure partie disparu.

Précisons que de nombreux agents d'affaires véreux s'étaient faits la triste spécialité de « procurer des fonds sur biens dotaux », euphémisme qui traduisait les déplorables pratiques que nous venons d'exposer. Ces individus, véritables escrocs, après avoir procuré l'immeuble et... le notaire complaisant (car il faut malheureusement admettre aussi la complicité du notaire) ne se bornaient pas à remettre au mari, en prélevant une petite commission, la différence entre le prix touché par le vendeur et celui porté dans l'acte. Profitant de la situation, ils imposaient, au contraire, au mari, une ristourne de 50 %, par exemple, sur la différence. Et l'on voit ainsi combien lamentables étaient les conséquences de ce procédé, même dans le cas où il n'y avait pas fraude du mari et où il s'agissait de deux époux qui, d'un commun accord y avaient recours et utilisaient ainsi la dot pour se procurer des capitaux dont ils avaient un besoin urgent dans un but peut-être très louable.

Ces agents d'affaires existent toujours actuellement, moins nombreux, cependant qu'à la fin du XIX^e siècle, époque à laquelle ils pullulaient. Mais, il faut malheureusement se rendre compte que cette disparition est fonction, non d'un relèvement de la mora-

lité publique, mais simplement du nombre de plus en plus restreint de régimes dotaux.

L'exemple ci-dessus a trait au remploi d'un immeuble dotal. En matière mobilière, il était aussi aisé de se procurer des fonds sur la dot, venant en déduction de la valeur de celle-ci : l'idée générale de l'opération était celle exposée ci-dessus en matière immobilière, la différence résidait seulement dans la nature du bien dotal vendu, consistant en titres nominatifs au lieu d'immeubles. M. Saffroy⁽³⁾ nous rappelle à ce sujet deux procès célèbres de la fin du siècle dernier qui ont illustré cette pratique.

Dans les deux cas, un agent de change avait été victime des agissements frauduleux de l'un des employés principaux de sa charge. Dans l'affaire Belle-rive (Cassation civile, 20 mars 1894, D. 95, 1, 45), 87.000 francs de titres dotaux sont vendus avec des complicités diverses et un terrain d'une valeur de 5.300 francs est acquis en échange et donné en remploi à la femme.

Une fois les commissions payées, il restait au mari environ 43.000 francs.

Quatre ans après, la Cour de Cassation juge un cas semblable dans le procès De Tascher (Cassation civile, 23 mars 1898, D. 98, 1, 331) : 77.000 francs de titres sont réalisés et du terrain valant 50 centimes le mètre est acheté en remploi pour un prix de 10 à 11 francs le mètre.

Dans les exemples ci-dessus, les remplois, bien que faits en des biens de valeur très inférieure à ceux vendus, étaient tout de même matériellement effec-

(3) SAFFROY : *op. cit.*, pages 186 et 187.

tués. Or, il existait une variante du système qui consistait à trouver simplement un agent de change qui acceptait de vendre les biens dotaux et de donner les fonds aux époux en se dispensant d'opérer tout remploi ! L'opération était extrêmement dangereuse pour l'agent de change ou le banquier qui s'en chargeaient. Ceux-ci voient, en effet, par leur seule intervention en matière de rentes dotales sur l'Etat, leur propre responsabilité substituée à celle du Trésor, car la vente sera possible sur la simple affirmation au Trésor, par l'agent de change, de la régularité de l'opération. Ce déplacement de la responsabilité est explicitement précisé dans la loi du 28 floréal an VII et l'arrêt du 27 prairial an X, dont l'article 15 stipule : « Que les « transferts d'inscription sur le Grand Livre de la « Dette publique seront faits au Trésor public en présence d'un agent de change de la Bourse de Paris « qui certifiera l'identité du propriétaire, la vérité de « la signature et des pièces produites. » On se rend donc bien compte du rôle primordial joué dans l'opération par l'agent de change peu scrupuleux. Aussi, ceux-ci ne pouvaient-ils poursuivre leurs agissements pendant de longues années sans être inquiétés ou obligés de « lever le pied ».

Il s'en trouvait cependant en assez grand nombre, et à Marseille nous a-t-on dit au cours de notre enquête, l'on savait qu'en s'adressant à telle charge ou à telle maison de banque, il était possible d'obtenir de l'argent liquide sur les capitaux dotaux. Quelques importants que fussent, en effet, les risques, ils étaient inférieurs aux bénéfices réalisés par ces individus qui ne craignaient pas de retenir à l'occasion de ces ventes des commissions extraordinairement

élevées. Malgré ces conditions déplorables pour les propriétaires des fonds dotaux, ceux-ci acceptaient pourtant, préférant sacrifier 50 % de la dot, par exemple, plutôt que de supporter les conséquences de son indisponibilité totale.

Ainsi se trouve démontré le lamentable résultat auquel a conduit la possibilité d'aliéner la dot à charge de emploi. Dans les cas que nous venons de citer, nous nous sommes trouvés en présence de concerts frauduleux entre le mari et des tiers ; on pourrait donc objecter que ces cas sont rares et que tous les maris ne sont pas désireux de dilapider les dots de leurs épouses. L'objection est exacte, mais nous avons vu que cette possibilité de vendre à charge de emploi pouvait inciter aussi les époux à dissiper partiellement la dot d'un commun accord. Ainsi donc, en dehors de tout dessein malhonnête de qui que ce soit, c'est le fait même de cette modification apportée à l'économie du régime qui en a faussé le jeu normal.

Le régime dotal primitif ne comportait pas cette inaliénabilité absolue ; plusieurs siècles d'expérience en ont démontré la nécessité, et l'apogée de cette institution dans le droit de Justinien nous présente une inaliénabilité draconienne. Si par la suite, la nécessité d'un régime dotal avait continué à se faire sentir comme à Rome, il fallait maintenir l'institution avec toutes ses conséquences, car la sévérité de celles-ci était une condition de l'efficacité de ce régime. A vouloir conserver quand même un régime dotal qui ne s'imposait plus, on en a été réduit à l'amputer maladroitement de celles de ses règles jugées trop gênantes, et l'on en a fait le soliveau que notre droit traîne depuis plus d'un siècle.

Le régime dotal n'est plus maintenant « qu'un trompe l'œil », une étiquette et son existence ne peut occasionner que des déboires à ceux qui, abusés peut-être par sa réputation ancienne, ne s'aperçoivent qu'après l'avoir adopté, c'est-à-dire trop tard, que tout en laissant subsister des inconvénients intolérables, entraînant les lamentables conséquences dont nous venons de citer quelques exemples, il ne présente même plus les sérieuses garanties que l'on pouvait attendre de son application.

2. — *Ses effets envers les tiers.*

Jusqu'ici, nous n'avons souligné les conséquences funestes du remploi frauduleux qu'à l'égard de la femme et de la dot, mais, nous avons pu nous en apercevoir au cours de notre exposé, les époux ne sont pas toujours seuls mis en cause. En général, ils ne peuvent parvenir à leurs fins qu'avec la complicité de tiers, agents de change, banquiers, notaires, hommes d'affaires véreux. Aussi, les praticiens ont-ils senti le besoin de prévoir une très lourde responsabilité à l'encontre de tous ceux qui, à des titres divers, concourent à la vente du bien dotal.

Mais, autant ces précautions sont compréhensibles et acceptables lorsqu'elles contrecarrent les agissements d'escrocs — qu'elles ne parviennent d'ailleurs pas à supprimer, avons-nous vu — autant elles deviennent intolérables vis-à-vis des tiers honnêtes qui ont toujours à craindre de supporter ainsi, soit l'indélicatesse de l'un de leurs employés, ou plus simplement une erreur ou une maladresse de leur part.

Voyons rapidement quels sont les tiers sur la tête desquels le régime dotal suspend ainsi cette épée de Damoclès.

Nous avons, en premier lieu, l'acquéreur du bien dotal qui peut être appelé à payer deux fois si le remploi n'est pas effectué.

Ensuite, c'est le notaire rédacteur de l'acte qui devra veiller à ce que les fonds qu'il détient, soient scrupuleusement remployés, suivant les conditions prévues au contrat de mariage.

Le conservateur des hypothèques doit aussi redoubler d'attention en matière dotale, et veiller à ne pas radier, par exemple, une inscription d'office tant que la preuve du remploi ne lui est pas fournie.

Enfin, nous l'avons vu, les établissements financiers jouent un rôle éminent en matière d'opérations sur les fonds dotaux.

La mise en jeu de ces diverses responsabilités a eu une double conséquence. La première a été la diminution de la sévérité des clauses de remploi, la deuxième, le renforcement des garanties réclamées par les tiers, dont la responsabilité se trouvait ainsi engagée.

Mais à chacune de ces tendances a immédiatement correspondu un inconvénient :

— Avec la première, nous retombons dans le cercle vicieux auquel il a déjà été fait maintes fois allusion : ou bien le régime dotal sera strict et efficace, ou bien il sera édulcoré, mais sans effet ; l'adoucissement des conditions du remploi n'a pu que diminuer la valeur protectrice qu'il conservait encore.

— Quant à la deuxième tendance, elle a été la source de précautions extrêmement gênantes pour ceux qui en subissent les effets.

I. — Tout d'abord, la clause de remploi décharge maintenant de sa responsabilité le tiers acquéreur

pour ne la laisser peser que sur l'agent de change ou le notaire auxquels la remise des fonds vaudra décharge. Le contrat dotal moderne contiendra la clause suivante ⁽⁴⁾: « La remise des deniers dotaux entre les
« mains de l'agent de change chargé de l'achat vaudra
« décharge pour les débiteurs ou détenteurs de ces
« derniers.

« Il en sera de même de la remise des dits deniers
« entre les mains du notaire chargé du placement,
« s'il s'agit du remploi en immeubles, ou en créances
« privilégiées ou hypothécaires, dans les deux cas
« la responsabilité du placement ne pèsera plus que
« sur le notaire ou l'agent de change, suivant la cir-
« constance ».

Puis ce sont les deux officiers ministériels sus-visés qui bénéficient aussi d'une atténuation de leur responsabilité en application de la clause ci-après devenue de style dans les contrats dotaux récents : « Les
« agents de change ou notaire ne seront tenus eux-
« mêmes que de la matérialité des remplois, ils ne
« seront pas responsables, de leur utilité, validité ou
« suffisance ».

Ainsi la protection donnée à la dot est uniquement basée sur le fait que les fonds provenant de la vente d'un bien dotal, meuble ou immeuble, seront obligatoirement transformés, conformément aux dispositions du contrat de mariage, en un autre bien qui, théoriquement, représentera l'ancien. Seule, la réalité de l'opération est garantie; il importe peu que l'insouciance, l'inintelligence ou le dessein frauduleux de ceux qui en ont la charge, la transformant en une opération néfaste pour le patrimoine dotal.

(4) Voir plus haut 1^{re} Partie, chap. I, la clause in-extenso.

M. Saffroy ⁽⁵⁾ nous indique une formule encore plus hardie, adoptée par la Chambre des Notaires de Paris, vis-à-vis des grandes administrations qu'elle dispense même de surveiller la matérialité du emploi, cela dans les termes suivants : « Le Trésor, l'Administration n'auront pas à s'immiscer dans ces emplois auxquels ils seront complètement étrangers ; ils ne seront soumis à aucune responsabilité, même en cas d'inexécution et ils n'auront par suite aucune justification à demander ».

Force est donc de constater que l'influence du notariat, basée uniquement sur les nécessités de la pratique, ne peut se manifester que dans un sens restrictif de la dotalité.

II. — Et cependant, cette seule *matérialité du emploi* va entraîner, par la responsabilité qui découlerait de sa non réalisation pour ceux qui en sont chargés, un luxe de précautions dont les inconvénients dépassent de beaucoup l'efficacité.

Ces précautions et ces garanties ne sont même pas toujours légales, mais pratiquement, il est dans la majorité des cas, beaucoup plus raisonnable d'accepter leurs conséquences, — perte de temps et perte d'argent — que de risquer d'augmenter ces ennuis, en courant les risques du procès à intenter au conservateur des hypothèques, au notaire ou à la banque dont le contentieux sera trop pointilleux.

Qu'il nous soit permis de citer à ce sujet un exemple tiré d'une affaire dont nous nous occupons personnellement actuellement.

Il s'agit de la liquidation d'une succession dont l'actif comprend des titres et des valeurs industrielles

(5) SAFFROY : *op. cit.*, page 206.

bloquées dans une grande banque marseillaise depuis plus d'un an, par suite de circonstances et de difficultés diverses. Celles-ci ayant été cependant toutes été aplanies, on pensait pouvoir enfin arriver à une solution et débloquer les titres. Or, le contentieux de cette banque exige maintenant un partage, qui lui indiquera exactement, quels sont ceux de ces titres revenant à chaque héritier, car l'un d'eux, une fille du défunt se trouve être mariée sous le régime dotal. Cette particularité ne nous avait évidemment pas échappé, mais nous ne pensions pas qu'elle fût un obstacle au règlement, préalablement à tout partage, car le contrat de mariage dont nous avons fourni un extrait au contentieux de la dite banque, prévoyait littéralement que : « les sommes, titres et valeurs »
 « dépendant des successions des père et mère de la »
 « future épouse pourraient, du consentement du futur »
 « époux être retirés de toutes maisons de banque, »
 « établissements publics ou privés, et notamment de »
 « la Banque de France, ainsi que des mains de tous »
 « tiers quelconques qui pourraient en être dépositaire, »
 « détenteurs ou débiteurs à quelque titre que ce soit, »
 « *préalablement à tout partage* des dites successions »
 « à la condition qu'ils soient en totalité déposés par »
 « les tiers débiteurs ou détenteurs en mains du notai- »
 « ne désigné par les futurs époux et les autres ayants »
 « droit à la succession ou, à défaut d'entente entre »
 « eux, par le tribunal civil du lieu d'ouverture de la »
 « succession, pour procéder au partage des biens de »
 « la succession dont il s'agira ».

Malgré cette clause, la banque exige le partage et force sera bien de s'incliner, car les héritiers, avec raison d'ailleurs, ne veulent pas s'exposer aux aléas

d'une solution judiciaire qui irait à l'encontre de leurs intérêts immédiats, savoir une économie de temps ou d'argent. Or, des mineurs se trouvant parmi les héritiers, ce partage devra être judiciaire, ce qui entraînera forcément un délai de quelques semaines pour les formalités de requête, rédaction de l'acte, et homologation.

B. — INCONVÉNIENTS DU REMploi RÉGULIER

Ils dérivent de la latitude extrême laissée aux époux par les contrats dotaux récents, quant aux biens pouvant être choisis en remploi du bien vendu.

Nous renvoyons à ce sujet à notre première partie dans laquelle nous citons in extenso la formule énumérant les dits biens dans un contrat dotal moderne et très complet. Immeubles, co-propriétés, placements hypothécaires, rentes sur l'Etat Français, actions de capital ou de jouissance, bons, obligations, parts de fondateurs, et valeurs mobilières de toute nature, françaises ou étrangères admises à la côte officielle des agents de change, des bourses de Paris, de Marseille ou de Lyon, peuvent indifféremment être acquis en remploi d'une dot peut-être originellement constituée par un immeuble. Il nous paraît inutile d'insister sur le danger que peut présenter l'opération.

Et, cependant, il faut bien reconnaître aussi qu'avec la mobilité actuelle de la valeur des choses, une telle latitude dans le choix du placement d'une fortune est désirable. Mais alors, pourquoi conserver ce régime dotal puisque la gestion correcte d'un patrimoine n'est actuellement conciliable avec l'adoption de ce régime qu'après l'avoir dépouillé de ses éléments essentiels ?

Nous ne pouvons donc conclure ce paragraphe qu'en constatant que l'accommodement de l'inaliénabilité dotale par une possibilité d'aliéner à charge de remploi, a gravement compromis la base même du régime en en supprimant l'une des garanties essentielles sans pour cela atténuer les inconvénients de cette inaliénabilité.

§ C. — La fragilité de la protection de la dot par l'hypothèque légale de la femme mariée.

La jurisprudence a organisé la protection de la dot mobilière de la femme en proclamant son inaliénabilité au même titre que celle édictée par le Code pour la dot immobilière. Elle a, en effet, compris que l'inaliénabilité, étant la base même de l'institution, il y avait lieu de l'étendre avec la même rigidité aux biens meubles que l'épouse se constituait en dot.

Il n'est pas inutile de rappeler comment s'est formée cette jurisprudence.

Le Code donnant au mari la libre disposition de la dot mobilière de son épouse, celui-ci pouvait librement la dissiper. Mais alors, la femme exerçant les droits provenant de son hypothèque légale de femme mariée avait un recours contre son époux, en restitution de sa dot mobilière.

La jurisprudence a immédiatement senti que c'était sur l'exercice de ce recours qu'il fallait agir pour protéger la dot. Il ne fallait pas songer, en effet, à rendre, des décisions risquant de porter atteinte au droit légal du mari de libre disposition des biens dotaux mobiliers. Mais l'exercice du recours de la femme s'appuyant sur son hypothèque légale, était, lui, laissé à l'entière discrétion de celle-ci. C'était donc

sur ce point qu'une intervention jurisprudentielle était possible dans un sens protectionniste. Il n'était donc que de décider que la femme dotale ne pourrait en aucun cas au cours du mariage, renoncer à son hypothèque légale au profit de l'acquéreur de biens de son mari, ni subroger un créancier dans ses droits, afférents à cette même hypothèque.

Malheureusement pour la solidité du régime dotal, ce que ne pouvait empêcher la jurisprudence, c'était que les deux époux insèrent dans leur contrat une clause prévoyant que : « la future épouse pourra mal-
« gré le régime dotal ci-dessus stipulé concourir à
« tous engagements que son mari contracterait sur
« des immeubles appartenant à lui-même et consentir
« au profit des tiers prêteurs ou autres toutes subro-
« gations dans l'effet de son hypothèque légale....
« Renoncer à son hypothèque légale en faveur des
« tiers acquéreurs d'immeubles appartenant à son
« mari ».

Nous renvoyons pour la formule complète à notre chapitre premier consacré à l'analyse du contrat dotal moderne. Cette clause, ou une similaire quant à ses résultats, se rencontrent dans tous les contrats dotaux récents.

Ainsi donc, voici absolument supprimée la garantie que la jurisprudence, voulant faire rendre au régime dotal toute sa force protectrice, s'était efforcée de fournir à la femme dotale, ce à quoi elle était heureusement parvenue.

Mais supposons que les futurs époux n'aient pas prévu par une clause spéciale de leur contrat la possibilité d'enlever à la femme son recours hypothécaire. Le régime dotal sera-t-il, dans ce cas, digne de la

confiance que lui ont manifestée la femme et probablement sa famille lors du choix de ce régime ? Force nous est de répondre par la négative. En effet, pour que la femme dotale puisse retrouver la valeur de sa dot sur les immeubles du mari, une condition est nécessaire : c'est que le mari possède des immeubles. Dans le cas contraire, la dot sera dissipée et la femme sera irrémédiablement dépouillée.

Bien plus, si le mari a un immeuble et qu'il désire le vendre, il n'a qu'à faire effectuer la purge de l'hypothèque légale par le tiers acquéreur. La protection de la femme sera alors uniquement fonction du fait qu'elle fera ou non inscrire son hypothèque dans les deux mois de la signification qui lui aura été faite. Ensuite, la femme sera forclosée et le mari touchera librement le prix. Il est à peine besoin de souligner que si les époux sont d'accord, l'opération sera extrêmement simple et se résoudra en une simple question de temps.

Si, par contre, le mari veut agir à l'insu de son épouse, il a de grandes chances de réussir, la femme est, en effet, dans la majorité des cas, ignorante des formalités de la procédure de la purge et les deux mois passés, il sera alors trop tard. Remarquons d'ailleurs que la signification pourra même passer pratiquement inaperçue de l'épouse, puisqu'il a été jugé, que la signification faite à la femme au domicile conjugal et parlant au mari est valable ⁽⁶⁾.

Supposons enfin que la femme ait fait inscrire son hypothèque légale en temps utile ⁽⁷⁾.

(6) Cassation Civ., le 14 juillet 1830, S. 31-1-54.

(7) Mentionnons pour mémoire seulement que le Procureur de la République doit en principe prendre inscription. Pratiquement le Parquet n'interviendra jamais.

Cette inscription servira-t-elle les intérêts supérieurs de la famille ? Qu'il nous soit permis d'en douter. En effet, l'article 2105 in-fine du Code civil défend alors à l'acquéreur de faire aucun paiement au préjudice de la femme. Le mari ne touchera donc rien. Mais la femme non plus, car on assisterait alors à une restitution anticipée de la dot. Les fonds resteront donc bloqués jusqu'à la séparation de biens judiciaire ou la dissolution du mariage, sans pouvoir être utilisés dans l'intérêt du ménage. Le mari verra ses immeubles pratiquement inaliénables, car la radiation de l'hypothèque légale inscrite, ne peut être obtenue qu'en justice et très difficilement.

L'article 2135 du Code civil ne permet, en effet, la renonciation par la femme à son hypothèque légale qu'antérieurement à toute inscription. Une fois celle-ci opérée, seul le recours au juge est possible et celui-ci respectueux, à juste titre, d'une disposition légale précise ne donnera son autorisation que très rarement.

Les avoués et les notaires ne connaissent malheureusement que trop les inconvénients de cet état de choses.

Que reste-t-il donc de cette hypothèque légale, présentée initialement par la jurisprudence, comme la contre-partie indispensable, en matière mobilière, des principes protectionnistes posés par le code en ce qui concerne l'inaliénabilité des immeubles dotaux ?

Il n'en subsiste guère que les inconvénients : formalités de procédure, frais élevés et perte de temps.

L'inaliénabilité mobilière, comme l'inaliénabilité immobilière était trop gênante ; comme elle, elle a été brisée. Pour l'une comme pour l'autre, les garanties

essentielles qu'elle représentait pour la dot, ne leur ont pas survécu. Les intéressés voulaient avant tout se libérer. Ils y ont réussi et peu importe si le régime dotal doit en périr.

Cette fuite devant la dotalité, par l'adoption de formules libératrices et restrictives, n'est-elle pas significative ?

**§ D. — Critique du Contrat dotal
avec paraphernalité générale des biens de l'épouse**

Le premier chapitre de notre première partie, consacré à l'évolution du régime dotal et à l'œuvre prétorienne du notariat, nous a permis de décrire objectivement le type de contrat dotal comportant une clause de paraphernalité générale des biens de l'épouse.

La conclusion de l'enquête nous a ensuite donné l'occasion de souligner le peu d'enthousiasme que ce procédé rencontre chez de nombreux notaires et même les très violentes critiques qu'il suscite chez certains.

Essayons maintenant de démontrer, à la fois, le danger qu'il peut présenter pour ceux qui l'utilisent et l'erreur qu'il constitue au point de vue juridique.

Le danger présenté par cette formule est, en effet, considérable, car elle ne constitue, à notre avis, qu'un piège habilement camouflé, sous les apparences de la dotalité. L'utilisation de cette pratique implique bien souvent, pour la plupart de ceux qui l'adoptent, une intention frauduleuse.

Nous ne croyons pas, en effet, que cette paraphernalité générale ne soit que l'expression d'un esprit routinier et la simple survivance matérielle d'une

écorce dotale sur une institution matrimoniale évoluant vers la séparation de biens.

Telle est cependant l'opinion de Planiol qui écrit⁽⁸⁾ :
 « on voit des contrats de mariage stipulant que tous
 « les biens de la femme présents et à venir seront
 « paraphernaux... alors, aucun bien n'est dotal et le
 « régime adopté se ramène à une séparation de biens.

« Il serait tout aussi simple — ajoute Planiol —
 « de stipuler la séparation de biens, mais certains
 « notaires *habitués au régime dotal* le maintiennent
 « comme régime des époux et suppriment la dot ».

De même, M. Vialleton parlant de la désaffection actuelle qui se manifeste pour la dotalité et du succès au contraire grandissant de la séparation de biens a pu écrire : « Toutefois, dans nos pays du midi de la
 « France où l'adoption du régime dotal est une habi-
 « tude millénaire, cette transformation profonde ne
 « se réalise pas sans *concessions de forme* faites à la
 « tradition. Les apparences du régime dotal sont
 « conservées, mais il est dépouillé de son élément
 « essentiel et caractéristique, l'armature protectrice
 « de l'inaliénabilité ».

« La dot et son immobilisation, poursuit M. Vial-
 « leton, sont écartées au profit d'une constitution to-
 « tale ou presque totale de la fortune de la femme
 « en biens paraphernaux. Or, un régime dotal sans
 « dotalité n'est qu'une apparence, un signe dont la
 « valeur est sujette à caution en elle-même, *simple*
 « concession aux coutumes du passé ».

Ainsi, pour MM. Planiol et Vialleton, la paraphernalité générale des biens de l'épouse ne serait que la

(8) PLANIOL : *op. cit.*, page 360.

la conséquence d'une routine notariale anodine et sans intention arrêtée.

Or, il ressort, au contraire, de nos observations, personnelles et des réponses qui nous ont été faites sur la question par des praticiens, que ce choix de la paraphernalité générale répond toujours à un but précis : celui de dissimuler à l'une des parties, l'adoption pratique du régime de la séparation de biens.

Le danger nous paraît particulièrement redoutable et le procédé condamnable et peu loyal, car on utilise pour masquer la manœuvre, l'enveloppe de ce régime dotal, champion classique d'une protection très spéciale des biens de l'épouse.

M. Vialleton admet d'ailleurs, l'éventualité de desseins frauduleux, puisque citant un arrêt de la Cour de Montpellier du 21 juillet 1911 (D. 1914, 2, 203), il est amené à dire : « On se demande même si en pareil
« cas la dotalité inscrite dans le contrat comme prin-
« cipe directeur des conventions matrimoniales, n'est
« pas un trompe l'œil et s'il ne convient pas de res-
« tituer au régime adopté sa véritable nature qui est
« celle d'une séparation de biens ».

Rappelons à ce sujet cette réponse de notre correspondant de l'Hérault qui nous disait, parlant du régime à paraphernalité générale : « Je le conseille aux
« gens que le mot *séparation* effraie et ils sont nom-
« breux ». Ne serait-il pas préférable, dans des cas semblables, que le notaire expliquât à ces personnes ainsi effrayées par un mot, que le seul fait pour elles de faire un contrat de mariage, dénote leur soucis, d'ailleurs respectable, de prévoir et d'organiser le sort de leurs patrimoines respectifs lors de la dissolution du mariage et que, dès lors, il était enfantin de vou-

loir dissimuler cette précaution par un euphémisme aboutissant à un non-sens juridique.

Quels qu'en soient les motifs, ce système paraît condamnable. En effet, le fait d'adopter d'un commun accord, dans le seul but de le dénommer régime dotal, un contrat dont les résultats pratiques aboutiront à la séparation de biens, dévoilera chez les intéressés une tournure d'esprit assez étrange.

Si, au contraire, seule l'une des parties est manifestement au courant de l'exacte portée de ce choix, l'intention frauduleuse est alors indéniable. C'est ainsi, par exemple, que les parents de la future épouse, manœuvrés par ceux de leur futur gendre, croiront conférer aux biens de leur enfant le statut protecteur du régime dotal alors que cette protection n'existera pas en réalité.

Et cependant, le notaire n'a-t-il pas lu :

« Article 1. — Les futurs époux adoptent pour base
« de leur union le régime dotal ».

Quoi de plus clair ? Quoi de plus précis ? Et quelle importance peut-il y avoir à ce que les biens de la future épouse soient déclarés *paraphernaux* dans l'article 2. La majesté d'un tel mot ne peut sans doute que conférer plus de force à la plénitude d'application du régime choisi. Ce mot, cependant, sera la cause de l'anéantissement de toute l'économie du système dotal sur lequel l'épouse était en droit de compter.

Notons, en terminant, que le seul avantage dont paraît bénéficier l'épouse mariée sous le régime dotal avec paraphernalité générale, par rapport à la femme séparée de biens, résulte de l'article 1570 du Code civil, lequel indique dans son deuxième alinéa que le

mariage étant dissout par la mort du mari, la femme a le droit d'exiger durant un an l'habitation et les habits de deuil, à prendre sur la succession et cela sans imputation sur les intérêts de la dot à elle due. Donc, la femme sans dot, ce qui est le cas lors de l'adoption de la paraphernalité générale bénéficiera de cette clause. Or, rien de semblable n'est prévu pour la femme séparée de biens.

Ainsi donc, il résulte de tout ce qui précède, qu'un tel procédé employé aux fins que nous venons de mettre en lumière ne peut être utilisé par un praticien honnête. Mais, reconnaissons toutefois que si les notaires sont parfois presque obligés de recevoir des contrats contenant cette clause, c'est bien dans le seul but de ne pas perdre une clientèle qui, d'ailleurs, trouverait certainement un confrère pour la satisfaire.



CONCLUSION

Ainsi, parvenu au terme de notre travail, il nous paraît utile d'en réunir les idées essentielles en quelques propositions, ce qui nous permettra de contrôler les résultats obtenus et de voir si nous avons atteint le but que nous nous étions initialement fixé.

Nous nous étions proposé, rappelons-le, d'ordonner nos développements autour des deux principes directeurs de constatation et d'explication du déclin du régime dotal.

Cette méthode nous a amené, dans une première partie, à souligner, à travers notre enquête, la décadence et l'impopularité d'un régime matrimonial dont le notariat n'avait pourtant pas craint de modifier radicalement les règles essentielles édictées en 1804, mais jugées ensuite insupportables par les intéressés.

Un examen de la question, tenté à la fois dans l'espace et dans le temps, nous a donné ensuite une explication satisfaisante de la situation actuelle en droit français de ce régime dotal dont la popularité à l'étranger n'est pas supérieure à celle dont il jouit chez nous, et dont les causes qui le justifiaient jadis ont maintenant disparu en majeure partie.

La mise en lumière des graves inconvénients présentés par le régime dotal, inconvénients que les atteintes portées à l'économie initiale du régime ne permettent plus de contre-balancer par de solides avantages, a enfin permis de comprendre la vive hostilité qui se manifeste actuellement contre la dotalité.

La situation présente ayant été ainsi exposée, il n'apparaît pas téméraire de ne prévoir pour l'avenir aucun revirement possible.

Les causes déterminantes de la chute du régime dotal paraissent, en effet, intimement liées à l'évolution implacable des facteurs moraux, économiques et sociaux, dont l'influence sur l'élaboration, la vie et la mort des institutions juridiques est incontestable.

Ces facteurs ont un jour rendu nécessaire la création du système matrimonial qui devait devenir le régime dotal. A cette époque, rien n'a pu arrêter son développement.

De nos jours, au contraire, ce sont ces mêmes forces sociales et économiques qui, le rejetant et le repoussant avec vigueur, lui signifient sa fin comme très prochaine.

Et même si le fruit des spéculations juridiques de certains esprits, tendait au maintien du régime dotal, il serait, semble-t-il, bien peu indiqué de vouloir maintenir artificiellement une institution que personne ne réclame plus et qui est, au contraire, violemment critiquée par le plus grand nombre.

Dès lors, combien paraît exacte et pertinente la pensée de M. Geny lorsqu'il écrit : « Les règles du

« droit, se dégageant des réalités sociales sous l'em-
« pire du principe de justice qui domine tout le
« monde moral, ne doivent, en principe, être coulées
« dans le moule des procédés intellectuels qu'en tant
« que ceux-ci sont nécessaires pour donner à ces di-
« rections de la vie une formule capable d'entraîner
« des volontés intelligentes. *Et moins les éléments*
« *artificiels de la pensée s'interposeront entre l'hom-*
« *me et la vie, et plus efficace sera l'action des pré-*
« *ceptes*. De sorte, que la réalisation idéale du droit
« tend à l'extrême réduction et jusqu'à l'effacement
« des constructions pures de l'esprit ».

Rejetons donc sans remords ce régime dotal dont l'existence ne pourrait être fondée actuellement que sur ces « *éléments artificiels de la pensée* ».

Le régime dotal moderne n'est plus, dans certains cas, dotal que de nom.

C'est ainsi que la dotalité assortie de la paraphernalité générale aboutit pratiquement à la séparation de biens, et que le régime dotal avec société d'acquêts et possibilité d'aliéner à charge de remploi ne se différencie que très peu d'une communauté réduite aux acquêts avec clause d'emploi dont la formule si courante dans le centre et le midi de la France maintient intacts les rares avantages subsistants encore dans le contrat dotal moderne et supprime les inconvénients inhérents au régime de la dotalité.

La pièce antique de la dotalité n'est plus comprise du grand public actuel. On ne la joue plus sur la scène juridique française. Supprimons-en donc franchement le décor trompeur et dangereux qui ne pourrait qu'induire fâcheusement en erreur ceux qui se basant sur la valeur protectrice de l'institution dotale

orthodoxe peuvent encore lui faire confiance, dans l'ignorance où ils se trouvent, de son inefficacité actuelle.

Avant de rebâtir la maison du système matrimonial français de demain, dont le régime dotal sera définitivement banni, préparons un chantier propre et net en débarrassant le sol de tous les matériaux qui y demeurent encore, vestiges gênants de l'ancien édifice écroulé.



BIBLIOGRAPHIE

- ALLINE. — De l'ancien régime matrimonial normand et de sa survivance dans la pratique notariale. (Thèse Caen, 1908).
- De BONNECORSE DE LUBIÈRES. — La condition des gens mariés en Provence aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles. (Thèse Aix, 1929).
- BONNECASE. — Mariages et régimes matrimoniaux. — Leur réforme récente. Commentaire pratique de la loi du 18 février 1938 sur la capacité de la femme mariée. (Librairie Arthur Rousseau, Paris, 1938).
- BOURBOUSSON. — Du mariage, des régimes matrimoniaux et des successions dans les cinq parties du monde. (Librairie Marchal et Billard, Paris, 1934)
- BERNOT. — La clause d'inaliénabilité dans le régime des biens entre époux en droit anglais. (Thèse Paris, 1934).
- BRISSAUD. — Manuel d'histoire du droit privé, Nouvelle édition. (E. de Boccard, éditeur, Paris, 1935).
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit Civil Français, 8^e édition, tome III^e.
- CENDRIER. — Le fonds de commerce, traité général, 6^e édition. (Paris, Dalloz 1934.)
- DEFRENOIS. — Traité pratique et formulaire des liquidations et partages, 6^e édition.
- ESCARRA. — Le droit chinois. (Librairie du recueil, Sirey, Paris, 1936.)

- EYQUEM. — Le régime dotal, son histoire, son évolution, ses transformations, au 19^e siècle sous l'influence de la jurisprudence et du Notariat. (Paris. Marchal et Billard, 1903).
- GNANOU. — Condition juridique de la femme mariée hindoue dans les établissements français de l'Inde. (Thèse Aix 1923.)
- GARNIER. — Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement, 7^e édition.
- GUEMARD. — La condition juridique des gens mariés en droit musulman comparé au droit français. (Thèse Aix, 1915.)
- IHERING. — La lutte pour le droit. Traduction de l'Allemand par O. de Meulanev. (Librairie Chevalier-Maresq, Paris, 1890).
- JOUE. — Du droit de poursuite des créanciers privilégiés sur les biens dotaux. (Thèse Aix, 1910).
- MAGUET. — Traité formulaire à l'usage des aspirants au notariat, 2^e édition. (Paris, 1936.)
- MORIN. — La loi et le contrat, la décadence de leur souveraineté. (Paris, Alcan, 1927.)
- PLANIOL et RIPERT. — Traité élémentaire de droit civil, 11^e édition (octobre 1939). Tome III^e
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français. Tome IX. (Paris, 1927, Librairie générale de droit et de jurisprudence.)
- PERRAUD. — Les tendances actuelles dans la société conjugale, (Thèse Aix, 1935.)
- PERROT. — Précis de droit Romain. 2^e édition. (Librairie du recueil, Sirey. Paris, 1937.)
- SAFFROY. — L'influence jurisprudentielle et notariale sur le régime dotal. (Thèse Montpellier, 1923.)
- SALABERT. — La révolte des faits dans le régime dotal. (Thèse Toulouse, 1936.)
- VIDON. — Les avantages pratiques de la séparation de biens. (Librairie Technique et économique, Paris, 1937.)
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE Constatation du déclin	
PRÉAMBULE	6
CHAPITRE I Le Régime dotal actuel L'œuvre prétorienne du notariat	
SECTION I. — Le contrat dotal ordinaire	12
SECTION II. — Le contrat avec paraphernalité générale des biens de l'épouse	33
SECTION III. — Le contrat dotal avec société d'acquêts	36
CHAPITRE II Domaine d'application pratique du Régime dotal	
SECTION I. — Résultats statistiques. Tableaux synoptiques	42
SECTION II. — Relation des réponses faites à notre questionnaire	51
§ A. Notre enquête à Marseille	51
§ B. Résultats de l'enquête dans 38 départements de la France non occupée... ..	55
SECTION III. — Interprétation des résultats de l'enquête	86
§ A. De la clause de paraphernalité générale des biens de l'épouse	86
§ B. De la position dans le temps des résultats	87
§ C. Comparaison de la présente enquête avec celle faite en 1903 par M. Eyquem	87

DEUXIEME PARTIE
Explication du déclin

CHAPITRE I

Historique du Régime dotal

SECTION I. — Aperçu sur les causes du régime dotal en droit romain et dans l'ancien droit français	95
SECTION II. — L'évolution du régime dotal de 1804 à nos jours, d'après les minutes d'une importante étude marseillaise	103
§ A. Traduction statistique et commentaire de nos observations	105
§ B. L'évolution de la formule dotale de 1804 à 1940	107

CHAPITRE II

Le Régime dotal en Droit comparé

SECTION I. — Le régime dotal à travers le monde	127
§ A. Le régime dotal en Europe	127
§ B. Le régime dotal en Amérique	152
§ C. Le régime de biens entre époux en Asie	155
§ D. Le régime des biens entre époux en droit musulman	159
SECTION II. — De l'harmonie existant entre le déclin du régime dotal en droit comparé et en droit français	161
§ A. Pays de droit récent et pays de droit ancien	163
§ B. Pays à civilisation moderne et pays à civilisation vétuste	165
§ C. Pays pratiques et pays routiniers..	166
§ D. Pays de haute moralité familiale..	167
§ E. Pays riches et pays pauvres	169

CHAPITRE III

**L'absence d'intérêt actuel
et les dangers du Régime dotal**

§ A. Inconvénients divers d'ordre général	173
§ B. L'inaliénabilité et le danger du remploi	177

§ C. La fragilité de la protection de la dot par l'hypothèque légale de la femme mariée	189
§ D. Critique du contrat dotal avec para- phernalité générale des biens de l'épouse	193
CONCLUSION	198



Vu : Le 31 mai 1942,
Le Président de Thèse,
P. KAYSER

Vu : Le 31 mai 1942
Le Doyen de la Faculté de Droit,
Barthélemy RAYNAUD.

Vu et permis d'imprimer:
Aix-en-Provence, le 1^{er} juin 1942,
Pour le Recteur, le Doyen Délégué,
B. RAYNAUD.

IMPRIMÉ
SUR LES PRESSES DE PAUL ROUBAUD



IMPRIMEUR-ÉDITEUR A AIX-EN-PROVENCE

— 1942 —

